

DE LA
COMPÉTENCE DES JUGES DE PAIX

en Matière Civile

D'APRÈS LA LOI DU 13 JUILLET 1905

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 27 Mai 1907, à 1 heure 1/2

PAR

Paul VIRALLY

MEMBRES DU JURY :

<i>Président</i>	M. PIÉDELIÈVRE
<i>Suffragants</i>	{ M. WHAL, Professeur
	{ M. HITIER, Chargé de cours



AUXERRE, IMPRIMERIE A. LANIER, 43, RUE DE PARIS

1907

De la Compétence des Juges de Paix

en Matière Civile

d'après la Loi du 13 Juillet 1905

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
COMPÉTENCE DES JUGES DE PAIX

en Matière Civile

D'APRÈS LA LOI DU 13 JUILLET 1905

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 27 Mai 1907, à 1 heure 1/2

PAR

Paul VIRALLY

MEMBRES DU JURY :

<i>Président</i>	M. PIÉDELIÈVRE
<i>Suffragants</i>	{ M. WHAL, Professeur
	{ M. HITIER, Chargé de cours



AUXERRE, IMPRIMERIE A. LANIER, 43, RUE DE PARIS

1907



INTRODUCTION

« L'Assemblée constituante peut revendiquer l'institution
« des juges de paix comme une de ses plus belles créations ;
« on l'a dit et on ne saurait trop le répéter, ce fut une
« grande et féconde pensée que celle de donner pour
« base à cette magistrature la nouvelle division du territoire
« de la France, d'avoir attribué au même homme le juge-
« ment des petits procès et la conciliation des plus grands ;
« d'avoir concentré sur un magistrat, placé à la portée de
« tous et à chacun des points du territoire, l'universalité des
« attributions qui constituent ce que l'on peut appeler la
« justice élémentaire rendue inséparable du maintien de
« l'esprit de famille et la pacification des intérêts. »

C'est en ces termes que, en 1891, dans la séance de rentrée de la Cour d'appel de Caen, l'avocat général, M. Milliard, appréciait l'œuvre de l'Assemblée constituante, lorsque, au lendemain de la Révolution, elle créa les justices de paix.

Et en effet, cette institution, qui occupe le dernier degré de notre organisation judiciaire, est certes celle dont le rôle social a le plus d'importance. C'est que le juge de paix intervient à chaque instant dans notre vie, soit pour une de

ces contestations banales comme il s'en élève tous les jours, soit pour ces délicates questions de famille dans lesquelles sont intéressés des incapables.

Ses attributions sont en effet très diverses, et peuvent se diviser en trois catégories : conciliatoires, judiciaires et extra-judiciaires.

C'est au juge de paix qu'est confié le soin de concilier, s'il est possible, deux adversaires acharnés l'un contre l'autre et d'essayer de remplacer par un accord amiable la sentence qu'il aurait à prononcer comme juge.

C'est encore lui qui est chargé d'employer sa médiation pour terminer par un accommodement les contestations civiles qui excèdent sa compétence judiciaire. Aucune demande principale en effet ne peut être reçue par les tribunaux de première instance, entre personnes ayant pouvoir de transiger, sans passer devant le bureau de conciliation, à moins d'une dispense expresse.

Et ce rôle de médiateur n'est pas l'un des moins importants : « De toutes les fonctions du juge de paix, la plus flatteuse, la plus attachante, celle qui procure les plus douces jouissances à l'homme de bien, c'est la fonction de conciliateur. »

Quant à ses attributions judiciaires, elles se rapportent à deux sortes de juridiction : juridiction civile et juridiction pénale.

En matière civile, le juge de paix est chargé de trancher les différends dont la solution ne présente guère de difficultés,

les contestations, ainsi que le disait Thouret à l'Assemblée constituante, qui ne se rapportent « qu'aux choses de convention courante, et de la plus petite valeur, et aux choses « de fait qui ne peuvent être bien jugées que par l'homme « des champs qui vérifie, sur les lieux mêmes, l'objet du « litige ».

Au criminel, le juge de paix est appelé à statuer sur les contraventions dont la connaissance lui est attribuée soit par le code pénal, soit par des lois spéciales, et à remplir, dans les cas prévus par le code d'instruction criminelle, les importantes fonctions d'officier de police judiciaire.

Enfin, c'est encore le juge de paix qui est chargé des intérêts de tous ceux qui ne peuvent pas agir par eux-mêmes. C'est lui qui préside les délibérations dans lesquelles se débattent les intérêts des mineurs et des interdits, c'est lui qui procède, dans l'intérêt des incapables et des absents aux appositions et aux levées de scellés. Et c'est surtout dans l'exercice de ces fonctions, que le juge de paix peut être considéré comme un conseiller, un père de famille, ainsi que le voulait la Constituante.

Dans l'étude que nous allons faire, nous laisserons de côté les fonctions conciliatoires et extrajudiciaires, pour ne nous occuper que des fonctions judiciaires. Et encore, n'examinerons-nous pas la compétence pénale, pour ne traiter que de la compétence civile.

Personne n'ignore que la justice de paix est un tribunal d'exception, c'est-à-dire que, à la différence des tribunaux

d'arrondissement qui sont des tribunaux ordinaires et connaissent de toutes les actions qui ne leur ont pas été enlevées par une disposition spéciale, les juges de paix, eux, ne sont appelés à juger que les contestations qui leur ont été expressément confiées.

C'est pourquoi le décret-loi du 24 août 1790, lorsqu'il créa les justices de paix, fixa d'une façon bien déterminée les différends que la nouvelle institution serait chargée de solutionner.

En 1838, une loi est venue augmenter considérablement cette compétence, et depuis, en présence des excellents résultats obtenus, de nombreuses dispositions spéciales ont déferé aux juges de paix certaines contestations qui, auparavant, étaient de la connaissance des tribunaux ordinaires, notamment en matière de vices rédhibitoires, de warrants agricoles, d'accidents du travail, pour ne citer que les plus importants.

L'institution réalisa si bien les espérances qu'avaient fondées sur elle la Constituante et les législateurs de 1838, que, dès 1865, on revint à l'idée d'une nouvelle extension de compétence; de nombreuses propositions furent déposées sur les bureaux des Chambres et aboutirent finalement à la loi du 13 juillet 1905.

C'est l'étude des cas dont la connaissance a été réservée au juge de paix d'après la loi nouvelle, que nous nous proposons de faire ici.

Dans un premier chapitre, nous ferons l'historique de cette

loi. Nous verrons quelle idée guida l'Assemblée Constituante lorsqu'elle créa les juges de paix, et à quels cas elle limita leur compétence. Nous montrerons les innovations qu'apporta la loi du 25 mai 1838, et après avoir exposé les différents projets qui ont été déposés successivement, montré les analogies et les différences qu'ils présentent entre eux et avec les dispositions déjà votées, nous arriverons à la loi de 1905.

Dans un deuxième chapitre, nous verrons les contestations que cette loi de 1905 a chargé les juges de paix de solutionner. Nous étudierons successivement la compétence en matière personnelle et mobilière, les cas où le juge de paix est compétent jusqu'à 300 francs en dernier ressort et jusqu'à 1.500 francs à charge d'appel, les cas où la compétence du juge unique est illimitée, mais à charge d'appel au dessus de 300 francs, ceux enfin dont il ne peut connaître qu'en premier ressort, quelque minime que soit la valeur du litige.

Nous laisserons absolument de côté tout ce qui a trait à la compétence en matière immobilière et en matière commerciale que la loi de 1905 a d'ailleurs refusée aux juges de paix.

Nous insisterons surtout sur les différences que présente la loi nouvelle avec les dispositions législatives antérieures, sur les difficultés d'interprétation qu'elle a fait disparaître. Aussi ne traiterons-nous pas de certaines matières comme les voies d'exécution et les actions possessoires sur lesquelles elle n'a apporté aucune innovation et dont l'examen, pour

être complet, nous entraînerait bien en dehors des limites que comporte une étude comme celle que nous nous proposons de faire.

Dans un troisième chapitre, après avoir recherché s'il convient de donner au magistrat cantonal une compétence exclusivement en premier ressort ou en dernier ressort, nous ferons la critique de la loi nouvelle, et nous verrons que nous ne pouvons qu'approuver le législateur de n'avoir pas poussé ses réformes aussi loin que beaucoup le lui proposaient.

Enfin, dans un dernier chapitre, nous étudierons les institutions étrangères analogues à nos justices de paix et nous verrons les règles de compétence qui les régissent.

Nous n'aborderons pas la question de nomination des juges de paix, quoique ce sujet présente une grande connexité avec celui qui nous occupe, puisque, plus vous exigerez d'eux de garanties de capacité, plus vous pourrez leur confier des affaires difficiles.

Mais, s'il importe de déterminer le degré d'instruction que devra avoir le magistrat pour fixer les contestations qu'il sera chargé de trancher, nous estimons qu'il vaut mieux commencer par déterminer les affaires que l'on entend lui confier, pour ensuite exiger de lui les connaissances nécessaires.

CHAPITRE PREMIER

Exposé historique de la législation concernant les justices de paix

SECTION I

Causes qui ont retardé le vote de la loi de 1905

Depuis leur création par le décret-loi des 16-24 août 1790, la détermination des pouvoirs qu'il convenait de conférer aux juges de paix n'a cessé d'être l'une des plus grandes préoccupations du législateur, et l'on peut dire que bien peu de législatures se sont succédées, sans avoir eu à s'occuper de cette question.

Nous verrons que, lorsque la loi de 1790 institua les juges de paix, tout était à créer ; aussi la Constituante n'osa-t-elle entrer que timidement dans la voie des innovations, ne sachant si la nouvelle institution répondrait aux espérances que la Révolution avait fondées sur elle. Mais bientôt, devant la faveur dont jouissaient les juges de paix auprès des plaideurs, devant les immenses services qu'ils rendaient, on sentit le besoin d'augmenter la compétence qui leur avait

été primitivement attribuée, d'autant plus que, avec le progrès et l'enrichissement des classes ouvrières, les nouveaux magistrats ne rendaient plus les services que la loi attendait d'eux.

Après un premier essai infructueux, la loi du 25 mai 1838 fut votée, leur donnant des attributions sensiblement plus étendues ; mais bientôt cette loi elle-même devint insuffisante et dès 1860, les projets de réforme se succédèrent, soit qu'ils émanassent du Gouvernement, soit qu'ils fussent proposés par l'initiative parlementaire. Presque tous échouèrent ou furent condamnés à l'inanition. Il fallut plus de 40 ans d'efforts pour aboutir à la loi du 13 juillet 1905.

C'est qu'il s'agit là d'une matière importante et qui touche à des intérêts bien distincts.

D'une part, la question se rattache à une autre beaucoup plus complexe : celle de l'organisation judiciaire tout entière ; et beaucoup des projets proposés, s'ils avaient été adoptés, auraient entraîné le bouleversement presque complet de l'ordre des juridictions, et nécessité l'établissement de lois entièrement nouvelles, non seulement sur la compétence et le fonctionnement des tribunaux, mais encore sur la procédure civile et criminelle.

Accorder aux juges de paix une compétence aussi étendue que le proposaient certains réformateurs, eût amené inévitablement la ruine des tribunaux d'arrondissement et eût entraîné la suppression de beaucoup d'entre eux. Les juges de paix seraient devenus, en quelque sorte, les juges

de droit commun et les tribunaux d'arrondissement, la juridiction d'exception.

C'eût été un résultat déplorable. Si l'on veut remanier à ce point notre organisation judiciaire, il faut regarder la question bien en face et l'aborder tout entière. Il ne faut pas considérer isolément un des éléments de cette organisation et le réformer selon les nécessités du moment, sauf ensuite à modifier les autres, lorsque l'expérience aura démontré que la nouvelle institution ne concorde plus avec eux. Il faut envisager tous les éléments à la fois et tenir compte de la répercussion que peuvent avoir sur les uns les modifications apportées aux autres.

Et, puisqu'une réforme de nos justices de paix était jugée nécessaire et ne permettait pas d'attendre le vote d'une loi générale de procédure — et nous verrons, en effet, dans la quatrième partie de cette étude, que le juge de paix se trouvait trop à l'étroit dans les limites que lui avait fixées la loi de 1838 — on conçoit que le législateur se soit montré très prudent et n'ait émis aucun vote, sans s'être bien rendu compte que les améliorations qui lui étaient proposées ne causeraient pas une perturbation trop grande dans l'organisation judiciaire existante.

D'autre part, il y a lieu de se demander si les avantages de la loi nouvelle seront supérieurs aux inconvénients qui pourront résulter d'un changement de procédure.

La stabilité est le nerf des institutions judiciaires. C'est sous l'empire et sous la protection des lois que les tribunaux

sont appelés à maintenir et à conserver, que se forment les contrats. Et n'apporterait-on aucun trouble dans le mouvement des affaires en déférant à un magistrat unique une contestation qui, auparavant, était de la compétence d'un tribunal entier ? Et Thouret pouvait dire, lorsque la loi de 1790 vint pour la première fois en discussion devant l'Assemblée Constituante, le 6 avril 1790 : « Les habitants des provinces attachent moins d'intérêt à l'administration qu'au service de la justice des tribunaux, parce que ce service est plus près d'eux, parce qu'il intéresse plus immédiatement leur vie, leur honneur et leur fortune. »

Enfin, il faut tenir compte de l'intérêt des plaideurs eux-mêmes.

« Une justice prompte, peu coûteuse et sûre, voilà, pour chaque citoyen, le droit le plus essentiel, car il couronne et protège tous les autres ; voilà, pour une nation libre, la meilleure garantie de toutes les libertés, pour l'ordre judiciaire, le dernier mot de l'honneur et du progrès. »

C'est en ces termes que M. le Premier Président de la Cour de Bruxelles rappelait à la commission chargée de la révision du code de procédure belge, les caractères que doit présenter une bonne justice.

Evidemment, la procédure devant les juges de paix est simple et n'entraîne pas de grands frais, et, sous ce rapport, il serait à souhaiter que tous les procès fussent portés devant eux ; mais, le juge unique procure-t-il au plaideur autant de garantie d'une bonne justice qu'un tribunal composé de

plusieurs magistrats, et, quelles affaires sont suffisamment simples pour que les décisions du juge de paix soient acceptées sans conteste ?

En outre, n'y a-t-il pas un danger à ce que la justice soit peu coûteuse et rapprochée du justiciable et n'y a-t-il pas lieu de craindre que ces avantages ne rendent les procès plus nombreux ?

Autant de questions que le législateur avait à se poser et à résoudre et qui expliquent le grand nombre de projets qui furent proposés avant d'aboutir à un vote définitif.

Ce sont ces différentes propositions que nous allons étudier dans ce chapitre. Auparavant nous regarderons quelles institutions analogues existaient dans notre ancienne France; puis, nous verrons comment fut votée la loi du 24 août 1790, et les contestations qu'elle porta à la connaissance des juges de paix. Nous examinerons ensuite comment un projet aboutit à la loi du 25 mai 1838 et les modifications que cette loi apporta à celle votée par l'Assemblée constituante. Dans une quatrième section, nous examinerons les différents projets de loi proposés depuis, nous verrons les diverses modifications qu'apportait chacun d'eux et comment ils aboutirent à la loi du 13 juillet 1905. Enfin, dans une dernière section, nous donnerons un aperçu très succinct des différentes actions qui ont été déférées aux juges de paix par des lois spéciales.

SECTION II

Décret-loi des 16-24 août 1790

C'est une idée toute naturelle que celle de confier à des juges spéciaux, dans lesquels les parties auront toute confiance, puisqu'elles vivront avec eux et les connaîtront, la connaissance des contestations d'un intérêt minime et sur lesquelles les plaideurs ne sont souvent séparés que par une question d'amour-propre.

Déjà, à Rome, il y avait, dans certaines villes, des magistrats chargés de juger les affaires de peu d'importance et sur le rôle exact desquels nous n'avons que d'assez vagues renseignements. C'étaient les « *defensores civitatis* », magistrats élus par les villes conquises et réduites en provinces romaines ou « *præfectories* », et chargés de défendre les intérêts locaux contre le préfet de la province, représentant du pouvoir central.

Leurs fonctions, en matière civile, étaient de juger les contestations ne dépassant pas 50 francs. Plus tard, Justinien leur permit de statuer sur les affaires n'excédant pas 300 francs. Ces magistrats offraient une certaine analogie avec nos juges de paix actuels ; comme eux, ils étaient chargés de différentes fonctions extra-judiciaires : régir les biens communaux, tenir les registres publics, dresser les actes de naissance et de décès.

Plus tard, en France, Louis le Débonnaire ordonna « qu'en tout état de cause, il fût libre à l'une des parties

« de soumettre le différend au jugement de l'évêque, arbitre
« forcé. »

Vers le ^{xii}e siècle, apparurent les auditeurs du Châtelet de Paris. Une ordonnance de Philippe le Bel du 1^{er} mai 1313 les chargea de juger, sommairement et sans appel, jusqu'à la valeur de 60 sols, à l'exclusion de toutes causes immobilières (1). Leur compétence fut étendue à 50 livres lors de la création du nouveau Châtelet en 1764. Ils disparurent d'ailleurs, avec la loi du 7 septembre 1790 qui supprima le Châtelet lui-même.

Dans l'intervalle, deux édits, l'un de mai 1749, l'autre d'avril 1769 avaient autorisé les officiers du bailliage d'Orléans et de Tours à juger, en dernier ressort, toutes les causes purement personnelles qui ne dérivait pas des contrats passés sous le scel royal et qui n'excédaient pas 40 livres. L'innovation fut jugée si avantageuse qu'un autre édit du 4 septembre 1769 étendit cette mesure à tous les bailliages et à toutes les sénéchaussées (2). Cet édit d'une application

(1) « Nous ordenons que li auditeurs du Chastelet ne jugeront de nule cause de héritage, ni qui touche estat ne condition de personne, ne de autres causes fors celles qui monteront jusqu'à sexante sols et au-dessouz... »

« (2) Ordonnons que les causes pures personnelles, non procédantes de contrats passés sous le scel royal et qui n'excéderont pas la somme de 40 livres soient portées devant les officiers de bailliages et de sénéchaussées, lesquels, au nombre de trois et dans une audience particulière jugeront sommairement et en dernier ressort les dites causes... N'entendons néanmoins rien innover à l'égard de la juridiction du juge auditeur du Châtelet de Paris, lequel continuera de juger les affaires de sa compétence, sauf l'appel en notredit Chastelet. »

difficile au milieu des tribunaux de toute nature et de toute origine qui couvraient alors le sol de la France, ne reçut d'ailleurs qu'une exécution fort imparfaite.

L'Assemblée constituante, imbue d'idées démocratiques, devait également chercher à donner aux petits procès une solution facile et peu coûteuse.

Il y avait en Angleterre, depuis le ^{xiii}^e siècle, des magistrats dont la principale fonction était de maintenir la tranquillité publique et de faire la police : c'étaient les « judges of the peace ». Traduisant ce mot en français, la Révolution l'appliqua au nouveau magistrat qu'elle venait de créer, et, sans rien emprunter de ses attributions à l'Angleterre, elle lui confia la mission difficile de faire régner la paix entre les citoyens, en les aidant à vivre en bonne intelligence.

Peut-être, ce faisant, s'inspira-t-elle des institutions qui existaient dans notre ancienne France ; mais si elle leur emprunta quelque chose, ce ne fut que l'idée ; l'organisation en elle-même fut toute nouvelle. Et si, dans la discussion de la loi de 1790, il a été fait allusion à la juridiction des baillis ou des auditeurs du Châtelet de Paris, ce ne fut que pour redouter le rétablissement des juridictions seigneuriales.

Lorsque l'Assemblée constituante a institué les justices de paix, elle a eu pour but de créer une magistrature de conciliation destinée à prévenir les contestations et à tarir, par là même, la source des procès, et qui serait aussi chargée

de donner une solution prompte et peu coûteuse aux procès d'une importance très minime et d'une interprétation simple.

Tout le monde connaît les paroles prononcées par Thouret, rapporteur du Comité devant l'Assemblée Constituante, le 8 juillet 1790, lorsqu'il rappelait les motifs qui avaient déterminé le dépôt du projet :

« Le désir le plus général pour le fonds de la chose en
« elle-même est de procurer aux habitants des campagnes
« une justice prompte, facile, et pour ainsi dire, domestique,
« qui n'exige pas l'appareil d'une procédure ruineuse et qui
« ne demande pas d'autre loi que les indications du bon
« sens. On ne verra plus les chemins qui conduisent des
« villages aux villes couverts de plaideurs allant consulter
« des juges faits plutôt pour embrouiller que pour décider
« les différends.

« La justice sera dégagée des frais qui absorbent les capitaux qui font l'objet des contestations, des formes qui obscurcissent tellement le procès que le juge, le plus expérimenté, ne sait plus qui a tort ou raison...

« Mais si les juges de paix n'étaient que des médiateurs, ils deviendraient inutiles; tous les efforts n'arrêteraient pas les plaideurs. Votre comité vous propose donc de réunir en eux le double caractère de médiateurs et de juges. »

Ainsi, dans l'esprit du rapporteur de la loi, les juges de paix devaient être à la fois des médiateurs et des juges. On a soutenu qu'en développant la compétence des juges de paix,

on dénaturait l'œuvre de la Constituante qui avait vu en eux seulement des conciliateurs. Dans l'esprit des législateurs de 1789, dit-on, pour les juges de paix, la conciliation était la règle, la juridiction, l'exception. C'est une erreur : les paroles de Thouret suffisent amplement à le démontrer.

Evidemment, la conciliation doit être la règle et la juridiction l'exception, en ce sens qu'avant de terminer un différend par une décision judiciaire, on doit toujours chercher à concilier les parties : « un mauvais arrangement vaut mieux qu'un bon procès », dit-on souvent, mais j'estime que la loi de 1790 a attribué autant d'importance aux fonctions qu'elle a confiées au juge de paix comme juge, qu'à la mission dont elle l'a investi comme conciliateur.

Pourquoi aurait-elle réservé explicitement aux législateurs futurs la faculté d'étendre la compétence du magistrat cantonal, au-delà des limites qu'elle avait fixées, si elle n'avait vu là qu'une attribution secondaire, et si elle n'avait pensé que plus l'expérience permettrait de reculer ces limites, mieux cela vaudrait ? Je crois que la Constituante avait fondé de grands espoirs sur le rôle du magistrat cantonal, et que, si elle-même ne lui a pas accordé une plus grande place comme juge, c'est qu'elle n'a pas osé trop innover, comptant sur l'avenir pour augmenter cette compétence lorsque le besoin s'en ferait sentir.

D'ailleurs, la discussion qui s'éleva dans le sein de la Constituante à ce sujet démontre jusqu'à l'évidence qu'il était bien dans l'esprit de cette assemblée de conférer aux

juges de paix une compétence contentieuse. M. Chabroux, dans la séance du 7 juillet 1790, exposa nettement la situation en ces termes : « A mon sens, si vous établissez des officiers chargés uniquement de conciliation et d'arbitrage, vous manquez absolument votre but. Toutes les fois que la médiation pourra être faite sans efficacité, vous ne remplirez pas l'objet que vous vous proposez. Voulez-vous avoir de véritables juges de paix, donnez-leur une véritable compétence ; c'est le seul moyen de prévenir les procès et de réunir, dans leurs campagnes, ces utiles habitants obligés d'abandonner leur charrue pour aller suivre des procès dispendieux. »

C'est sur ces données que fut voté le titre III de la loi des 16-24 août 1790, qui institua les justices de paix ; car cette loi, beaucoup plus vaste, concerne notre organisation judiciaire tout entière.

Tous les cahiers des Etats-Généraux contenaient un double vœu : on demandait pour les procès de minime importance une juridiction simple, d'accès facile, placée près des justiciables, et, pour les contestations plus importantes, un préliminaire de conciliation.

Pour répondre à ce vœu, la Constituante donna aux juges de paix compétence pour les causes purement personnelles, sans appel, jusqu'à la valeur de 50 livres et à charge d'appel, jusqu'à la valeur de 100 livres. « 50 livres, dit M. Sentetz, sont la valeur de la chaumière du pauvre, le prix de plusieurs années de travaux et de sueurs. » Et, de fait, à cette

époque où, le paysan, venant de conquérir sa liberté, n'était pas riche, les limites adoptées représentaient encore des intérêts assez considérables.

Mais, en même temps, la Constituante se rendit compte que le juge de paix serait plus apte que n'importe quel autre magistrat, à juger certaines contestations, qui, à raison soit de leur simplicité, soit de la proximité du juge de paix, ne présentaient aucune difficulté. Aussi lui confia-t-elle le soin de connaître de ces contestations, à quelque valeur que la demande puisse monter, mais seulement, à charge d'appel. Elle n'osa pas augmenter la compétence en dernier ressort.

L'article 10, de la loi de 1790, énumère ces cas. Ce sont :

1^o Les actions pour dommages faits soit par les hommes soit par les animaux, aux champs, fruits et récoltes.

2^o Les déplacements de bornes, les usurpations de terres, arbres, fossés et autres clôtures, commises dans l'année ; les entreprises sur les cours d'eau servant à l'arrosement des prés, commises pareillement dans l'année, et toutes autres actions possessoires.

3^o Les réparations locatives des maisons ou fermes.

4^o Les indemnités prétendues par le fermier ou locataire pour non jouissance, lorsque le droit à l'indemnité n'est pas contesté, et les dégradations alléguées par le propriétaire.

5^o Le paiement des salaires des gens de travail, les gages

des domestiques et l'exécution des engagements respectifs des maîtres et de leurs domestiques et gens de travail.

6° Les actions pour injures verbales, rixes et voies de fait pour lesquelles les parties ne se sont point pourvues par la voie criminelle.

La loi de 1790 contenait cependant une particularité : elle décida que les juges de paix seraient élus « au scrutin individuel et à la pluralité des suffrages par les citoyens actifs réunis en assemblée primaire. » En outre, le juge de paix ne pouvait juger qu'assisté de deux assesseurs.

Mais bientôt, ces magistrats commencèrent à se trouver trop à l'étroit dans les limites de compétence que leur avait fixées la loi de 1790. Peu à peu, le peuple s'enrichit en même temps que l'argent perdit de sa valeur, et les juges de paix ne purent plus rendre tous les services que la Constituante attendait d'eux.

Aussi, dès 1806, la Cour de Cassation se faisant l'organe des vues de la magistrature française, demandait elle-même que l'on doublât les pouvoirs de ces tribunaux cantonaux et que l'on élevât à 300 francs, à charge d'appel, et à 200 francs, en dernier ressort, le taux de la compétence des juges de paix dans les villes de 10.000 âmes et au-dessus. L'article 119 de sa proposition était ainsi conçu : « Les
« juges de paix connaissent des actions personnelles et mobilières dont l'objet n'excède pas 300 francs. Ceux établis
« dans les villes de 10.000 âmes et au-dessus connaissent de
« ces actions en premier et en dernier ressort jusqu'à la

« valeur de 200 francs ; ceux des cantons ruraux et des « villes au-dessous de 10.000 âmes n'en connaissent de « cette manière que jusqu'à la valeur de 100 francs ». Le motif de cette distinction était la différence de capacité des juges de paix des grandes et petites villes.

Mais la loi de 1790 était encore relativement récente et le besoin d'une réforme ne se faisait pas impérieusement sentir. Ce ne fut que plus tard que l'on revint sérieusement à l'idée d'une augmentation de compétence.

SECTION III

Loi du 25 mai 1838

A diverses reprises, dans les sessions de 1832 à 1833, un député, M. de la Pinsonnière, déposa une proposition de loi tendant à augmenter la compétence des juges de paix. En janvier 1835, un projet de loi, contenant aussi des dispositions sur les autres parties de notre organisation judiciaire, fut déposé à la Chambre. Une commission fut nommée et un rapport déposé par M. Amilhau. La commission établit même une rédaction ; mais celle-ci resta inédite, le projet ayant été officiellement retiré des délibérations dans la séance du 9 mars 1836.

La question de l'augmentation de la compétence des juges de paix ne cessa cependant pas de faire l'objet d'études dans le sein des commissions, et, le 6 janvier 1837, M. Persil, alors ministre de la justice, déposa sur le bureau de

la Chambre un nouveau projet. Un rapport fut fait par M. Renouard le 29 mars suivant et, après plusieurs délibérations, le projet fut adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 17 avril 1837.

Le projet fut alors présenté le 8 mai 1837, à la Chambre des Pairs qui l'adopta à la fin du mois de juin suivant, mais en lui faisant subir quelques modifications. La Chambre fut donc appelée à l'examiner de nouveau, mais le temps manqua avant la clôture de la session et le projet ne put être converti en loi.

Il fut repris au commencement de l'année suivante et présenté à la Chambre des Pairs le 15 janvier 1838 par M. Barthe, garde des sceaux. Sur le rapport de M. Gasparin, le projet fut voté. Il fut alors soumis à la Chambre des Députés, dans la séance du 15 février, et vint en discussion dans le mois d'avril suivant. Adopté à la fin de ce mois, il fut de nouveau transmis à la Chambre des Pairs qui, cette fois, le vota sans aucune modification le 14 mai 1838.

La nouvelle loi était attendue avec impatience et l'on peut dire que tous nos législateurs, tant à la Chambre des Pairs que parmi les députés, étaient partisans d'une augmentation de compétence. Les dissentiments ne se produisirent que sur les limites à adopter.

M. Renouard, dans son rapport à la Chambre, exprime bien le but que l'on se proposait : « Modération dans la
« compétence, tout en étendant cette compétence au cas où
« une juridiction plus élevée obligerait à des dépenses de

« temps et d'argent nécessairement supérieures à l'importance du litige, tel est l'esprit de la loi. »

Et l'année suivante, M. Gasparin, dans son rapport à la Chambre des Pairs, disait : « Cette loi est un véritable progrès, progrès d'autant plus réel et assuré qu'il est le fruit de 40 années d'expérience, qu'il n'est que le développement du principe fondamental de l'institution, la réalisation du vœu formé par l'Assemblée Constituante et qu'il écarte toutes les innovations imprudentes. »

Et, de fait, le législateur atteignit très exactement son but. La loi de 1838 produisit de très heureux résultats, et même les personnes qui combattirent l'extension de compétence proposée plus tard par les divers projets déposés, reconnaissent que cette loi est restée dans de justes limites.

Entrons un peu dans les détails et voyons les réformes que la loi de 1838 apporta au décret de 1790.

Elle commença d'abord par élever jusqu'à 100 francs la compétence en dernier ressort des juges de paix et jusqu'à 200 francs leur compétence au premier ressort pour les actions purement personnelles et mobilières. Le projet primitif du gouvernement en 1835 élevait même cette compétence à charge d'appel jusqu'à 300 francs et les cours royales, consultées à ce sujet, n'avaient pas fait d'objection sérieuse contre ce chiffre.

Malgré cela, le législateur s'en est tenu au chiffre de 200 francs et le motif se trouve dans les paroles de M. Renouard, rapporteur à la Chambre : « Dans l'état actuel

« des affaires portées devant les justices de paix et les
« tribunaux de 1^{re} instance, dit-il, le nombre de celles
« portées devant les justices de paix est déjà très considé-
« rable et l'augmenter indéfiniment par l'accroissement des
« affaires de 200 francs à 300 francs, c'est risquer d'encom-
« brer cette juridiction et, par conséquent, s'exposer à perdre
« le mérite de promptitude dans l'expédition des affaires. »

L'augmentation du taux de la compétence adoptée par la loi de 1838 était devenue nécessaire. A cette époque, 50 francs ne représentaient plus la même valeur qu'en 1790. « Le prix du blé, base de la nourriture de notre popu-
« lation, dit M. de Gasparin, est le même qu'en 1789; le
« vin, les étoffes, ont diminué de prix. Mais il est vrai de
« dire qu'une plus grande aisance a imposé un plus grand
« nombre de besoins, que la nourriture est plus choisie, les
« vêtements meilleurs et plus souvent renouvelés, que les
« habitations sont solides, plus saines, le mobilier d'une
« plus grande valeur, en un mot que quoique chaque article
« de la dépense comparé dans les mêmes qualités, ait baissé
« de prix comparativement à la fin du siècle dernier, cepen-
« dant la vie est plus chère parce qu'elle est meilleure :
« l'élévation des salaires en est la mesure et la preuve. Il
« s'ensuit naturellement que les transactions ont lieu sur de
« plus grandes valeurs et qu'ainsi, il est vrai de dire que
« l'importance des affaires, fixée au minimum de 50 francs,
« n'est plus la même qu'en 1789. »

Mais la loi de 1838 ne s'arrêta pas là et ne se contenta

pas de porter de 50 à 100 francs et de 100 à 200 francs la valeur maxima dont les juges de paix pourraient connaître, soit en dernier soit en premier ressort, pour les matières visées par l'article 1^{er} et qui constituent, en quelque sorte, le droit commun de leur compétence.

Déjà, le décret de 1790 leur avait conféré le soin de juger à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse monter, un certain nombre de contestations énumérées par l'article 10, d'une solution simple et facile, et que les magistrats cantonaux, par leur rapprochement des justiciables, étaient plus aptes à trancher que n'importe quel autre magistrat.

La loi de 1838 introduisit pour d'autres affaires d'une solution peut-être un peu plus délicate, la compétence en premier ressort jusqu'à la valeur de 1.500 francs.

« Il est des contestations, disait M. Barthe, garde des
« sceaux en 1838, d'une valeur ordinairement modique,
« d'une décision toujours facile et qui réclament une justice
« prompte et locale; limiter la décision dans ce cas par le
« chiffre ordinaire, ce serait n'atteindre qu'imparfaitement
« un but aussi nécessaire : tels sont les différends qui s'é-
« lèvent entre les hôteliers, voituriers et voyageurs, les actions
« en indemnité réclamées par le locataire ou fermier pour
« non jouissance et celles pour dégradations et pertes dans
« les cas prévus par les articles 1732 et 1735 du code civil.

« La limite ordinaire étant franchie, on a pensé qu'il n'en
« existait d'autre que celle de la compétence en dernier

« ressort des tribunaux de 1^{re} instance. On a d'autant
« moins hésité à l'adopter que, lorsqu'il s'agira de plus de
« 100 francs, la faculté de l'appel permettra de recourir au
« tribunal supérieur. »

La loi de 1838 alla même plus loin. Il y eut certaines contestations qu'elle jugea utile de soumettre au juge de paix aussi à raison de leur simplicité, mais dont, en raison des conséquences que pourrait avoir la décision du juge, elle ne lui confia le soin de connaître qu'à charge d'appel, sans qu'il put jamais les trancher en dernier ressort.

Nous avons dit que la loi de 1838 avait créé une compétence des juges de paix jusqu'au taux du dernier ressort des tribunaux de 1^{re} instance. Elle fit d'abord rentrer dans cette catégorie plusieurs des causes, dont la loi de 1790 permettait aux juges de paix de connaître à quelque valeur que la demande pût s'élever : telles furent les contestations relatives aux réparations locatives des maisons et fermes, aux indemnités réclamées par le locataire pour non jouissance, aux dégradations alléguées par le propriétaire.

Mais surtout, elle chargea le juge de paix de connaître dans ces limites de toute une catégorie de différends, sur lesquels, sous l'empire de la loi de 1790, il n'était compétent que dans les limites ordinaires : telles furent les contestations entre les voyageurs et les personnes avec lesquelles leurs voyages les mettent en rapport, hôteliers, aubergistes, voituriers, carrossiers, etc...

En second lieu, avons-nous dit, la loi de 1838 a maintenu la compétence des juges de paix, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande pût s'élever. Mais ici encore, le nombre de ces causes augmenta sensiblement. Rentreraient dans cette catégorie d'après la loi de 1790, les « actions pour dommages faits soit par l'homme soit par les animaux aux champs, fruits et récoltes » (art. 10-1°). La loi de 1838 y ajouta « les actions relatives à l'élagage des arbres ou haies et au curage soit des fossés soit des canaux servant à l'irrigation des propriétés ou au mouvement des usines » (art. 5-1°). L'article 10-5° de la loi de 1790, relatif aux contestations entre patrons et ouvriers devint l'article 5-3° et fut rédigé dans des termes beaucoup plus généraux. De même, l'article relatif aux contestations pour rixes et injures.

Enfin, on confia au juge de paix, le soin de connaître dans ces limites de contestations sur lesquelles la loi de 1790 était muette : ce fut d'abord l'article 3, lui accordant compétence pour les « actions en paiement de loyers ou fermages, les congés, les demandes en résiliation de baux fondées sur le seul défaut de paiement des loyers ou fermages, les expulsions de lieux et les demandes en validité de saisie-gagerie ». Il est vrai qu'ici, il y eut une certaine limitation en ce sens que, pour que ces contestations fussent de la compétence du juge de paix, il fallait que le loyer annuel ne dépassât pas un certain chiffre fixé à 400 francs par an à Paris et 200 francs partout ailleurs.

De même, les actions relatives au paiement des nourrices devinrent de la compétence du magistrat cantonal, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande pût s'élever (art. 5-4°).

Par contre, certaines contestations dont le juge de paix connaissait dans ces limites d'après la loi de 1790, furent soumises à d'autres règles.

C'est ainsi que, pour les actions relatives au bornage, à la distance prescrite par la loi pour la plantation des arbres, aux entreprises commises contre les cours d'eau servant à l'irrigation des propriétés et au mouvement des usines, le juge de paix n'en connut plus qu'à charge d'appel, le soin de les trancher en dernier ressort lui étant enlevé dans tous les cas.

D'autres actions nouvelles lui furent également attribuées, mais toujours en premier ressort : ce furent les actions relatives aux constructions et travaux effectués contre un mur mitoyen et énoncés dans l'article 674 du Code civil, mais seulement lorsque la propriété ou la mitoyenneté du mur n'était pas contestée (article 6-3°) et les demandes en pension alimentaire n'excédant pas 150 francs par an et seulement lorsqu'elles seraient basées sur le lien de parenté, c'est-à-dire formées en vertu des articles 205, 206 et 207 du Code civil.

La loi de 1838 augmenta donc dans une mesure assez sensible les attributions des juges de paix. On peut dire qu'elle réalisa sur ce point un véritable progrès en confor-

mant aux besoins du moment une loi qui avait été faite pour répondre aux nécessités d'une autre époque. La meilleure preuve que cette loi répondait bien aux espérances de tous et que l'on n'était pas allé trop loin, c'est qu'elle subsista pendant plus de 30 ans sans que personne songeât à la modifier.

Deux lois, il est vrai, furent votées quelque temps après. La loi du 20 mai 1854 fixa à 400 francs, dans certaines villes qu'elle énumère, et à 200 francs, partout ailleurs, le taux de loyer annuel minimum pour que le juge de paix fût compétent en matière d'actions en paiement de loyers, de congés, d'expulsion de lieux, etc., et la loi du 2 mai 1855 établit le taux uniforme de 400 francs. Mais ce ne sont là que des modifications sans importance.

SECTION IV.

Loi du 13 juillet 1905 et projets qui l'ont précédée

Ce ne fut guère qu'en 1877 que l'on revint à l'idée d'une nouvelle extension de compétence. De même que le décret de 1790 avait duré plus de quarante ans sans que l'on songeât à le modifier, de même la loi de 1838 dura plus d'un quart de siècle sans que l'on sentit le besoin de la retoucher.

Et ce fut sous les mêmes influences qui avaient entraîné la loi de 1838 que l'on éprouva la nécessité d'une augmentation de compétence. Ce fut pour parer aux mêmes incon-

vénients que l'on songea à donner aux juges de paix des attributions plus étendues.

Le signe monétaire avait continué à diminuer de valeur; les dépenses nécessaires à la vie avaient augmenté avec le besoin du confortable; les choses qui, autrefois, étaient considérées comme des objets de luxe étaient devenues indispensables. Et tous les projets qui furent déposés ne se proposaient rien autre chose que de rétablir la compétence du juge de paix dans ses limites primitives.

Ce sont ces propositions de loi que nous allons étudier un peu plus en détail et nous verrons combien il fut difficile d'arriver au vote de la loi qui nous occupe.

§ 1. *Proposition Parent (1872)*

Nous ne citerons ici que pour mémoire la proposition qui fut déposée à l'Assemblée Nationale, le 7 septembre 1871, par un député, M. Parent. Cette proposition, absolument hors de notre sujet, ne visait qu'un point spécial: elle tendait à attribuer au juge de paix la connaissance des actions commerciales dans les limites de valeur et de ressort établies pour les actions civiles par l'article 1^{er} de la loi de 1838. Un rapport déposé par M. Francisque Rive, le 1^{er} mars 1872, conclut au rejet de la prise en considération de ce projet. Ce fut d'ailleurs l'avis de l'Assemblée Nationale qui, le 14 novembre 1873, adopta les conclusions de ce rapport.

§ 2. *Proposition Floquet et Parent (1877-1878)*

Dès 1864, la commission chargée d'étudier la revision du code de procédure, avait détaché du projet général le titre relatif aux justices de paix, qui allait être soumis aux Chambres, lorsqu'éclatèrent les événements de 1870. Dès que le calme eut été rétabli en France, on revint à l'idée d'une extension de la compétence civile des juges de paix.

Le 20 mars 1877, MM. Charles Floquet et Parent déposèrent sur le bureau de la Chambre une proposition tendant à déférer à ces magistrats la connaissance des affaires purement personnelles et mobilières, jusqu'à la valeur de 400 francs en dernier ressort et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 1.000 francs. En outre, cette proposition accordait au juge de paix la connaissance des actions immobilières en dernier ressort jusqu'à concurrence de 40 francs de revenu et jusqu'à la valeur de 1.000 francs de revenu à charge d'appel.

Elle élevait, en outre, à 800 francs pour Paris et à 600 francs partout ailleurs le taux maximum du loyer pour que le juge de paix fût compétent en matière de paiements de loyers, résiliations, congés, etc. Ce projet apportait donc un changement assez considérable à la loi de 1838. L'innovation la plus importante était de confier au juge de paix la connaissance des actions immobilières.

Cette proposition ne put être mise à l'ordre du jour

avant la fin de la session. Aussi fut-elle de nouveau soumise à la Chambre, le 18 janvier 1878. A la suite d'un rapport sommaire fait par M. Colin, et déposé le 1^{er} avril suivant, la Chambre vota, le 4 juin de la même année, la prise en considération.

Le terme fixé pour l'expiration du mandat de nos législateurs arriva avant que la proposition ne fût venue en discussion.

§ 3. *Projet Cazot (1881)*

Le 15 mars 1881, M. Jules Cazot, alors garde des sceaux, déposa un nouveau projet, tendant à accorder aux juges de paix compétence pour les actions personnelles mobilières en matière civile aussi bien qu'en matière commerciale, jusqu'à 200 francs en dernier ressort, et à charge d'appel, jusqu'au taux de la compétence des tribunaux d'arrondissement et des tribunaux de commerce.

Ainsi, ce projet reprenait l'idée d'accorder aux juges de paix une compétence commerciale. Il étendit aussi le nombre des cas pour lesquels le magistrat cantonal serait compétent en dehors de ces limites : contestations relatives aux baux à cheptel, contestations auxquelles pouvaient donner lieu les contrats d'apprentissage, demandes en résiliation de vente formées pour vices rédhibitoires, contestations relatives aux servitudes lorsque les fonds, servant ou dominant, n'avaient pas un revenu de plus de 120 francs.

En outre, rentraient dans ce projet certaines matières dont les lois spéciales avaient confié la connaissance aux juges de paix ; contestations relatives aux droits d'octroi (loi du 2 vendémiaire an VIII), aux droits de péage (loi du 24 ventôse an IX), des actions intentées par l'enregistrement pour dissimulation de prix de vente (loi du 23 août 1871), contestations en matière de douane, etc.

Une commission fut nommée pour examiner ce projet et M. Goblet déposa en son nom, le 23 juillet 1881, un rapport concluant à l'adoption des bases du projet de M. Cazot, sauf en ce qui concerne la compétence commerciale que la commission ne fut pas d'avis d'accorder aux juges de paix ; sur ce point, elle se laissa émouvoir par les pétitions, très sérieuses d'ailleurs, des chambres de commerce. La séparation des Chambres rendit le projet caduc.

§ 4. *Proposition Martin Feuillée (1882)*

Mais le besoin d'accorder aux juges de paix une compétence plus étendue se faisait de plus en plus sentir et, le 2 février 1882, M. Martin Feuillée, député, déposa sur le bureau de la Chambre une nouvelle proposition reproduisant presque exactement les dispositions du projet Cazot, mais ne déférant plus aux juges de paix les affaires commerciales et fixant à 500 francs le taux de leur compétence en dernier ressort, en matière civile. Cette proposition n'eut aucune suite.

§ 5. *Projet Humbert (1882)*

Presque en même temps, le 18 février 1882, M. Humbert, garde des sceaux, déposait un projet de loi relatif à la réorganisation judiciaire. L'article 16 du titre III de ce projet proposait de donner compétence aux juges de paix jusqu'à 200 francs en dernier ressort et jusqu'à 1.500 francs à charge d'appel.

L'étendue de la réforme proposée, embrassant l'organisation tout entière de nos tribunaux, l'empêcha d'aboutir.

§ 6. *Projet Martin Feuillée (1883)*

L'année suivante, M. Martin Feuillée, devenu garde des sceaux, déposa au nom du gouvernement un projet de loi accordant au juge de paix la connaissance des actions personnelles et mobilières en matière civile, jusqu'à 200 francs en dernier ressort et 1.500 francs à charge d'appel. Le reste de ce projet n'était que la reproduction du projet Cazot de 1881.

M. Dreyfus, au nom de la commission chargée de l'examiner, déposa le 4 février 1884 un rapport concluant à l'adoption et proposant, en outre, d'accorder aux juges de paix, mais toujours à charge d'appel, compétence pour « les actions tant personnelles et mobilières qu'immobilières qui sont de la compétence en premier ressort des tribunaux

« civils de première instance aux termes de la loi du 11 avril « 1838 », c'est-à-dire, pour les actions personnelles et mobilières, jusqu'à la valeur de 1.500 francs de principal et, pour les actions immobilières, jusqu'à 60 francs de revenu. Mais cette même commission ne leur accordait pas la connaissance des contestations relatives aux servitudes.

Ce projet eut le même sort que ceux qui l'avaient précédé.

§ 7. *Projet Brisson (1885). — Proposition Brousse (1886)*

Lors du renouvellement de la Chambre qui eut alors lieu, beaucoup de programmes électoraux comportaient l'augmentation de la compétence des juges de paix. Pour répondre à ce désir, dès le lendemain des élections, le 26 novembre 1885, M. Brisson, garde des sceaux, déposa sur le bureau de la Chambre un nouveau projet de loi. Cette proposition chargeait les magistrats cantonaux de statuer sur les causes personnelles et mobilières jusqu'à 150 francs en dernier ressort et jusqu'à 1.500 francs en premier ressort. Pour les autres contestations, ce projet reproduisait le texte adopté par la commission chargée d'examiner le projet Cazot en 1883; notamment, il accordait aux juges de paix la connaissance des actions immobilières dans les mêmes limites et toujours à l'exception des servitudes.

Quelques mois après, le 6 février 1886, M. Emile Brousse déposait à son tour une nouvelle proposition tendant à por-

ter la compétence des juges de paix en matière personnelle et mobilière à 200 francs en dernier ressort et à la restreindre à 500 francs à charge d'appel.

La commission chargée d'examiner ces propositions déposa trois rapports, les 2 février, 22 mars et 8 juin 1888. Le chiffre de 150 francs lui parut trop faible pour la compétence en dernier ressort et elle adopta celui de 300 francs. Le chiffre de 1.500 francs fut maintenu en premier ressort. En outre, la commission supprimait la compétence immobilière du juge de paix; mais, par contre, elle lui attribuait la connaissance des affaires commerciales jusqu'à la valeur de 300 francs.

Les rapports de la commission furent mis à l'ordre du jour de la Chambre; mais ils ne purent venir en discussion avant la fin de la législature.

§ 8. *Proposition Labussière (1889)*

M. Labussière qui avait été chargé de faire le rapport sur le projet déposé par le Gouvernement en 1885, reprit alors pour son compte personnel les travaux de la commission, et le 19 novembre 1889, dès le début de la nouvelle Chambre, il déposa une proposition de loi reproduisant exactement le texte adopté en 1885.

Le 30 juin 1890, M. Royer, député, déposa un rapport sommaire, estimant que la discussion devait être ouverte, mais n'approuvant pas entièrement la proposition. « D'après

« la majorité de vos commissaires, dit-il, la proposition va
« trop loin dans le sens de l'extension de compétence, soit
« quant au chiffre des litiges, soit quant aux matières dont
« elle tend à attribuer la connaissance aux juges de paix. »

Conformément aux conclusions de ce rapport, la prise en considération de la proposition de loi fut votée.

Un nouveau rapport fut déposé le 7 juillet 1890, par M. Labussière lui-même. Cette fois, le rapport vint en discussion devant la Chambre en février 1891. Et après une discussion assez longue et qui dura plusieurs séances, les chiffres de 300 francs et de 1.500 francs furent adoptés, à une majorité assez faible d'ailleurs (280 contre 237). Un amendement de M. Royer proposant 500 francs à charge d'appel avait été rejeté.

Le 24 février, la Chambre décida qu'elle passerait à une deuxième délibération, et le 24 décembre 1891, M. Labussière déposa un rapport supplémentaire. Ce rapport fut mis à l'ordre du jour et de nombreuses pétitions parvenues soit à la Chambre soit à la commission, insistaient pour sa discussion; mais l'encombrement de l'ordre du jour et les événements qui se passèrent alors, ne permirent pas de procéder à une deuxième lecture.

§ 9. *Propositions Million et Dupuy-Dutemps (1893)*

La question fut reprise après le renouvellement de 1893. MM. Louis Million, Guyot-Dessaigne, Emile Dubois et Vallé,

députés, reprirent le 21 novembre 1893, sous forme de proposition de loi, le projet voté en première lecture par la législature précédente. (300 francs et 1.500 francs).

Le même jour, le Gouvernement annonçait dans sa déclaration que, parmi les projets que le renouvellement de la Chambre avait rendu caducs et qu'il se réservait de remettre à l'étude, figurait celui sur les justices de paix.

Quelques jours après, le 20 décembre 1893, MM. Dupuy-Dutemps, Henri Brisson et Pourquery de Boisserin, députés, déposaient une proposition de loi relative à la réforme du code de procédure. Cette proposition contenait un projet d'extension de la compétence des juges de paix, leur permettant de connaître des actions personnelles et mobilières dans des limites un peu moindres que le projet Million. Ces actions, en effet, ne rentraient dans leurs attributions qu'autant qu'elles ne dépassaient pas 300 francs en dernier ressort et 1.000 francs à charge d'appel.

Le 16 janvier 1894, une commission de onze membres était nommée pour examiner la proposition Million; le 23 janvier, elle avait terminé son travail et adopté la proposition en lui faisant subir quelques retouches peu importantes.

Deux jours plus tard, le 25 janvier, la Chambre décidait, sur la demande de M. Dupuy-Dutemps, que la commission spéciale chargée d'examiner la proposition Million fusionnerait avec une grande commission de 33 membres chargée d'examiner toutes les réformes de procédure.

Le 2 mars, les études étaient achevées et le texte de la loi se trouvait arrêté, lorsque, le 6 mars, M. Antonin Dubost, ministre de la justice, déposait au nom du Gouvernement un projet de loi se séparant sur quelques points de détail de la proposition Million, mais adoptant les mêmes bases pour la compétence personnelle et mobilière.

La commission, après examen du projet, donna la préférence à la proposition Million dans un nouveau rapport qui fut déposé le 17 mars 1894; mais, toujours pour la même raison, le projet ne put venir en ordre utile pour la discussion.

§ 10. *Proposition Godin (1896)*

Le Sénat qui, jusqu'alors, n'avait eu à s'occuper de la question que par l'intermédiaire de la Chambre, qui lui avait transmis un projet qu'elle avait adopté, s'émut de toutes ces tentatives de réforme et, le 8 février 1896, MM. Jules Godin, Munier, Cordelet, Demôle, Chovet, Regismanset, Pazat, Hugo et Léonce de Sales, lui soumirent, à leur tour, une proposition relative à l'extension de la compétence des juges de paix.

C'est qu'en effet, le besoin d'une loi nouvelle se faisait sentir de plus en plus, et c'était pour arriver plus rapidement au vote de cette loi que ce projet avait été déposé. « Un seul
« moyen nous a paru pouvoir conduire à ce résultat, est-il
« dit dans l'exposé des motifs, c'est de saisir tout de suite le

« Sénat de la question. Une commission, nommée dès maintenant, pourra se mettre au travail. Elle suivra les débats à la Chambre. Nous aurons ainsi dans les deux assemblées, un travail simultané qui hâtera le vote définitif. »

La proposition Godin admettait comme limite de la compétence des juges de paix 300 francs en dernier ressort et 600 francs à charge d'appel, et ce fut également le désir de voir la loi votée qui fit admettre ces chiffres. « Ces considérations, dit encore l'exposé des motifs, nous ont conduit à rendre la réforme peut être moins complète. Mais si elle est plus modeste, elle peut être plus promptement résolue et, en réalité, cette réforme est celle que le pays attend, la seule qui le touche directement. Chercher à obtenir de grandes réformes est une idée séduisante, mais on voit trop souvent les résultats négatifs. Si on veut aboutir, il faut donc se restreindre. »

Le 9 mai 1896, un rapport sommaire était déposé par M. Morellet, concluant à la prise en considération et, le 16 juin suivant, M. Godin fit lui-même un nouveau rapport. Et l'on y voit bien encore quels désirs l'on avait d'aboutir et les motifs qui firent adopter les chiffres proposés. « La proposition soumise au Sénat, dit-il, admet le chiffre de 600 francs en premier ressort. Elle nous a paru préférable. Elle constitue une amélioration sensible à l'état de choses actuel; elle a en outre l'avantage de laisser intactes toutes les questions relatives soit à l'organisation des justices de paix soit à celle des tribunaux.

« Nous n'insisterons pas davantage sur les diverses consi-
« dérations qui militent en faveur de cette solution moyenne
« dont la modération paraîtra peut-être excessive à certains
« esprits et qui, cependant, nous semble seule de nature
« à concilier à l'heure actuelle tous les intérêts, à faire
« disparaître toutes les objections. Le fait même des retards
« apportés à toute solution suffit à nos yeux à en démontrer
« la nécessité. »

La proposition vint en discussion devant le Sénat, dans la séance du 17 novembre, et fut adoptée en première délibération dans cette séance même. Notamment, les chiffres proposés pour la compétence personnelle et mobilière furent admis sans discussion. Le Sénat procéda alors à une deuxième délibération, le 3 décembre 1896. Le projet fut adopté et transmis cinq jours plus tard à la Chambre des Députés, qui ne put encore une fois l'examiner.

On peut dire que ce projet fut la véritable origine de la loi votée en 1905.

§ 11. *Proposition adoptée par le Sénat*

Proposition Million (1898)

Proposition Guillemet (1898)

Le projet adopté par le Sénat en 1890 fut de nouveau transmis à la Chambre dans sa séance du 20 juin 1898.

Le même jour, MM. Million, Guyot-Dessaigne, Louis Richard, Vallé, Deshayes, Odilon-Barrot et Renault-Morlière

reprenaient sous forme de proposition le projet adopté par la Chambre en 1891 (300 francs en dernier ressort, 1.500 francs à charge d'appel.)

Deux mois après, le 25 octobre, M. Guillemet déposait, à son tour, un nouveau projet beaucoup plus modeste, fixant à 500 francs la limite de la compétence en premier ressort et à 200 francs le taux du dernier ressort.

La Chambre se trouvait donc en présence de trois propositions. Elle les renvoya toutes à la commission de réforme judiciaire et de législation civile, et M. Cruppi, dans le rapport qu'il fit au nom de cette commission, le 4 décembre 1899, se rallia au projet adopté par le Sénat dont il proposa l'adoption pure et simple. Ce rapport fut mis à l'ordre du jour. Mais, de même que la législation précédente, la Chambre se sépara en 1902 sans avoir pu discuter le projet qui lui était soumis par la commission dont le zèle ne s'était pas relenti, et qui, en 1901, en avait fait une nouvelle rédaction.

§ 12. *Proposition adoptée par le Sénat en 1896*

Proposition Cruppi (1902)

Cependant, la réforme était réclamée de plus en plus. Aussi, au lendemain des élections, le 12 juin 1902 (les élections avaient eu lieu en mai), le projet adopté par le Sénat en 1896 fut de nouveau transmis à la Chambre. En

même temps, M. Cruppi déposait une proposition de loi qui n'était autre que le texte adopté par la commission sous la législature précédente.

Ces deux propositions différaient peu entre elles et adoptaient notamment toutes deux les chiffres de 300 francs et de 600 francs comme limite de la compétence en matière personnelle et mobilière.

Ces projets furent mis à l'ordre du jour de la commission des réformes judiciaires de la nouvelle Chambre et, dès le 10 juillet 1902, M. Léonce de Castelnau déposait un rapport sommaire sur la proposition Cruppi concluant à la prise en considération.

M. Cruppi fit un nouveau rapport qui fut déposé dans la séance du 25 février 1903 et, le 16 juin suivant, la Chambre marqua son désir d'aboutir en votant l'urgence du projet de loi, c'est-à-dire la suppression d'une deuxième lecture.

La première délibération commença aussitôt et, dans la même séance, l'article 1^{er} du projet (compétence en matière personnelle et mobilière 300 francs, 600 francs) fut adopté. Le projet tout entier fut voté le 10 février 1904.

Transmis au Sénat le lendemain, il fit l'objet d'un rapport de M. Jules Godin le 17 novembre suivant. Le 16 mars 1905, le Sénat, de son côté, décida l'urgence. Après rejet d'un amendement de M. Darbot proposant 600 francs et 1.200 francs comme limites de la compétence en matière personnelle et mobilière, les chiffres votés par la Chambre, 300 et 600 francs, furent adoptés par le Sénat.

Un amendement de M. Antonin Ratier demandant le retrait de l'urgence, fut également repoussé et l'ensemble du projet fut adopté, mais avec quelques modifications, dans la séance du 24 mars 1905, par 273 voix contre 137.

Le projet revint donc à la Chambre le 30 mars ; le 27 mai, M. Cruppi déposait un nouveau rapport, et le 27 juin 1905, la Chambre adoptait sans aucune modification le texte voté par le Sénat. Ce fut la loi du 13 juillet 1905, date de son insertion au *Journal Officiel*.

Ainsi les efforts commencés en 1878 n'avaient pu aboutir que plus de vingt-cinq ans après.

SECTION V

Lois spéciales concernant la compétence civile des juges de paix

Mais cependant, malgré le temps qu'avait demandé l'élaboration de la loi de 1905, et comme l'avait fort bien fait remarquer M. Godin dans son rapport au Sénat en 1896, la nouvelle loi était loin d'être complète et de constituer un véritable code des justices de paix. Cette loi ne comprend pas, en effet, toutes les matières rentrant dans la compétence des juges de paix. De nombreuses lois spéciales leur ont confié la connaissance de causes particulières, qui n'ont

nullement été visées dans la loi de 1905. Nous ne citerons ici ces matières que pour mémoire, n'ayant pas en vue de faire un exposé complet de la compétence civile des juges de paix, mais seulement d'examiner cette même compétence dans les cas déterminés par la loi nouvelle.

C'est ainsi que le juge de paix connaît, en dernier ressort jusqu'à 300 francs, depuis la loi de 1905, et à charge d'appel à quelque somme que la demande puisse s'élever, des actions civiles qui peuvent naître sur l'application des tarifs ou la quotité des droits exigés par les receveurs (loi du 2 vendémiaire an VIII, art. 1, 27 frimaire an VIII, art. 13, ordonnance royale du 9 décembre 1814, art. 81.)

En matière de douane, les lois du 4 germinal an II, titre VI art. 2, du 15 fructidor an III art. 10, et du 9 floréal an VII article 6, lui ont confié le soin de connaître de toutes poursuites engagées aussi bien par voie de saisie qu'autrement.

D'après la loi du 23 août 1871, art. 13, les condamnations à une amende dans le cas de dissimulation dans le prix d'une vente ou dans le montant de la soulte d'un échange ou d'un partage, sont poursuivies par l'administration de l'enregistrement devant la justice de paix, selon l'importance de la réclamation.

C'est également le juge de paix qui est compétent pour déterminer l'indemnité qui doit être allouée aux propriétaires riverains par suite de la reconnaissance et de la fixation par le préfet de la largeur d'un chemin vicinal, lorsque

cette reconnaissance entraîne expropriation de ces propriétaires, et ce, en vertu de la loi du 21 mai 1836, article 15.

La loi du 22 février 1851, relative au contrat d'apprentissage, donne compétence au juge de paix, là où il n'y a pas de conseil de prud'hommes pour juger toute demande à fin d'exécution ou de résolution du contrat d'apprentissage (article 18) et pour statuer sur les indemnités qui pourraient être dues à l'une des parties, en cas de résolution du contrat (article 19) et sur celles qui pourraient être réclamées à « tout fabricant, chef d'atelier ou ouvrier convaincu d'avoir détourné un apprenti de chez son maître pour l'employer en qualité d'apprenti ou d'ouvrier » (article 13).

La loi du 3 juillet 1877 (article 26) a déféré au juge de paix, jusqu'à 200 fr. en dernier ressort et jusqu'à 1.500 fr. à charge d'appel, les contestations qui peuvent s'élever en cas de refus par les intéressés des allocations offertes par l'autorité militaire après exercice du droit de réquisition.

La loi du 15 juillet 1878, relative aux mesures à prendre pour arrêter les progrès du phylloxéra, modifiée par la loi du 22 avril 1905, article 62, décide dans son article 11 qu'il sera alloué des indemnités aux propriétaires de récoltes détruites par mesure de précaution et que le juge de paix connaîtra des contestations relatives à ces indemnités en dernier ressort jusqu'à 100 fr. et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

La loi du 12 janvier 1895, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés décide

que le juge de paix sera compétent pour autoriser, lorsqu'il n'y aura pas de titre, la saisie sur le salaire des ouvriers et gens de service et sur les appointements, lorsqu'ils ne dépasseront pas 2.000 fr. par an, des employés et commis, et pour statuer sur la validité, la nullité ou la main-levée de la saisie, ainsi que sur la déclaration affirmative que le tiers saisi sera tenu de faire.

Aux termes du décret du 21 septembre 1895, lorsqu'une habitation à bon marché figure dans une succession et que cette maison est occupée au moment du décès de l'acquéreur ou du constructeur par le défunt, son conjoint ou l'un de ses enfants et qu'il y a contestation entre les héritiers pour l'attribution de cette maison, c'est le juge de paix qui est chargé de statuer.

La loi du 1^{er} avril 1898 sur les Sociétés de secours mutuels confie encore à ce magistrat le soin de trancher les contestations qui peuvent s'élever dans ces Sociétés au sujet de la validité des élections du bureau et du conseil d'administration. Dans ce cas, sa décision est toujours rendue en dernier ressort, sauf pourvoi en cassation.

C'est aussi lui qui, aux termes de l'article 32 de la loi du 8 avril 1898, fixe les indemnités dues aux propriétaires riverains par suite de l'établissement des servitudes nécessaires à l'exercice du flottage. Mais ici il ne statue jamais qu'en premier ressort.

Enfin, et ce n'est pas là une des moindres occupations du juge de paix, la loi du 9 avril 1898 qui a établi les respon-

sabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et celle du 31 mars 1905 qui l'a modifiée, lui donnent compétence pour statuer en dernier ressort « à quelque chiffre que la demande puisse s'élever, et dans les 15 jours de la demande, sur les contestations relatives tant aux frais funéraires qu'aux indemnités temporaires », mais l'obligent à se dessaisir lorsque l'incapacité de travail est permanente ou prétendue telle. Il connaît en outre jusqu'à 300 fr. en dernier ressort et, à quelque chiffre que les demandes s'élèvent à charge d'appel, des actions relatives aux frais médicaux et pharmaceutiques.

Le fait que toutes ces matières et nombre d'autres encore n'ont pas été visées dans la loi de 1905 s'explique parfaitement. Ce qu'a voulu faire le législateur, ce n'est pas une loi renfermant toutes les actions dont la connaissance était déférée aux juges de paix. Non. Il a voulu simplement faire, par rapport à la loi de 1838, ce qu'avait fait cette dernière par rapport au décret-loi de 1790, faire correspondre avec les besoins du moment, avec la situation économique de l'époque, la loi votée en 1838.

Et si l'on regarde combien il fut difficile d'arriver à ce résultat, on comprend très bien qu'il s'en soit contenté. La loi nouvelle était urgente et les lois spéciales étant de date relativement récente, la nécessité des réformes à leur apporter ne se faisait pas sentir avec la même violence. L'on ne peut donc qu'approuver le législateur et répéter avec M. Godin : « Chercher à obtenir de grandes réformes est

une idée séduisante, mais on voit trop souvent les résultats négatifs. Si l'on veut aboutir, il faut donc se restreindre. »

Maintenant que satisfaction est donnée aux besoins les plus urgents, nos législateurs auront tout le temps d'examiner la réforme du code de procédure en entier et d'y introduire un véritable code des justices de paix.

CHAPITRE II

Etude sur la compétence civile des Juges de paix d'après la loi du 13 Juillet 1905

La loi du 12 Juillet 1905 accorde aux Juges de Paix en matière civile une compétence en premier et dernier ressort, et, de même que la loi de 1838, divise les attributions qui leur sont conférées, en quatre classes principales :

1° Les demandes dont ils connaissent en dernier ressort ou sans appel jusqu'à la valeur de 300 francs et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 600 fr.

2° Les actions dont ils connaissent en dernier ressort jusqu'à la valeur de 300 francs, et à charge d'appel jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance.

3° Les actions dont ils connaissent sans appel jusqu'à la valeur de 300 francs, et à charge d'appel à quelque chiffre que la demande puisse s'élever.

4° Et les contestations dont ils connaissent, quelle qu'en soit la valeur, mais à charge d'appel seulement.

Chacune de ces quatre classes d'attributions fera l'objet d'un chapitre spécial.

Nous n'avons pas ici la prétention de faire un traité complet de la compétence civile des juges de paix. Nous nous bornerons à voir les modifications que la loi de 1905 a apportées aux lois antérieures ; nous ferons voir les difficultés qui se présentaient dans l'interprétation de ces dernières. Nous examinerons également les controverses que la loi nouvelle a fait cesser, et nous donnerons notre opinion sur la solution adoptée par le législateur. En même temps, nous étudierons dans quel sens sont et doivent être tranchées les difficultés qui se présentent encore actuellement,

SECTION I

Actions dont les Juges de Paix connaissent en dernier ressort jusqu'à 300 francs et en premier ressort jusqu'à 600 francs.

Ces actions font l'objet de l'article premier de la loi de 1905 ainsi conçu : « Les juges de paix connaissent en « matière civile de toutes actions purement personnelles « ou mobilières en dernier ressort jusqu'à la valeur de « trois cents francs et à charge d'appel jusqu'à la valeur de « six cents francs. » Cet article constitue en quelque sorte le droit commun de la compétence du magistrat cantonal. Toutes les actions civiles, purement personnelles ou mobilières qui ne rentrent pas dans une des catégories visées par

les articles suivants de la loi ou par des dispositions spéciales sont tranchées par le juge de paix dans ces limites.

Nous avons vu dans l'exposé historique qui précède que ces chiffres ne furent pas admis sans discussion et furent le résultat de plus de trente années d'études. Nous verrons dans le chapitre qui suivra ce que nous devons en penser.

Ainsi donc, pour qu'il s'agisse de contestations dont le juge de paix connaît dans les limites de l'article premier, il faut qu'il s'agisse d'actions civiles, purement personnelles ou mobilières. Nous ne ferons pas ici une étude approfondie des différentes sortes d'actions, cependant nous précisons quelque peu.

D'abord, dit la loi, il faut qu'il s'agisse de « matière civile. » C'est là un progrès dans la rédaction de la loi de 1905. L'article premier de la loi de 1838 disait simplement : « Les juges de paix connaissent de toutes actions purement personnelles et mobilières... » La loi de 1905 précise et ajoute « en matière civile. » Et ceci pour bien marquer que les affaires commerciales ne sont pas de la compétence des juges de paix, même dans les limites fixées par l'article premier.

Est-ce à dire qu'avant 1905, la question était controversée et que certains auteurs voulaient confier à ces magistrats la connaissance des matières commerciales. Nullement, tout le monde s'accordait bien à reconnaître que l'article premier ne visait bien que les contestations civiles. Lors de la discussion de la loi de 1838, un amen-

dement avait été proposé pour donner au juge de paix la connaissance des affaires commerciales dans les limites de leur compétence dans les lieux où le Tribunal de première instance remplit les fonctions de Tribunal de Commerce ; M. le Garde des Sceaux se rallia d'ailleurs à cet amendement, mais M. Portalis le combattit vivement et le fit rejeter.

« Il y aura donc, dit-il, deux ordres de juridiction dans
« les affaires commerciales, et le commerce sera privé dans
« certains cas de cette juridiction consulaire qui lui est si
« nécessaire et si précieuse. De plus, par une singulière
« anomalie, les juges de paix seront compétents pour les
« affaires commerciales dans les arrondissements où il
« n'existe pas de tribunaux de commerce proprement dits
« et ne le seront pas dans les arrondissements où il en
« existe. Mais si l'attribution qu'on se propose de leur
« donner est utile, elle doit être universelle ; si elle ne l'est
« pas, elle ne doit leur être accordée dans aucun cas. On ne
« peut établir deux ordres de juridiction alternatifs sur la
« même matière. »

Doit-on en conclure que les affaires commerciales ne seront jamais de la compétence du juge de paix ? Nullement. Nous savons qu'en règle générale, lorsqu'une action a le caractère commercial à l'égard de l'une des parties et le caractère civil à l'égard de l'autre, celle-ci peut, à son gré, saisir la juridiction commerciale ou la juridiction civile, et il est évident que, dans le cas où cette dernière serait saisie, le juge de paix se trouverait, par là-même, avoir à trancher

une affaire commerciale, à condition, toutefois, qu'elle rentre par sa valeur dans les limites de sa compétence. Mais ce n'est là qu'une exception.

Il faut, en second lieu, qu'il s'agisse d'une action purement personnelle ou mobilière. Tout le monde sait ce que signifient ces expressions.

L'action personnelle est celle qui a pour fondement un droit personnel. Elle dérive, soit de la loi, soit d'un contrat, soit d'un délit, soit d'un quasi-délit. Elle ne peut être dirigée contre la personne de l'obligé ou ses héritiers ou successeurs universels et s'oppose à l'action réelle qui, ayant pour objet la chose elle-même, est dirigée contre le détenteur ou le possesseur de cette chose. L'action mixte est celle dans laquelle deux droits, l'un réel, l'autre personnel, ayant un rapport de cause à effet et qui auraient pu être exercés par deux actions distinctes, le sont par une seule et même action.

Les actions mobilières sont celles qui ont un meuble pour objet, les actions immobilières sont celles qui se rapportent à un immeuble.

On confond assez souvent l'action mobilière avec l'action personnelle, presque toutes les actions personnelles étant mobilières. Mais il peut se faire aussi que l'action mobilière soit en même temps une action réelle ou mixte. Ainsi, la revendication d'un objet mobilier perdu ou volé constitue une action réelle mobilière. Si à cette revendication s'ajoute une demande en dommages-intérêts, nous nous trouvons en présence d'une action mobilière mixte.

La loi exige-t-elle à la fois le caractère personnel et mobilier ? Sous l'empire du décret de 1790 on aurait pu en douter. L'article 1^{er} de ce décret parlait, en effet, de toutes les causes « purement personnelles *et* mobilières ». Mais la loi de 1905, copiant la rédaction de 1838, a substitué le mot *ou* à la conjonction « *et* », tranchant ainsi une question, qui, d'ailleurs, n'avait jamais amené de controverse bien sérieuse.

Le juge de paix ne pourra donc jamais connaître des actions immobilières. Il sera bien compétent pour juger toutes les actions mobilières, qu'elles soient personnelles, réelles ou mixtes, mais il cessera de l'être dès que la contestation portera sur un immeuble ou sur un droit immobilier.

C'est qu'en effet les actions immobilières sont beaucoup plus difficiles à trancher, soulèvent des questions beaucoup plus délicates que les actions mobilières, et, sous des apparences fort modestes, elles peuvent mettre en jeu des intérêts considérables. C'est pourquoi déjà, en 1896, le Sénat avait écarté du projet voté par lui la compétence immobilière que l'auteur du projet proposait de conférer au magistrat cantonal. Et cette incompétence est absolue et peut être opposée en tout état de cause.

Mais dès lors que l'action est mobilière, le juge de paix est compétent, même si elle se rattache à un immeuble ou à un droit immobilier.

MM. Carré et Allain citent, comme exemple, le cas d'une contestation s'élevant relativement à une créance hypothé-

caire. Le juge de paix sera compétent si l'on se borne à porter devant lui l'action en paiement. mais dès lors que la contestation roulera sur le droit hypothécaire, le juge de paix ne pourra plus en connaître, ce droit étant immobilier.

Et encore le cas où ils'agit d'une demande en dommages-intérêts fondée sur le refus de passer acte de la vente d'un immeuble quand l'existence de cette vente est contestée. Une pareille action est, en effet, à raison de son caractère immobilier, de la compétence exclusive du tribunal civil.

Mais le principe, posé par l'article 1^{er} de la loi de 1905, souffre de nombreuses exceptions.

D'abord, les articles suivants confèrent au juge de paix la mission de trancher de nombreuses contestations personnelles ou mobilières au-delà des limites fixées par cet article 1^{er} et même, dans certains cas, lui permet de connaître les actions immobilières; telles sont les actions possessoires, les actions en bornage. Nous étudierons tous ces cas dans les paragraphes qui vont suivre.

Ensuite, des lois spéciales ont, soit augmenté, soit diminué la compétence des juges de paix dans les différents cas. Nous avons cité les plus importants dans le chapitre précédent.

SECTION II

Actions dont le juge de paix connaît en dernier ressort jusqu'à 300 francs et à charge d'appel jusqu'au taux de la compétence des tribunaux de première instance.

Ces actions font l'objet de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1905.

Elles comprennent :

1° Les contestations entre hôteliers, aubergistes ou logeurs et les voyageurs ou locataires ;

2° Les contestations entre les voyageurs et les entrepreneurs de transport ;

3° Les contestations entre les voyageurs et carrossiers ou autres ouvriers à qui ils ont affaire ;

4° Et les contestations relatives aux correspondances et objets recommandés.

Remarquons, d'abord, que la loi ne dit pas que ces contestations seront de la compétence du juge de paix à charge d'appel jusqu'à 1.500 francs, mais « jusqu'au taux de la « compétence en dernier ressort des tribunaux de première « instance ». Elle a reproduit ici l'expression dont s'était servi le législateur de 1838, a voulu établir une corrélation entre les différents degrés de juridiction et a employé à dessein une expression générale.

Les trois premières espèces dont parle l'article 2 de notre loi se trouvaient déjà dans la loi précédente. Le motif qui a fait admettre cette extension de compétence est qu'il s'agit là de petits procès, souvent peu importants, ne présentant en fait que peu de difficultés et demandant, plus que tous autres, une solution prompte, les voyageurs s'accommodant mal des lenteurs de la procédure. S'il eût fallu aller devant le tribunal de l'arrondissement, le voyageur aurait souvent renoncé à obtenir satisfaction, les frais et la perte de temps nécessités devant être supérieurs à l'intérêt du procès.

M. Persil, garde des sceaux, en présentant le projet qui devint plus tard la loi de 1838, s'exprimait en ces termes : « C'est également se conformer à l'esprit de l'institution et
« lui donner l'un des développements qu'avait promis la loi
« de 1790 que de déférer aux tribunaux de paix la décision
« des contestations qui naissent des rapports de l'aubergiste
« avec ceux qu'il reçoit chez lui. Ces contestations récla-
« ment une solution locale et rapide. Mais si la valeur du
« litige dépasse certaines limites, si elle atteint la somme
« qui détermine la compétence en dernier ressort du tribu-
« nal de première instance, l'importance du débat en fait
« une affaire ordinaire dont le jugement demeure réservé à
« une juridiction plus élevée. »

Et M. Amilhau, rapporteur de la loi au Sénat : « ... Eh
« bien, je le demande, un voyageur est descendu dans une
« auberge ; sa malle lui a été enlevée. Il est obligé de conti-

« nuer sa route parce que des affaires importantes l'appel-
« lent à une autre destination ; voulez-vous qu'il ait à subir
« tous les préliminaires que propose M. Hébert, qu'il cite
« en conciliation, qu'il se présente devant le Tribunal avec
« toutes les lenteurs de la procédure et de la plaidoirie ? En
« attendant, comment voyagera-t-il ? Que deviendront ses
« effets, que deviendront surtout ses affaires ? Vous sentez,
« messieurs, que poser la question, c'est la résoudre.

« S'agit-il des débats qui peuvent intervenir entre un
« voyageur et les carrossiers ou les ouvriers auxquels il a
« a été obligé d'avoir recours. — Comment ! une voiture se
« sera brisée dans un voyage, le voyageur la fait raccommo-
« der, et lorsque ce voyageur qui a pris la poste pour aller
« plus vite veut poursuivre sa route, vous l'obligerez à aller
« en conciliation, puis devant le Tribunal et à attendre
« deux ou trois mois avant de pouvoir reprendre sa voiture
« des mains de l'ouvrier. Cela n'est pas proposable, et le
« sentiment de toute la commission a été qu'il fallait don-
« ner au juge de paix compétence jusqu'à 100 francs. Il
« n'y a aucun inconvénient, au-dessus de cette somme, si le
« juge de paix juge mal, on a la ressource de l'appel qui,
« loin d'être un mal est une faculté utile, nécessaire. »

Cette augmentation de compétence fut d'ailleurs combattue par M. Gaillard de Kerbelin : « Quelle est, dit-il, la
« compétence ordinaire des juges de paix. Par l'article 1^{er},
« nous l'avons fixée à 100 et 200 francs ; qu'on l'élève davan-
« tage pour le cas exceptionnel de l'article 2, rien de mieux,

« mais il y a une imprudence à la porter jusqu'à 1.000 francs
« en premier ressort. Quelle sera en effet la conséquence
« d'une telle extension ! c'est que vous aurez beaucoup
« d'appels ; vous en aurez d'autant plus que le juge de paix
« qui statuera sur la contestation ne sera presque jamais le
« juge du domicile des deux parties ; et quand il s'agit d'un
« litige entre un voyageur et un voiturier, il est extrême-
« ment rare qu'ils habitent dans le même canton. La déci-
« sion du juge de paix inspirera d'autant moins de con-
« fiance à celui qui perdra son procès que souvent elle
« n'aura pas été rendue par son juge ; il sera naturellement
« disposé à interjeter appel. » Ce raisonnement est très
juste. Le juge de paix qui sera ordinairement saisi de ces
sortes de contestations, sera le juge de paix du domicile de
l'aubergiste, et le voyageur sera d'autant moins disposé à
accepter sa décision que le plus souvent il ne le connaîtra
pas. Aussi le législateur a-t-il bien fait en fixant le chiffre à
1.500 francs comme limite de la compétence et en ne lui
permettant pas de connaître à quelque chiffre que la
demande puisse s'élever. Nous verrons plus loin dans le
4^e chapitre ce que nous devons penser de la faculté d'ap-
pel.

Il est à remarquer que les projets votés au Sénat et à la
Chambre en 1896 et 1898, avaient supprimé cet article spé-
cial aux contestations entre voyageurs et hôteliers ou car-
rossiers. Dans le rapport déposé en 1903 sur la proposition
Cruppi, M. Cruppi lui-même, en explique la raison. « Cet

« article, dit-il, ne reçoit plus beaucoup d'applications « depuis la création des chemins de fer et la disparition des « anciennes diligences. » On pouvait tenir ce langage en 1903, mais aujourd'hui, le raisonnement serait erroné. Les progrès considérables effectués dans l'industrie de l'automobilisme depuis deux années ont rendu les voyages beaucoup plus fréquents, et le législateur de 1905 a sagement agi en ne supprimant pas cet article qui est appelé à avoir de plus en plus d'applications.

Quant à la compétence en matière de correspondances, c'est une innovation de la loi de 1905, innovation très heureuse et très utile comme nous le verrons.

§ I^{er}. *Contestations entre voyageurs et aubergistes*
(art. 2-1^o).

La loi fait rentrer dans cette catégorie, tous les différends qui s'élèvent entre les hôteliers, aubergistes ou logeurs et les voyageurs ou locataires en garni, leurs répondants ou cautions, pour dépense d'hôtellerie et perte ou avarie d'effets déposés dans l'auberge ou dans l'hôtel.

C'est la reproduction à peu près textuelle de l'article 2, § 1 de la loi de 1838. Seuls, les mots « leurs répondants ou cautions » ont été ajoutés. Cette modification fut apportée sur l'observation que fit M. Lucien Goujon au cours de la discussion de la proposition Cruppi que « les patrons se « portent garants des ouvriers pour lesquels surtout est faite « la loi nouvelle ».

Que devons-nous entendre par hôteliers, aubergistes et logeurs ? Dans le langage juridique, ces expressions sont synonymes et désignent les personnes qui, moyennant une rétribution, logent chez eux les voyageurs, mais sous leur propre surveillance.

Quant aux voyageurs, ce sont, dans le sens ordinaire du mot, des personnes ne résidant pas dans le pays, et qui se présentent pour y coucher. Devons-nous ici prendre cette expression dans cette acception ? Certains auteurs, notamment M. Pabon, ont soutenu que lorsque le législateur, dans l'article 2 de la loi de 1838, a parlé de voyageurs, il avait en vue toute personne qui loge, en payant, dans l'hôtel, l'auberge ou la maison garnie, sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant que cet hôte est un habitant de la commune dans laquelle est situé l'hôtel, ou étranger à la localité. En effet, disent-ils, les motifs qui ont fait simplifier la procédure pour la vente des effets abandonnés ou laissés en gage sont les mêmes dans les deux cas.

Nous ne croyons pas cependant que cette opinion soit exacte, et nous préférons dire que la loi a opposé le mot « voyageur » à l'expression « locataire en garni ». Par voyageur, nous entendrons toute personne étrangère à la commune, et par les locataires en garni, ceux qui séjournent dans le pays plus ou moins longtemps. Les voyageurs seraient aux hôteliers et aubergistes ce que les locataires en garni sont aux logeurs.

L'article 2 ne s'applique qu'aux aubergistes, hôteliers et

logeurs qui en font leur occupation exclusive, et ne pourrait être étendu aux propriétaires qui, sans être logeurs de profession, louent en garni une ou plusieurs chambres de leur maison ou de leur appartement.

Un arrêt de la cour de Nîmes du 18 mai 1825, a jugé qu'on ne peut considérer comme logeur, le propriétaire qui, pendant un temps de foire, loue, sans prendre patente, des appartements garnis et qu'ainsi il n'est pas responsable du vol.

Cette compétence ne s'étend pas non plus aux actions dirigées contre des personnes exerçant des professions similaires, telles que cafetiers, restaurateurs. C'est, dans ce cas, l'article 1^{er} qui est applicable.

Mais toutes les contestations entre voyageurs et hôteliers ne sont pas tranchées par le juge de paix dans les limites fixées par l'article 2. Seuls, sont soumis à cette règle les différends relatifs aux dépenses d'hôtellerie et à la perte et l'avarie d'effets déposés dans l'auberge ou dans l'hôtel.

Les dépenses d'hôtellerie comprennent tout ce qui est la conséquence naturelle du séjour dans l'hôtel du voyageur et de sa suite : frais de nourriture, de chambre, etc... mais non ce qui en serait nettement distinct.

La responsabilité de l'aubergiste en cette matière est, en effet fondée sur l'idée d'un dépôt nécessaire (art. 1952 c. c.). Il est responsable des effets et objets, quels qu'ils soient, apportés par le voyageur, même si ce dernier ne lui a pas déclaré qu'il les confiait à sa garde. Et cette responsabilité

dure tant que le voyageur n'a pas quitté l'hôtel. Elle s'étend à toute espèce de soustraction ou d'avarie, que le vol ait été commis ou le dommage causé par l'aubergiste lui-même, par les domestiques et préposés de l'hôtel ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie, et ce, par application de l'article 1953 du code civil qui le dit en termes formels.

Que devons-nous entendre par les effets dont parle notre loi ? Cette disposition s'applique-t-elle à tous les effets que le voyageur emporte avec lui ? et comprend-elle non seulement le linge, les bagages ou marchandises qui accompagnent le voyageur, mais même l'argent et tous autres objets précieux que ce dernier a déposés dans l'hôtel ?

Le mot : *effets*, qu'emploie les articles 1952 et 2102 du Code civil est tout à fait général et semble comprendre toute espèce d'objets, sans exception ; mais les termes employés par le Rapporteur de la loi de 1838 semblent ôter au texte cette signification absolue.

« L'attribution, quant à la perte d'effets, dit M. Amilhau, « avait d'abord excité quelques réclamations ; mais on a fait « remarquer qu'il ne s'agissait que des effets déposés dans « l'auberge ou dans l'hôtel qui accompagnent ordinaire- « ment un voyageur ». D'ailleurs, deux arrêts de la Cour de Paris, l'un du 2 avril 1811 (S. 14-2-100), et l'autre, du 21 novembre 1836 (S. 37-2-78) avaient décidé, conformément à l'opinion de M. Amilhau que les aubergistes ne sont pas responsables des valeurs considérables apportées par

les voyageurs et que ceux-ci n'ont pas déclarées; et que la responsabilité du logeur devait être réduite à la somme jugée comme faisant partie de leurs bagages.

Mais il y eut un revirement, et plus tard la jurisprudence décida que l'article 2 de la loi de 1838 s'appliquait aussi bien aux bagages qu'aux valeurs et à l'argent que le voyageur avait introduits dans l'hôtel. Et la loi du 18 avril 1889 limita à 1.000 fr. la responsabilité des aubergistes lorsque le dépôt en argent n'avait pas été fait entre leurs mains, mais seulement pour les espèces monnayées et les valeurs ou titres au porteur de toute nature.

La question se posa lors de la discussion de la loi de 1905. M. Julien Goujon proposa un amendement tendant à compléter le paragraphe et en ajoutant : « Sauf les cas prévus par la loi du 18 avril 1889 ». Cet amendement fut repoussé sur la réponse de M. le Rapporteur que la loi nouvelle n'entendait en rien faire échec à la loi de 1889, et qu'en outre le paragraphe comprenait les contestations pour dépenses d'hôtellerie qui n'étaient pas limitées par cette dernière.

Nous devons donc décider désormais que lorsqu'il s'agira d'argent ou de titres au porteur, l'hôtelier ne sera responsable que jusqu'à 1.000 fr., si ces valeurs n'ont pas été déposées entre ses mains, mais que dans tous les autres cas, il n'en répondra que dans la limite où les objets perdus ou volés pourraient être réellement considérés comme bagages du voyageur.

Mais il est tout naturel que, pour que la responsabilité de l'aubergiste soit engagée, il faut qu'il n'y ait aucune faute à reprocher au voyageur. Si, en effet, ce dernier a négligé de renfermer ses effets dans les meubles placés dans la chambre qu'il occupe et destinés à cet usage, s'il a laissé la clef sur sa porte, l'aubergiste ne peut-être poursuivi à raison du vol qui en aurait été la conséquence.

Mais l'hôtelier ne peut, pour restreindre l'étendue de sa responsabilité, se prévaloir d'un avis affiché dans sa maison, indiquant les mesures de précaution à prendre par les voyageurs, et la valeur jusqu'à concurrence de laquelle il entend être responsable. On ne peut en effet pas dire qu'il y a là un contrat formellement discuté et accepté.

§ 2. *Contestations entre voyageurs et voituriers*

Aux termes de l'article 2 - 2° de la loi du 13 juillet 1905, les juges de paix connaissent à charge d'appel jusqu'à la valeur de 1.500 fr., des contestations « entre les voyageurs
« et les entrepreneurs de transports par terre ou par eau,
« les voituriers ou bateliers, pour retards, frais de route et
« perte ou avarie d'effets accompagnant les voyageurs. »

La loi de 1838 nous parlait seulement des voituriers et bateliers. La loi de 1905 a ajouté les mots : « entrepreneurs de transports », et ce, pour faire cesser un doute. Auparavant, on se demandait si les Compagnies de chemins de fer étaient comprises dans la disposition dont nous nous occu-

pons. La Cour d'Angers, dans un arrêt du 3 mai 1855, avait décidé que les contestations entre les voyageurs et une Compagnie de chemins de fer étaient hors des prévisions du législateur, les chemins de fer n'existant pas à l'époque où la loi de 1838 avait été votée.

Mais cette opinion n'avait pas prévalu ; la Cour de Limoges, le 2 mai 1862, celle de Poitiers, le 12 février 1861, et plus tard le Tribunal de la Seine avaient décidé le contraire. « Attendu, dit ce dernier jugement, que rien dans « les termes ni dans l'esprit de la loi précitée n'autorise les « Compagnies de chemins de fer à se soustraire à l'appli- « cation de l'article précité ; que par le mot : voituriers, « ainsi que cela résulte des dispositions du code de com- « merce, le législateur a entendu désigner tous ceux qui « effectuent ou entreprennent des transports ».

C'est l'opinion qui avait prévalu et qui, d'ailleurs était, comme le dit le jugement que nous venons de citer, beaucoup plus conforme à l'esprit de la loi.

C'est pour faire cesser cette controverse et pour moderniser un peu la loi que l'on a introduit les mots : « Entrepreneurs de transports ». En 1903, au cours de la discussion de la loi, M. Julien Goujon avait demandé que l'on remplaçât le mot : Voituriers, par cette expression, on lui fit remarquer que c'était le terme consacré. « Voiturier est « le mot d'usage, ne le changeons pas, il se comprend ».

La commission se rallia d'ailleurs à l'avis de M. Goujon, mais alors on demanda la suppression du mot « batelier »

qui, dit-on, devenait inutile. On ne put s'entendre, et aux termes dont s'était servie la loi de 1838, on ajouta l'expression nouvelle.

Donc, désormais, comme sous l'empire de la loi de 1838, mais cette fois sans controverse possible, nous ferons rentrer dans la catégorie visée par l'article 2 - 2^o, tous ceux qui entreprennent un transport, soit accidentellement soit par profession, de quelque façon que ce transport soit effectué, aussi bien les Compagnies de chemins de fer et les commissionnaires de transports que les entrepreneurs de voitures publiques.

Mais ne rentreront dans ces limites de compétence que les contestations qui s'élèveront pour retards, frais de route, perte ou avarie d'effets accompagnant les voyageurs.

Le voiturier est en effet responsable de la perte et des avaries des objets qui lui ont été confiées, à moins qu'il ne prouve que le dommage a été causé par cas fortuit, par un événement de force majeure ou par le vice propre de la chose. Le voiturier qui ne représente pas la chose qui lui a été confiée est tenu d'en payer la valeur intégrale.

On s'est demandé si, lorsqu'il s'agit d'argent ou d'effets précieux dont la valeur n'a pas été déclarée au voiturier, ce dernier est tenu de la valeur intégrale de la chose. La question est controversée encore aujourd'hui. On a soutenu que le voiturier n'était tenu d'indemniser le voyageur que dans la proportion d'objets ordinaires. (Toullier, t. II, n^o 255.)

Cependant, il est généralement admis, de même que pour

les hôteliers, que le voiturier est responsable dans la limite où les objets perdus étaient en proportion avec les besoins présumés du voyageur pendant le voyage.

Je crois cette solution plus exacte, plus en harmonie, soit avec les règles de la responsabilité, soit avec les nécessités des voyages. Et d'ailleurs, cette opinion est corroborée par de nombreux arrêts et jugements. (Alger, 16 décembre 1846).

Plusieurs administrations prennent la précaution de délivrer aux expéditeurs ou voyageurs, un bulletin portant qu'au cas de perte des objets, il ne sera payé à titre d'indemnité qu'une somme déterminée. Quel est l'effet de cette clause ? Oblige-t-elle le voyageur, ou au contraire peut-il, malgré l'acceptation d'un tel bulletin, réclamer une somme plus élevée ?

Celui qui accepte ce récépissé, a-t-on dit, se trouve lié par une convention tacite. D'accord, lorsqu'une telle condition a été acceptée sciemment. Mais le plus souvent, il n'en aura pas été ainsi, et nous croyons qu'une pareille clause est contraire à l'essence du contrat de louage de services, et qu'elle n'est consentie ni expressément, ni tacitement, par les voyageurs qui, en recevant leur bulletin, ne sont jamais mis en demeure d'accepter ou de rejeter cette condition particulière qu'il contient. Et spécialement pour les compagnies de chemins de fer, celles-ci exerçant un monopole, il n'est pas loisible aux voyageurs de la discuter, ils sont obligés de l'accepter, et par suite, nous estimons qu'elle n'a aucune valeur.

L'expression « effets » dont se sert notre disposition comprend tout ce dont a besoin le voyageur, c'est-à-dire non seulement ses hardes et bagages, mais aussi ses marchandises, échantillons., etc...

L'article qui nous occupe parle d'effets accompagnant le voyageur. Cette expression ne doit pas être prise à la lettre. Peu importe que le voyageur se soit séparé de ses bagages, que ceux-ci fussent chargés sur une voiture autre que celle dans laquelle il a pris place, ou fassent partie d'un autre convoi que celui dans lequel il se trouve.

Il suffit que les effets aient été confiés à la même entreprise que celle qui se charge de la personne, et que leur transport soit l'accessoire du transport du voyageur. C'est d'ailleurs la solution dictée par la raison et l'esprit de la loi.

On s'est demandé si, lorsque la contestation s'élevait entre un voiturier qui faisait ainsi acte de commerce, et un commerçant, l'article 2, § 2, avait eu pour but de dessaisir le tribunal de commerce.

Un arrêt de la cour de Paris du 20 mai 1863 avait décidé l'affirmative. « Attendu, dit cet arrêt, que cette disposition d'une loi qui a étendu la juridiction des justices de
« paix dans le but qu'exprime l'exposé des motifs, de terminer sans frais et sans retards et souvent au moyen d'un
« arbitrage équitable des différends qui s'élèvent sur des
« points de fait d'une solution simple et facile, établit une
« compétence nouvelle et uniforme ; que l'on ne peut admet-

« tre contre le texte formel de l'article 2 et l'esprit de la loi
« qu'elle ait entendu réserver et maintenir la compétence
« des tribunaux de commerce. »

Mais nous croyons qu'il est plus exact et plus conforme d'ailleurs aux règles de droit de décider autrement, nous ralliant aux motifs d'un arrêt rendu par la Cour de Poitiers, le 12 février 1861 : « Attendu qu'un pareil changement, une
« dérogation si grave à l'ordre de juridiction établi, nécessitent une disposition expresse qui ne se rencontre point
« dans la loi nouvelle ; que son texte se concilie même difficilement avec cette hypothèse, car en parlant du taux de
« la compétence des tribunaux de première instance, elle
« n'a point en vue les tribunaux de commerce dont le dernier ressort ne s'élevait alors qu'à 1.000 francs ; qu'il était
« nécessaire cependant de parler de ces tribunaux, ne fut-ce
« que pour dire s'ils connaîtraient sur l'appel des affaires
« commerciales distraites de leur compétence.

« Attendu d'ailleurs que l'on ne peut voir une dérogation
« implicite dans la généralité des termes de la loi ; que ses
« termes sont généraux en effet, mais en tant qu'ils s'appliquent aux matières civiles seulement ; qu'une exclusion
« formelle des affaires commerciales devenait inutile alors
« qu'il s'agissait d'étendre et non de changer la compétence
« toute civile des juges de paix ; que les contestations entre
« voyageurs et voituriers n'y sont considérées qu'au point
« de vue de leur caractère civil, et qu'il est à remarquer
« que la loi de 1838 n'a placé dans les attributions du

« juge de paix aucune action purement commerciale. »

Le projet de 1864 était plus explicite sur ce point et ajoutait : « Sans préjudice du droit de poursuivre, dans les cas
« exprimés au présent article, le défendeur commerçant
« devant le Tribunal de Commerce ». Cette disposition ne se retrouve pas dans les projets postérieurs, les législateurs ayant pensé, sans aucun doute, qu'elle était inutile, les règles ordinaires de droit étant suffisantes pour donner une solution identique.

Mais la responsabilité des entrepreneurs de transports s'arrête à la perte ou aux avaries des bagages, et n'est pas applicable aux accidents arrivés à la personne même du voyageur. Dans ce dernier cas, c'est l'article 1^{er} qui est applicable. Le projet de 1864 proposait d'étendre l'article 2 aux blessures reçues par accident survenu pendant le transport en vue de donner aux voyageurs un recours prompt et assuré contre les accidents de route. Mais cette disposition n'a jamais été reprise ; il s'agit là en effet d'une question délicate, notamment savoir si la blessure a eu pour cause une faute de celui à qui elle est arrivée.

§ 3. *Contestations entre voyageurs et carrossiers et autres ouvriers.*

Cette disposition est également le texte modernisé de l'article 2, § 3 de la loi de 1838.

Rentrent dans cette catégorie et sont de la compétence

du juge de paix jusqu'à 1.500 francs à charge d'appel, les contestations « entre voyageurs et carrossiers ou autres « ouvriers pour fournitures, salaires et réparations faites « aux voitures et autres véhicules de voyage ».

Cette dernière expression a été ajoutée pour répondre aux développements de l'automobilisme dans les voyages. M. Julien Goujon, qui a proposé plusieurs amendements concernant l'article 2, voulait même que l'on nommât expressément les mécaniciens. Mais on lui fit observer que les mécaniciens étaient des ouvriers et par suite se trouvaient visés par l'article tel qu'il était rédigé.

Ici le mot : Voyageur n'est plus employé, comme dans le paragraphe précédent, par opposition aux entrepreneurs de transport, car les voituriers eux-mêmes, à l'égard des ouvriers, sont des voyageurs.

La disposition qui nous occupe n'a d'ailleurs jamais soulevé de difficulté dans la pratique.

Les seules contestations que vise notre article sont les différends qui s'élèvent au sujet des réparations qui ont été faites aux véhicules de voyages pour employer le terme générique ajouté par le législateur de 1905 et qui comprend tous les autres ; que l'ouvrier se fasse payer son salaire ou les fournitures qu'il a été obligé de faire pour effectuer les réparations.

Il est en outre universellement admis que, pour que le juge de paix puisse prononcer dans les limites fixées par l'article 2, il faut qu'il s'agisse de réparations effectuées au

cours du voyage. En effet, nous avons vu que cette compétence étendue n'avait été admise que pour répondre à des nécessités pratiques, les voyages s'accommodant mal des lenteurs inévitables devant les autres tribunaux. Il est évident que ce motif fait défaut lorsque le voyage est terminé.

Cette disposition de l'article 2-3^o est destinée à avoir une application de plus en plus grande. L'automobilisme fait tous les jours des progrès de plus en plus considérables. Beaucoup de voyages qui avaient lieu autrefois par le chemin de fer se font actuellement par la route et l'on sait que les véhicules automobiles demandent beaucoup d'entretien.

§ 4. *Contestations relatives aux correspondances et envois recommandés. (Art. 2-4^o).*

Cette disposition est une innovation de la loi de 1905, aussi nous étendrons-nous davantage sur les règles qu'elle édicte. Elle a été ajoutée par le Sénat sans observation et sans discussion. Désormais, les juges de paix connaîtront jusqu'à 1.500 francs à charge d'appel « des contestations à « l'occasion des correspondances et objets recommandés « et des envois de valeur déclarée grevés ou non de remboursement. »

Remarquons d'abord que l'adjectif « recommandés » s'applique aux correspondances et aux objets. « Cette disposition, dit en effet M. Jules Godin dans son rapport au

« Sénat, se rapporte aux réclamations relatives au transport des lettres ou valeurs chargées ou recommandées. »

Quelles sont les règles en matière de responsabilité postale ? Remarquons que la loi de 1838 ne vise que les correspondances et effets recommandés ou chargés et ne parle pas des lettres ordinaires.

C'est qu'il est généralement admis que la responsabilité de droit commun, telle que la définit l'article 1382 du Code civil, n'existe pas dans le cas qui nous occupe ; la non responsabilité est la règle, et le droit à une indemnité une exception qui ne peut résulter dans chaque cas que d'une disposition formelle de la loi.

En vain se prévaudrait-on des articles 1783 du Code civil et 103 du Code de commerce qui déterminent la compétence des entrepreneurs de transport. En effet, l'Etat agit comme puissance publique, dans un intérêt général et non dans un esprit de lucre comme le ferait une entreprise particulière.

Aux termes de l'article 13 de la loi du 5 nivôse an V, « les lettres affranchies et non chargées pour lesquelles il « n'est point délivré de bulletin ni payé double port, et dont « la délivrance a lieu sans en exiger de reçu ne sont susceptibles d'aucune indemnité en cas de perte » ; — l'article 6 de la loi du 25 Juin 1856 ajoute que « l'administration n'est en aucun cas responsable des détériorations. » Ainsi donc, l'Etat ne sera jamais responsable de la perte ou des détériorations des correspondances ordinaires. Cette

disposition est très compréhensible, car jamais la remise de ces objets à la poste n'est constatée ; il serait donc aussi difficile à l'expéditeur d'en prouver la remise qu'à l'administration d'en justifier la livraison.

L'Etat est-il tenu à une indemnité en cas de retard ? Ici la preuve serait souvent facile à faire par le simple rapprochement des dates des cachets. Nous n'avons aucun texte formel, mais en revanche, plusieurs dispositions admettent implicitement ici la non responsabilité des postes. L'article 8 de la loi du 5 avril 1879 porte que « la non responsabilité de l'administration en cas de retard des objets de correspondance est étendue aux lettres recommandées... »

L'Etat ne sera donc jamais responsable en matière de correspondance ordinaire lorsque les règlements, les prescriptions des instructions postales auront été observés. Mais, a-t-on dit, pourquoi ne le serait-il pas lorsque les agents de l'administration en enfreignant ces règlements ou ces instructions, entraînent la perte des objets confiés à la poste.

C'est l'opinion que soutiennent un grand nombre d'auteurs et qui a, d'ailleurs, été sanctionnée par plusieurs arrêts de la Cour de Cassation et de Cours d'Appel assez récents, en se basant non plus sur l'article 1382 du Code civil, mais sur l'application de l'article 1384 du même Code qui déclare le maître ou le commettant responsable du dommage causé par ses préposés.

Cette doctrine qui a pour elle un raisonnement juridique

assez sérieux n'est pas celle adoptée par le Conseil d'Etat et le Tribunal des conflits qui décident qu'ici l'article 1384 même n'est pas applicable. Cette disposition disent-ils, de même que l'article 1382, vise uniquement l'intérêt individuel. Au contraire, lorsqu'il s'agit de l'intérêt général, l'administration ne saurait être tenue que des règles spéciales qui varient suivant les besoins du service et la nécessité de concilier les droits de l'Etat avec les droits privés. (Conseil d'Etat, 12 juillet 1851. — Tribunal des conflits, 4 juillet 1874). Nous croyons ce raisonnement assez spécieux en droit, et avant la loi de 1905, nous nous serions ralliés à l'opinion contraire.

Mais nous croyons que maintenant la discussion n'est plus possible. Les législateurs de 1905, en gardant le silence sur les correspondances ordinaires, ont entendu implicitement accepter la thèse soutenue par le Conseil d'Etat. Autrement, ils auraient prévu les contestations relatives à ces correspondances et les auraient soumises au juge de paix dans les limites qu'ils ont adoptées pour les lettres recommandées ou chargées. Il n'y aurait en effet pas eu de raison pour distinguer. La solution du litige en ce cas se serait bornée à un simple point de fait : le préposé de l'administration s'est-il conformé aux instructions ou non ?

Ainsi l'Etat ne sera jamais et en aucun cas responsable des correspondances ordinaires.

Quant aux lettres chargées, la responsabilité de l'Etat est établie par la loi du 4 juin 1859. « L'administration des

« postes est responsable jusqu'à concurrence de 2.000 francs,
« et sauf le cas de perte par force majeure, des valeurs in-
« sérées dans les lettres chargées et déclarées conformément
« aux dispositions des articles 1 et 2 de la présente loi. »

D'après les termes de la loi, la responsabilité ne s'étendra qu'au cas de perte et non si la lettre chargée a été spoliée ou avariée.

Que devons-nous entendre par cas de force majeure ? Lors de la discussion de la loi, la commission chargée de faire son rapport déclara que le cas de force majeure devait être restreint au cas de vol armé. Cependant, un jugement du Tribunal de Marseille, du 30 novembre 1854, avait décidé que la loi de 1859 n'ayant employé aucune restriction, on devait appliquer les principes généraux du droit.

Ce jugement fut confirmé par un arrêt de la Cour de Cassation du 26 décembre 1866 : « Attendu qu'en l'ab-
« sence d'expressions limitatives, les mots : force majeure,
« ne peuvent être pris que dans leur acception ordinaire
« et s'entendent dès lors de tout événement qu'on n'a pu
« prévoir ni prévenir et auquel on n'a pu résister ; d'où il
« suit qu'en refusant de considérer les mots : force
« majeure, dans l'article 3 de la loi du 4 juin 1859 comme
« synonymes de vol à main armée, le jugement attaqué,
« loin d'avoir violé le dit article, en a fait au contraire une
« application pleinement justifiée par la généralité de ses
« termes. »

Nous croyons que cette solution est beaucoup plus exacte

que la précédente, et que, malgré l'opinion émise par le commissaire du gouvernement, nous devons considérer comme cas de force majeure « cui prœvideri, cui prœcaveri, cui resisti non potest » pour employer la formule de Cujas, sans faire aucune distinction entre les diverses circonstances.

La loi du 25 janvier 1873 étendit cette responsabilité aux objets précieux expédiés dans des boîtes, mais à condition que ces boîtes aient l'épaisseur réglementaire, et elle porta à 10.000 francs le maximum de responsabilité de la poste en matière de lettres ou objets chargés.

Pour les envois contre remboursement, la loi du 20 juillet 1892, qui les autorisa, fixa à 2.000 francs le maximum de leur valeur. La responsabilité de l'administration, ici encore, est la même tant que l'objet n'a pas été livré au destinataire, ou la somme à recouvrer encaissée. Cependant, pour les envois valeur déclarée à livrer contre remboursement, l'article 2 de la loi de 1892 dispose que l'administration n'est tenue à aucune indemnité en cas de détérioration. Il semblerait, en présence d'un texte aussi formel, que cette disposition soit applicable même au cas où l'envoi a lieu dans les formes prescrites par la loi du 25 janvier 1873 pour les boîtes de valeur déclarée.

Nous ne croyons pas, cependant, qu'il faille s'arrêter à la lettre même de la loi, mais plutôt à l'intention du législateur. La façon dont est construite la phrase prouve bien que le législateur n'a eu en vue que la loi du 4 juin 1859 relative

aux lettres chargées, et non celle du 25 janvier 1873 relative aux boîtes de valeur déclarée. « Il (l'envoi de « boîtes de valeur déclarée) donne lieu aux mêmes garanties de responsabilité que les objets de valeur déclarée « (article 3 de la loi du 4 juin 1859), l'administration « n'étant, toutefois, tenue à aucune indemnité en cas de « détérioration. »

Nous déciderons donc que les envois de boîtes de valeur déclarée contre remboursement donneront lieu à la responsabilité de l'Etat en cas de détérioration, mais seulement si ces boîtes avaient l'épaisseur prévue par la loi de 1873; mais que pour les envois de correspondance valeur déclarée, contre remboursement, ils ne pourront jamais servir de base à un recours des particuliers contre l'administration.

En matière de lettres recommandées, l'article 4 de la loi du 25 janvier 1873 dispose que « la poste n'est tenue à aucune indemnité, soit pour détérioration, soit pour spoliation des objets recommandés, la perte de ces objets donnant seule droit à une indemnité ». Cette indemnité est fixée par la même loi à 25 francs pour les lettres et cartes postales, et par la loi du 21 décembre 1897 à 10 francs pour les objets affranchis à prix réduits. Ainsi l'État ne sera jamais responsable que de la perte de ces objets, sauf, toutefois, en cas de force majeure. De même que pour les lettres chargées, nous devons entendre par là non seulement le cas de vol à main armée, mais tout ce qui rentre dans la définition ordinaire du cas de force majeure.

Devant quelle juridiction devaient être portées, avant 1905, les contestations relatives aux lettres recommandées et chargées ? Pour ces dernières, l'article 3 *in fine* de la loi du 4 juin 1859 décidait que ces contestations devaient être portées devant les tribunaux civils. Le juge de paix était donc compétent dans les limites fixées par l'article 1^{er} de la loi de 1838.

Mais que devons-nous décider pour les correspondances recommandées ? La loi de 1873 était muette sur ce point.

Devait-on appliquer les règles générales de la compétence ? Nous savons, en effet, que toute action tendant à apprécier les actes de fonctionnaires opérant dans les limites de leurs fonctions, doit être déferée à la juridiction administrative en vertu des principes de la séparation des pouvoirs, à moins d'un texte formel. Ou devait-on décider, par analogie, que les tribunaux civils seraient compétents ?

La question était controversée ; cependant les auteurs penchaient à appliquer aux lettres recommandées le même principe qu'aux lettres chargées. En effet, on pouvait dire que la loi de 1859, visant à la fois les correspondances recommandées en fixant à 50 francs le maximum de l'indemnité à allouer par l'Etat en cas de perte, et les correspondances chargées, la même règle de procédure devait être applicable. Mais on pouvait objecter que la désignation du tribunal compétent se trouvait au dernier alinéa de l'article 3, visant exclusivement les lettres chargées, et qu'il n'est

parlé des lettres recommandées que dans l'article 7 de la même loi.

Quoi qu'il en soit, la loi de 1905 a tranché définitivement la question. Désormais, les contestations relatives aux lettres recommandées aussi bien qu'aux lettres chargées seront de la compétence des juges de paix jusqu'à 1.500 francs.

Cette loi, en spécifiant que le juge de paix connaîtrait des actions relatives aux lettres chargées grevées de remboursement, a, en outre, mis fin à une prétention de l'administration des postes. Celle-ci avait cru pouvoir dire qu'en matière d'expédition contre remboursement, l'opération devait se diviser en deux parties : le transport de la valeur déclarée soumis à la compétence judiciaire par la loi de 1859, et le remboursement, c'est-à-dire le retour des sommes versées par le destinataire, qui était de la compétence administrative. Le tribunal des conflits, le 17 juin 1899, n'avait pas admis cette distinction, et la loi de 1905 a consacré cette décision, très rationnelle d'ailleurs.

Nos législateurs ont donc été bien inspirés en faisant cesser de nombreuses controverses et en permettant aux juges de paix de connaître, dans des limites assez étendues, des contestations très fréquentes et d'une solution le plus souvent très facile.

SECTION III

Actions dont les juges de paix connaissent en dernier ressort jusqu'à 300 francs et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

Il est d'autres contestations dont la loi de 1905 a permis aux juges de paix de connaître toujours, en premier ressort jusqu'à 300 francs, et à charge d'appel, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever. Ces actions dérivent, pour la plus grande partie, du contrat de louage : louage de choses comme les baux d'immeubles (art. 3 et 4) ; louage d'ouvrage comme les contestations entre patrons et ouvriers, maîtres et domestiques (art. 5 — 1°) ; maîtres et nourrices (art. 5 — 2°) ; louage de service comme les différends relatifs au transport des colis-postaux (art. 6 — 5°).

D'autres prennent naissance dans les rapports de voisinage : élagage des arbres, curage des fossés ou des canaux.

Rentrent également dans cette catégorie les actions pour diffamation, rixe ou voies de fait, et les actions pour dommages causés aux champs, fruits et récoltes.

Nous allons voir successivement ces différents cas.

§ 1^{er}. *Contestations dérivant du contrat de louage*

A. — LOUAGE DE CHOSSES

Ces contestations, qui font l'objet de deux articles entiers dans les lois de 1838 et de 1905, se rapportent aux baux à ferme ou à loyer, soit que le propriétaire veuille obtenir le paiement de ses loyers ou l'exécution de réparations mises par la loi à la charge du locataire, soit que celui-ci veuille obliger le bailleur à l'accomplissement des obligations résultant du contrat intervenu entre eux.

Conformément au plan que nous nous sommes tracé, nous laisserons de côté, dans l'étude qui va suivre, tout ce qui a trait aux voies d'exécution, les expulsions de lieux, tout ce qui a trait aux saisies-gageries pratiquées par le propriétaire.

a) *Actions en paiement de loyers ou fermages et actions en résiliation de baux*

Déjà, en 1837, M. Persil, ministre de la justice, en proposant son projet, s'exprimait ainsi : « Aucune des innovations projetées n'a obtenu un assentiment plus unanime
« que celles relatives aux contestations qui naissent du con-
« trat de louage, tant il est fréquent de voir se perpétuer en
« jouissance à la faveur de la lenteur des formes, un loca-
« taire qui ne satisfait pas à ses engagements et ne présente

« aucune garantie. Tel propriétaire se résigne à la perte de
« ses loyers plutôt que de subir les lenteurs et les frais d'un
« procès; il ne surmonte pas à prix d'argent la force d'inertie qui lui est opposée ».

Et M. Renouard, dans son rapport sur ce projet renchérit encore: « Les contestations auxquelles le paiement des
« petits loyers donne lieu, ajoute-t-il, sont une cause de
« pertes énormes pour les propriétaires et de ruine pour les
« débiteurs. Lorsque la gêne d'un locataire l'empêche de
« payer, les formalités indispensables pour l'obtention d'un
« jugement le surchargent d'une nouvelle dette presque toujours plus lourde que la première. De son côté, non
« seulement le propriétaire ne peut pas toucher ses loyers,
« mais encore il ne peut pas disposer de sa propriété.
« Beaucoup de propriétaires n'ont d'autre parti à prendre
« que de tenir quitte le locataire qui consent à se retirer
« sans le payer; heureux encore le propriétaire lorsqu'il
« n'est pas obligé d'acheter cette retraite en ajoutant une
« indemnité à la perte de ses loyers ».

Aussi, pour remédier à ces inconvénients dans une assez large mesure, la loi de 1905 permet au propriétaire de s'adresser au juge de paix pour obtenir une solution la plus prompte possible, lorsqu'il voudra obtenir le paiement de ses loyers ou fermages ou la résiliation du bail.

La compétence du juge de paix en matière de louage de chose s'applique évidemment aux baux à loyer et aux baux à ferme. Les termes du § 1^{er} de l'article 3 sont assez expli-

cites. Mais s'applique-t-elle aussi aux baux à cheptel ?

A l'origine de l'institution des juges de paix, la loi du 15 germinal an III leur avait confié une compétence complète en cette matière. Peu de temps après, la loi du 2 thermidor an VI la leur avait retirée. Depuis, on a proposé bien souvent de leur accorder la connaissance de contestations qui naissent de ces sortes de baux, mais le législateur, en raison des difficultés qu'elles présentent, s'y est toujours refusé. Appelée à se prononcer notamment en 1889 sur la proposition Labussière qui accordait cette compétence au juge de paix, la Chambre, sur un amendement de M. Royer, a supprimé ce passage du projet.

C'est donc avec intention et non par oubli que le législateur s'est abstenu d'en parler dans la loi de 1905 et a rédigé son paragraphe de façon à empêcher toute équivoque de naître.

Une autre difficulté se présente en cette matière. Le louage de choses peut porter aussi bien sur un meuble que sur un immeuble. Appliquons-nous la disposition de l'article qui nous occupe lorsqu'il s'agira d'une location mobilière, aussi bien que lorsque la contestation portera sur une location immobilière ?

La plupart des auteurs et la jurisprudence sont en ce sens. Curasson, dans son traité de la compétence des juges de paix s'exprime ainsi : « Les mots bail, loyers, locations « qu'emploie notre article s'appliquent au louage des choses tel qu'il est défini par l'article 1713 du code, ce

« qui comprend les objets mobiliers et immobiliers ». Des arrêts ont confirmé cette manière d'interpréter l'article qui nous occupe : Limoges, 19 juillet 1842. — Tribunal de Foix, 27 décembre 1882.

Malgré tout le poids qui s'attache aux avis donnés par de tels auteurs, nous ne croyons pas avec M. Carré (1) qu'il soit exact de donner compétence au juge de paix à quelque valeur que la demande puisse s'élever lorsqu'il s'agit de location de meubles. « On ne conçoit même pas sur quoi « paraît être fondée l'opinion de ceux qui prétendent restreindre la compétence dont il s'agit aux locations d'immeubles », ajoute Curasson à l'appui de sa thèse.

Nous pourrions facilement retourner son argument contre lui et répondre que nous ne voyons pas sur quoi il s'appuie pour faire rentrer les locations de meubles dans les limites de l'article 3. Le texte de notre disposition ne formule expressément aucune distinction, c'est évident, mais nous savons que, lorsqu'il peut y avoir le moindre doute sur le sens que le législateur a entendu admettre, il suffit souvent, pour le faire disparaître de se reporter à la discussion qui s'est élevée à ce sujet lors du vote de la loi.

Les paroles de Thouret et de M. Renouard, rapportées plus haut, les rapports faits aux Chambres à toute époque montrent bien que l'article avait pour but de lever les difficultés qu'éprouvaient les propriétaires à faire payer les

(1) Compétence des juges de paix, n° 219.

petites locations et à se débarrasser des mauvais locataires. En 1884, la commission chargée d'examiner le projet du gouvernement déposé par M. Martin Feuillée, avait proposé d'ajouter le mot : « habitations » à côté du mot « loyers » et de rédiger ainsi le paragraphe : « Les juges de paix connaissent... des actions en paiement de loyers, habitations ou « fermages ». — « Le mot « loyers » employé seul, dit M. Dreyfus, rapporteur de cette commission, a donné lieu à des équivoques, un certain nombre d'auteurs et de tribunaux ayant prétendu qu'il devait s'entendre de loyers de meubles. L'addition du mot habitation fera cesser toute équivoque ».

Et d'ailleurs, si nous examinons bien le texte de l'article qui nous occupe, nous nous rendrons facilement compte que le législateur n'a eu en vue que les baux d'immeubles. Lorsqu'il nous parle plus loin de la détermination du loyer annuel, comprendrait-on qu'il ait indiqué comme moyen de cette évaluation de se reporter au principal de la contribution foncière s'il n'avait pas pensé aux locations immobilières exclusivement.

Il nous paraît donc plus conforme à l'esprit de la loi de décider que l'article 3 est inapplicable aux contestations relatives aux baux de meubles qui rentrent dans les limites fixées par l'article 1^{er}. Il eût été bon que la loi de 1905 s'expliquât sur ce point.

Mais quoique le juge de paix puisse connaître des actions auxquelles donnent lieu les petites locations, à quelque

valeur que la demande puisse s'élever, il ne faut pas en conclure que sa compétence sur ce point est illimitée.

En effet, d'une part, une première limitation se trouve dans l'importance du bail; il ne faut pas que le loyer annuel soit supérieur à 600 francs. « C'est uniquement pour les « petites locations, dit M. Persil dans l'exposé des motifs de « la loi de 1838, que se fait sentir l'intérêt des propriétaires « d'arriver à une expulsion prompte du locataire qui n'ac- « complit pas ses obligations, parce que, dans les locations « faites à des prix élevés, les valeurs mobilières assurent « ordinairement le paiement des loyers. D'autre part, si la « compétence des juges de paix était indéfinie quand il « s'agit de l'exécution du contrat de louage, ils connaî- « traient souvent de valeurs souvent trop considérables, et « il n'y aurait plus d'harmonie entre les diverses natures de « demandes ».

La loi indique la manière de déterminer ce prix du loyer, lorsqu'il n'est pas fixé tout entier en argent, soit d'après les mercuriales, soit d'après la contribution foncière. Cette évaluation ne présente d'ailleurs aucune difficulté. Si le prix du bail ne ressort d'aucun des éléments d'appréciation indiqués par la loi, la demande doit être considérée comme indéterminée et le juge de paix doit se dessaisir.

Assez souvent, le bailleur stipule à son profit, outre le loyer, certaines prestations accessoires, telles que le paiement des impôts, par exemple. Faudra-t-il évaluer ces

diverses prestations et en ajouter la valeur au loyer pour déterminer la compétence ?

Certains auteurs prétendent qu'il ne faut avoir égard qu'à la partie, soit en argent, soit en prestation, qui prédomine dans les charges imposées au preneur. Pour soutenir cette opinion, ils se basent sur l'expression « prix principal » dont se sert la loi.

Mais ce n'est pas le système qui a prévalu, et nous devons décider qu'il y a lieu de faire entrer en ligne de compte tout ce qui, présentant une réelle importance, peut être considéré comme faisant partie des loyers ou fermages. Cette solution est plus logique, car si le preneur n'avait pas eu à supporter les impôts, par exemple, que ceux-ci soient restés à la charge du bailleur, ce dernier aurait certainement demandé un loyer plus élevé.

D'autre part, le juge de paix n'est pas compétent dans les limites de l'art. 3 pour connaître de toutes les contestations pouvant s'élever à l'occasion des baux. Ces cas sont énumérés limitativement par cette disposition, ce sont les actions en paiement de loyers ou fermages, les congés et les demandes en résiliation.

Des actions en paiement de loyers ou fermages

Le premier paragraphe de l'article 3 permet au juge de paix de connaître, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des actions en paiement de loyers ou fermages.

Une seule question se posera donc : le locataire a-t-il ou

non payé ses loyers ? Cette question sera simple et se bornera à une question de fait facile à résoudre. Mais dans la plupart des cas, il s'y rattachera une question de droit. Le défendeur prétendra, par exemple, qu'il n'a pas payé parce qu'il ne devait rien ou n'était pas locataire, et alors il s'agira d'interpréter le contrat.

Le juge de paix sera-t-il encore compétent ? De grandes controverses, que la loi de 1905 a fait disparaître, se sont élevées sur ce point sous l'empire de la loi de 1838.

En règle générale, le juge de l'action est juge de l'exception et le magistrat cantonal capable de statuer sur une demande reste compétent, quels que soient les moyens de défense opposés par le défendeur.

Aussi, dans la doctrine, tout en reconnaissant que la pensée des auteurs du projet et des rapporteurs n'a pas été d'attribuer au juge de paix la connaissance des contestations qui pourraient s'élever sur le bail lui-même à propos d'une demande en paiement de loyer, pense-t-on que cependant une telle solution ne peut être ni l'esprit de la loi ni le but qu'elle s'est proposé.

« Cette solution est inadmissible, dit M. Carré (1) ; Eh
« quoi ! on aurait hautement prôné l'extension de la com-
« pétence en matière de location, on aurait solennellement
« invoqué les bienfaits nouveaux dont allaient jouir pro-
« priétaires et locataires, on aurait vivement applaudi à la

(1) Traité de la compétence des juges de paix, n° 219.

« diminution des frais et à la suppression des lenteurs de la
« procédure pour arriver à ce résultat que dans la plus
« petite contestation, le juge de paix en présence d'une
« exception, d'un doute sur le sens d'une clause, devrait se
« dessaisir ? Non, encore une fois, une telle conséquence
« n'est pas possible. »

Ces auteurs, il est vrai, n'accordaient compétence au juge de paix pour connaître de l'exception, qu'autant que celle-ci rentrait dans les limites et la nature de ses attributions.

Mais ce n'était pas la manière de voir de la Cour de Cassation qui, dans un assez grand nombre d'arrêts, avait décidé que le magistrat cantonal devait se dessaisir lorsque le contrat de bail lui-même ou son interprétation étaient contestés. La Cour de Cassation s'était basée sur les déclarations faites au cours des lois antérieures.

« Cette compétence, disait M. Barthe, en 1837, doit être
« bornée aux circonstances qui la rendent nécessaire. S'il
« s'agit même d'interpréter le bail et d'en prononcer la
« résiliation pour d'autres causes que le défaut de paiement
« des loyers, comme la difficulté n'existera plus sur ces
« questions simples : le bail est-il expiré ? est-t-il dû des
« loyers et combien en est-il dû ? rien ne sera changé alors
« aux règles générales qui fixent les attributions des diverses
« juridictions. »

C'est ainsi que tout récemment, le 30 novembre 1898, la Cour de Cassation décidait que le juge de paix n'était

compétent en matière de paiement de loyers qu'autant que l'existence même du bail ne serait pas sérieusement contestée.

La loi de 1905 a fait disparaître toute controverse à ce sujet. Dans son rapport au Sénat en 1904, M. Godin s'exprime en ces termes : « Le projet du Sénat avait écarté
« de la compétence des juges de paix les contestations sur
« l'inexécution des clauses et conditions du bail. La Cham-
« bre des Députés les a inscrites dans la loi. Nous estimons
« que c'est là une modification trop grave. En effet, l'article
« 3 donne au juge de paix en matière de baux une compé-
« tence spéciale plus étendue que la compétence générale
« de l'article 1^{er}. Or, la formule adoptée par la Chambre
« aboutit en réalité à placer dans la compétence des juges
« de paix toutes les contestations entre propriétaires et
« locataires à l'occasion d'un bail.

« On a pensé que, lorsqu'il s'agit d'assurer l'exécution
« des baux et l'application des droits dont le principe n'est
« pas contesté, la juridiction du juge de paix pouvait être
« substituée à celle du Tribunal dans une large mesure.
« Ajoutons que la plupart des baux sont sous-seings privés.
« Il faut pouvoir permettre aux parties, en cas d'inexécution
« pure et simple, d'arriver à obtenir facilement la formule
« exécutoire.

« Mais si le contrat lui-même est discuté, il n'y a plus de
« raison pour déroger à l'article 1^{er}. »

Aussi, désormais plus de doute possible, le juge de paix

ne sera jamais compétent lorsqu'il s'agira de l'interprétation du bail.

Des demandes en résiliation de baux

Le juge de paix est en outre appelé à connaître, aux termes de l'article 3 § 4 de la loi de 1905, des demandes en résiliation de baux. Le texte voté en 1838 avait limité les causes de cette résiliation exclusivement au défaut de paiement des loyers ou fermages.

La loi nouvelle a ajouté trois autres cas : 1^o lorsque le mobilier serait insuffisant pour garantir le paiement des loyers ; 2^o lorsque les bestiaux et ustensiles placés par le fermier seront insuffisants pour faire face aux besoins de l'exploitation ; et 3^o lorsque la chose louée aura été détruite en totalité ou en partie. Et en effet, dans tous ces cas, nulle difficulté, il suffira d'une constatation ou d'une visite des lieux.

Cette réforme fut proposée pour la première fois par la commission chargée d'examiner le projet Martin-Feuillée en 1884. Elle se retrouve dans la proposition Labussière de 1889. Elle donna lieu à cette époque à une longue discussion à la Chambre, à la suite de laquelle elle fut adoptée.

Ces cas sont assez simples, et ne soulèvent guère de difficultés de droit. Ce sont surtout des points de fait. Il suffit au juge de paix de se reporter aux règles générales du

Code civil, article 1752, pour le cas d'insuffisance de meubles, article 1722 pour le cas de destruction totale de la chose louée.

En 1903, lors de la discussion de la loi de 1905, M. Guillaume Chastenet avait demandé que les juges de paix connaissent non seulement des demandes en résiliation de baux fondées sur la destruction totale de la chose louée, mais aussi de celles fondées sur la destruction partielle. Mais la Commission s'y opposa, prétendant avec raison que dans le cas de perte totale, il s'agit de faits matériels que ce magistrat peut constater facilement, tandis que dans le cas de destruction partielle il s'agit de savoir si la part détruite supprime ou diminue seulement la jouissance du locataire, s'il y a lieu à indemnité ou à résiliation. Aussi l'amendement de M. Chastenet fut repoussé.

Mais dans tous ces cas de demandes en résiliation, de même que pour les actions en paiement de loyers ou fermages dont vous avons parlé dans le paragraphe qui précède, le juge de paix ne sera compétent qu'autant que le contrat de louage ou son interprétation ne seront pas contestés.

b) *Des Congés*

Aux termes de l'article 3 § 3, le juge de paix connaît à quelque valeur que la demande puisse s'élever des contestations relatives aux congés.

Nous savons que le congé est l'acte par lequel l'une des

parties fait à l'autre la déclaration qu'elle entend mettre fin au bail pour une époque déterminée.

Le congé n'est nécessaire que lorsque la durée de la location n'a pas été indiquée. Si un terme a été fixé, le bail cesse de plein droit à l'époque convenue. Cependant si le bail a été fait par périodes renouvelables, le congé est nécessaire pour y mettre fin à l'une des périodes intermédiaires. Le congé doit être donné un certain temps à l'avance, d'après les conditions arrêtées ou les usages des lieux.

Mais il ne peut produire aucun effet tant que sa validité n'a pas été reconnue par une décision judiciaire. La demande en validité doit être portée devant le juge de paix en vertu de la loi de 1905, lorsque le loyer du bail ne dépasse pas 600 francs par an.

Nous avons vu qu'en matière de paiement des loyers et fermages, le magistrat cantonal n'était compétent qu'autant que le titre n'était pas contesté. En est-il de même pour les congés ?

La loi ne faisant pas de distinction, on pourrait être tenté de dire que le juge unique pourrait connaître des contestations qui naîtraient à ce sujet quel que soit le motif qui serve de base au congé même si on le tire du fond même du droit. Mais je ne crois pas que ce soit là ce que nos législateurs ont voulu.

Nous avons vu qu'ils ont estimé que dans aucun cas le juge de paix ne pourrait connaître de l'interprétation des contrats. Il sera plus exact et plus conforme à l'esprit de la

loi de décider que ce magistrat devra se dessaisir si la convention est contestée.

*c) Des réparations locatives et des actions
pour dégradations*

Aux termes de l'article 4 § 2 et 4 les juges de paix connaissent en premier ressort à quelque chiffre que la demande puisse s'élever :

Des réparations locatives des maisons et fermes ;

Des dégradations et pertes dans les cas prévus par les articles 1732 et 1735 du code civil.

Les réparations locatives dont parle notre disposition sont les réparations de menu entretien que la loi et les usages mettent à la charge du locataire. Elles sont énumérées dans l'article 1754 du code civil.

Les déclarations et pertes prévues par les articles 1732 et 1735 du même code sont les réparations plus importantes nécessitées par la faute personnelle du locataire ou le fait des personnes de sa maison ou de ses sous-locataires.

La loi de 1790 avait confié au juge de paix la connaissance des réparations locatives et des dégradations alléguées par le propriétaire à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

La loi de 1838, sans que l'on en comprit très bien la raison, avait maintenu cette compétence pour les actions en réparations locatives, mais ne lui avait permis de connaître

des dégradations et pertes que jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance.

Cette division avait été beaucoup critiquée. Il y avait là, en effet, une distinction parfois embarrassante, car il n'est pas toujours facile de discerner les réparations locatives des dégradations. Ces actions présentent d'autant plus d'affinité que souvent la dégradation n'est qu'une conséquence du défaut de réparation.

Dans la généralité des cas, la confusion est complète à ce point qu'il est impossible d'en distinguer les causes et dans séparer la vérification. Aussi la différence de compétence avait-elle de nombreux inconvénients et notre législateur a-t-il eu raison d'en revenir au système de 1790, en soumettant ces deux sortes d'actions à la même règle.

Dans toutes ces contestations, la solution est facile :
« Dans l'action en dégradation, disait Thouret, il ne s'agit
« que d'une vérification de fait. Il y a un bail qui exige
« telle ou telle façon, mettez ce bail entre les mains du juge
« de paix ; qu'il visite la terre et il aura tout le nécessaire
« pour décider. Si les clauses du bail ne sont pas claires, il
« consultera l'usage de la localité. En portant directement
« l'affaire aux juges du district, ces juges seraient obligés
« d'envoyer sur les lieux litigieux des hommes de la campagne. »

D'un autre côté, nous avons encore un progrès à signaler dans la rédaction de la loi de 1905. La loi de 1838 par-

lant « des réparations locatives mises par la loi à la charge des locataires », il en résultait que s'il s'agissait de réparations locatives mises par la convention à la charge du preneur, le juge de paix n'était plus compétent à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

La question se posait alors de savoir devant quel tribunal l'affaire devait être portée. Certains prétendaient que la loi ayant accordé au juge de paix le soin de connaître jusqu'à 1.500 francs des dégradations, sans distinguer entre celles mises par la loi à la charge du locataire et les autres, les réparations locatives résultant d'un contrat rentraient dans cette catégorie et devaient être jugées par ce magistrat lorsque l'intérêt du litige ne dépassait pas le taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance.

Mais ce n'était pas l'opinion qui avait prévalu et la majorité des auteurs, notamment Curasson et Carré estimaient que le juge de paix devait se dessaisir dès lors que le locataire était obligé de supporter les réparations en vertu de son bail.

En effet, disaient-ils, il s'agit là de l'interprétation d'un contrat et la loi ne défère au magistrat cantonal que les réparations locatives dont le preneur ne peut contester l'obligation.

Un jugement du tribunal civil de la Seine du 30 novembre 1895 (1) avait confirmé cette manière de voir.

(1) *Gazette du Palais*, 15 janvier 1896.

La loi de 1905, en nous parlant simplement des « réparations locatives » sans ajouter comme l'avait fait la loi de 1838 « mises par la loi à la charge du locataire » a fait cesser toute controverse.

Dans la séance du 17 mars 1905, M. le sénateur Dufoussat avait proposé un amendement ainsi conçu : « Des réparations quelconques mises soit par la loi soit par les conventions soit par l'usage des lieux à la charge des bailleurs, locataires et fermiers, » ce qui impliquait à la fois les réparations locatives que l'article 1731 du code civil met à la charge des locataires, et les réparations d'entretien qui incombent aux propriétaires dans le cours du bail aux termes de l'article 1719 du même code.

M. le garde des sceaux est intervenu et n'a accepté l'amendement qu'autant qu'il s'agirait de réparations locatives laissées par la convention à la charge du bailleur et l'on a adopté le texte « Des réparations locatives des maisons ou fermes ». « Le terme est général » a dit M. le Garde des sceaux.

Donc désormais, les juges de paix pourront connaître de toutes ces réparations qu'elles dérivent soit de la loi, soit des usages locaux, soit de la convention, mais seulement lorsque le différend portera sur les réparations locatives proprement dites.

Pour les dégradations et pertes prévues par les articles 1732 et 1735 du code civil, la loi apporte une restriction à la compétence du magistrat cantonal. « Néanmoins, ajoute

« l'article 4 *in fine*, le juge de paix ne connaît des pertes cau-
« sées par incendie ou inondation que dans les limi-
« tes posées, par l'article 1^{er} de la présente loi », c'est-à-dire
300 francs en dernier ressort et 600 francs à charge
d'appel.

Le projet qui fut soumis au Sénat en 1896, supprimait
cette restriction, mais elle fut rétablie lors de la première
discussion sur l'observation de M. Grivart.

« Dans quel but, dit-il, cette limitation avait-elle été im-
« posée ? Le législateur de 1838 avait pensé qu'en cas
« d'incendie et d'inondation, un dommage très considérable
« pouvait avoir été causé à la chose louée. Il a estimé d'un
« autre coté que le fait générateur du dommage était sou-
« vent un fait d'appréciation délicate, de nature à faire naî-
« tre de graves incertitudes.

« Rien ne semble plus dangereux que cet élargissement
« de compétence.

« On dira qu'il y a à la charge du locataire une présomp-
« tion de faute et que le juge de paix n'aura jamais à appré-
« cier autre chose que l'importance du dommage. Ce serait
« déjà beaucoup trop. Et en outre la présomption de faute
« n'est pas inflexible et peut être combattue.

« Si le juge de paix juge, il arrivera ceci : l'appel sera sou-
« verainement jugé par le tribunal de première instance,
« et vous arriverez à ce résultat singulier qu'en cette ma-
« tière qui soulève des questions contentieuses des plus
« difficiles à juger, les tribunaux de première instance ju-

« geront en dernier ressort quel que soit le chiffre, alors
« que d'ordinaire leur limite est 1.500 francs.

« Il arrive très souvent que plusieurs responsabilités peu-
« vent être entrevues sans qu'il soit possible au demandeur
« d'en dégager aucune d'une manière sûre. Dans ces cir-
« tances, et dans l'état actuel de la jurisprudence, le deman-
« deur prudent assigne tous ceux qu'il soupçonne devant
« une même juridiction. Avec le projet de la commission,
« ce ne sera plus cela. A l'inconvénient de la multiplicité de
« la procédure s'ajoutera le risque de la contradiction des
« décisions. »

Ces bonnes raisons convainquirent nos législateurs qui décidèrent que les dégradations causées par incendie ou inondation seraient de la compétence du juge de paix dans les limites de droit commun.

Nous n'insisterons pas ici sur les réparations locatives et les dégradations, ces questions ne présentant pas grande difficulté. Nous remarquerons simplement que la condamnation que peut prononcer le juge de paix ne peut jamais consister qu'en une indemnité et non dans l'obligation d'exécuter les réparations litigieuses.

d) Indemnités pour non-jouissance

Il s'agit ici des actions exercées contre le bailleur par le locataire aux termes des articles 1718 et suivants du code civil.

De même que le preneur est obligé de jouir de la chose louée en bon père de famille, de même le propriétaire doit entretenir la chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été donnée à bail et en faire jouir paisiblement le locataire pendant toute la durée du contrat.

S'il apporte à la jouissance un trouble, une modification, une cessation même momentanée, il est passible d'indemnité.

Ce sont ces actions que vise l'article 4 § 3 lorsqu'il dispose que les juges de paix connaîtront à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever « des indemnités réclamées par le locataire ou fermier pour non jouissance provenant du fait du bailleur, lorsque le droit à une indemnité n'est pas contesté. »

La solution de ces différends est en effet assez simple. « En ces sortes d'actions, disait Thouret, il y a deux choses à examiner : la première, si l'indemnité est due ; la seconde, quelle en est la quotité. Les juges de paix doivent pouvoir connaître de l'une et de l'autre, et évaluer la quotité de l'indemnité. »

Deux conditions sont nécessaires pour que l'article 4 soit applicable : il faut d'abord que le trouble de jouissance émane du propriétaire, il faut en second lieu que le droit à l'indemnité ne soit pas contesté.

Si la privation de jouissance émanait du fait d'un tiers ou dérivait d'un cas fortuit, ce serait l'article 1^{er} qui devrait être appliqué et le juge de paix ne serait compétent que jusqu'à 600 francs en premier ressort.

Remarquons que ce magistrat ne peut statuer que sur l'indemnité qui peut être allouée. Mais s'il s'agit de réparations urgentes visées par l'article 1724 et permettant au locataire de réclamer une diminution du prix de son bail, alors il doit se déssaisir et c'est le tribunal de droit commun qui doit statuer.

Il faut aussi que le droit à l'indemnité ne soit pas contesté, et le juge de paix serait incompétent, s'il y avait lieu d'interpréter une clause du bail. Mais quand dirons-nous que le droit à l'indemnité est contesté.

Il est évident qu'il ne suffira pas au défendeur de dire : Je conteste le droit à l'indemnité, sans alléguer à l'appui aucun motif sérieux, car alors il serait trop facile aux parties d'éluder la compétence du juge de paix, et il dépendrait absolument du bailleur que le différend soit tranché par un magistrat unique ou par le tribunal de première instance, ce que la loi n'a certainement pas voulu.

Il faut au contraire que le propriétaire repousse formellement la responsabilité des faits et invoque à l'appui un argument réellement sérieux.

Dans le rapport qu'il fit en 1903 à la Chambre des Députés, M. Cruppi avait proposé d'accorder compétence au juge de paix en cette matière même lorsque le droit à une indemnité serait contesté. « La question sera peut-être un peu plus délicate, dit-il, mais les propriétaires ne pourront ainsi arriver à décliner la compétence du juge de paix ». La Chambre ne fut pas de son avis.

Mais nous devons éviter une confusion. Ce n'est pas l'indemnité elle-même qui ne doit pas être contestée, c'est le droit à l'indemnité. Il ne suffira donc pas que le propriétaire allègue qu'il n'y a pas eu privation de jouissance ou qu'il a réparé le préjudice. Ce sont là des questions de fait constituant pour le juge de paix les éléments de sa décision.

C'est ce qu'a décidé la Cour de cassation dans un arrêt du 11 avril 1860 : « Attendu que X... a conclu à ce que
« Y... fut déclaré non recevable, en tous cas mal fondé
« dans sa demande, mais que la généralité de ces termes
« n'est pas de nature à établir qu'il ait contesté au fond le
« droit à une indemnité; — qu'il s'est borné à soutenir
« qu'il n'y avait pas lieu à indemniser le fermier; — qu'il
« suit de là que la contestation élevée par X... se rappor-
« tant uniquement à l'indemnité sans soulever en dehors
« de cette limite un débat sur le droit en vertu duquel
« l'indemnité était réclamée... le juge de paix était com-
« pétent pour en connaître... »

Peut-il ordonner les travaux nécessaires pour faire cesser le trouble de jouissance ? Certains auteurs se prononcent pour l'affirmative : « Cette compétence serait à peu près
« illusoire, dit Curasson (1), si le juge de paix était sans
« autorité pour prévenir le retour des mêmes inconvénients
« pendant la durée du bail. A quoi se réduirait la juridic-

(1) *Compétence des Juges de paix* N° 349.

« tion du juge de paix, s'il ne pouvait faire cesser l'incom-
« modité et qu'il fallut intenter chaque année une action
« en dommages-intérêts ou recourir pour le même fait à
« deux juridictions différentes : devant le juge de paix, aux
« fins de l'indemnité, et au tribunal, afin de faire ordonner
« les réparations dont le défaut entrave la jouissance. »

Il nous paraît difficile, en présence du texte formel de l'article 4 de décider que le magistrat cantonal pourra ordonner les travaux à faire et nous préférons, avec Carré, lui refuser ce droit.

Mais, nous sommes d'accord avec Curasson lorsque, se rendant compte que son argumentation ne repose pas sur des bases bien solides, il ajoute :

« Il est, à ce qu'il nous semble, un moyen bien simple
« d'éviter toutes difficultés sur ce point : c'est de conclure
« à une somme de dommages-intérêts suffisante pour
« indemniser le fermier ou locataire du dommage passé et
« de celui à venir. Alors, en condamnant le défendeur à
« payer la somme demandée, faute par le bailleur de pro-
« curer dans un délai les réparations nécessaires à la jouis-
« sance du locataire, le juge de paix ne sortira point des
« limites de sa compétence. »

Enfin, n'oublions pas qu'ici comme dans toute demande en indemnité, le préjudice est la mesure de l'action et que même si le propriétaire apporte un trouble à la jouissance du locataire, ce dernier ne pourra exercer aucun recours contre lui, s'il n'en a pas souffert.

B. — DU LOUAGE DE SERVICES

Les contestations relatives au louage de services concernent les rapports entre patrons et salariés.

« Les juges de paix connaissent également sans appel
« jusqu'à la valeur de 300 francs et à charge d'appel à
« quelque valeur que la demande puisse s'élever, dit l'ar-
« ticle 5-1° des contestations relatives aux engagements
« respectifs des gens de travail au jour, au mois et à
« l'année, et de ceux qui les emploient; des maîtres, domes-
« tiques ou gens de service à gage; des maîtres et patrons
« et de leurs ouvriers ou apprentis, sans néanmoins qu'il
« soit dérogé aux lois et règlements relatifs soit à la juridic-
« tion commerciale, soit à celle des prud'hommes, soit au
« contrat d'apprentissage, ni aux lois sur les accidents du
« travail. »

C'est la reproduction presque textuelle de l'article 5-3° de la loi de 1838. Cette disposition n'a jamais fait dans la pratique l'objet de difficultés bien sérieuses, aussi ne nous y arrêterons-nous pas longtemps. Cependant, comme quelques divergences se sont élevées sur les personnes auxquelles s'applique l'article qui nous occupe, nous essaierons de préciser. Nous ne trouverons guère d'indications dans les discussions qui ont précédé le vote de la loi nouvelle.

Celle-ci, de même que les précédentes, distingue d'abord trois classes de salariés dont les contestations avec leurs

patrons sont visées par les dispositions de notre article, et M. de Gasparin, rapporteur au Sénat de la loi en 1838, nous indique quelles personnes rentrent dans chacune d'elles.

« Les contestations relatives aux engagements respectifs
« des gens de travail au jour, au mois et à l'année, c'est
« évidemment le service soit industriel, soit agricole ; des
« maîtres et des domestiques ou gens de service à gage,
« c'est la classe de ceux attachés au service domestique de
« la maison. La troisième classe concerne les maîtres et
« leurs commis, ouvriers et apprentis. »

Les gens de travail dont parle notre article seront donc les ouvriers d'une entreprise industrielle ou agricole travaillant manuellement chez autrui, lorsqu'ils sont payés au jour, au mois ou à l'année.

Mais, s'il s'agit d'ouvrage à prix convenu d'avance, ce n'est plus un louage de services, c'est un louage d'ouvrage et le juge de paix n'est compétent que dans les limites de l'article premier.

La Cour de cassation a décidé qu'il en était de même dans le cas de gens de travail engagés pour un ouvrage déterminé, bien que le prix en soit réglé d'après le nombre des journées employées.

La classe des domestiques comprend, d'après la définition de M. de Gasparin, les salariés qui sont placés dans un état absolu et continu de dépendance et rendent des services habituels manuels comme les serviteurs, les valets.

Les ouvriers et apprentis sont ceux qui travaillent dans les établissements industriels, manufactures et ateliers.

On est d'accord pour reconnaître que les gens exerçant une profession libérale, dont le travail est le fruit de l'intelligence ne sont pas visés par notre article. Mais on s'est demandé s'il en était de même des employés et commis des marchands. La jurisprudence se prononçait pour la négative. Il ressort bien de la discussion de la loi de 1905 que telle a été l'intention de nos législateurs.

« En matière de louage de services, dit M. Vallé, dans
« son rapport sur la proposition Million en 1894, nous
« laissons en dehors les employés de commerce qui con-
« tinuent à rester justiciables des tribunaux consulaires. »

Pour que le juge de paix puisse statuer dans les limites de l'article 5, il faut qu'il s'agisse de contestations relatives aux engagements respectifs des patrons et des salariés. Tous autres différends entre eux rentrent dans les règles ordinaires de compétence.

La loi nouvelle spécifie bien, afin d'éviter toutes difficultés sur le principe de l'abrogation des lois et de ses effets rétroactifs, qu'elle n'a entendu déroger en rien à la juridiction des tribunaux de commerce ou à celle des prud'hommes, ni aux lois relatives au contrat d'apprentissage ou aux accidents du travail. Nous avons vu dans le chapitre qui précède dans quels cas le juge de paix peut connaître de ces deux dernières sortes de différends.

Nos législateurs lui accordent également compétence à

charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever pour les contestations relatives au paiement des nourrices (art. 5-2°). La loi de 1838 contenait certaines réserves pour les bureaux de nourrices de la ville de Paris et de quelques autres villes où ils existaient, et qui étaient régis par des lois et règlements administratifs.

La loi nouvelle ne les a pas reproduites, la suppression des bureaux de nourrices ayant été décidée successivement par la Chambre et le Sénat.

C. — DU LOUAGE D'OUVRAGE

Aux termes de l'article 6-5° les juges de paix connaissent également à quelque chiffre que la demande puisse s'élever « des constestations entre les compagnies ou administrations de chemin de fer ou tous autres transporteurs « et les expéditeurs ou les destinataires, relatives à la perte, « à l'avarie ou au détournement d'un colis postal du service « continental intérieur, ainsi qu'aux retards apportés à la « livraison ».

Cette disposition est nouvelle et a été adoptée par la Chambre dans la séance du 28 janvier 1904. Elle est destinée à rendre de très grands services.

Les colis postaux sont des articles de messagerie de petite dimension ou d'un faible poids (3, 5 ou 10 kilogs) transportés suivant un tarif indépendant de la distance par

les compagnies de chemin de fer, mais pour le compte et sous le contrôle de l'administration des Postes.

L'expéditeur peut s'assurer contre les risques de perte, et faire une déclaration de valeur dont le montant ne doit pas dépasser 500 francs. L'expédition peut aussi être grevée de remboursement jusqu'à concurrence de la même somme.

L'administration est responsable en cas de perte, de détérioration ou de spoliation. Lorsque le colis a fait l'objet d'une déclaration de valeur, l'expéditeur a droit à une indemnité qui peut s'élever jusqu'au montant de cette valeur. Il en est de même en cas de perte d'une somme perçue à titre de remboursement ou en cas de livraison d'un colis ainsi grevé, sans que le montant du remboursement ait été encaissé.

Dans le cas d'un colis postal ordinaire, l'expéditeur n'a droit, toujours en cas de perte, de spoliation ou de détérioration qu'à une indemnité ne pouvant en aucun cas dépasser, même si le préjudice est supérieur : 15 francs pour les colis postaux de 0 à 3 kilogs (1); et 25 francs pour les colis postaux de 3 à 5 kilogs (1); et 40 francs pour les colis de 5 à 10 kilogs (2). Encore faut-il que l'administration ne puisse invoquer aucun cas de force majeure.

(1) Décret du 27 juin 1892, art. 7.

(2) Décret du 5 septembre 1897, art. 4.

Sauf pour les colis postaux recommandés, les règlements n'accordent aucune indemnité en cas de retard dans la livraison; ces objets circulant à un tarif réduit, il est tout naturel que la responsabilité soit également limitée.

Le juge de paix ne pourra donc jamais condamner les compagnies pour retard dans les colis postaux ordinaires, puisqu'il ne peut accorder d'indemnités excédant celles prévues aux conventions entre l'Etat et les compagnies et que ces conventions n'en prévoient aucune.

Il en serait autrement si le retard avait été la cause de la détérioration, car alors la demande en indemnité aurait une toute autre base : l'avarie prévue par les règlements.

Devant qui devaient être portées avant 1905 les contestations qui pouvaient s'élever relativement au transport des colis postaux entre les compagnies substituées pour ce service à l'Etat et les tiers? Il était unanimement admis, aussi bien par la Cour de Cassation (1) que par le Conseil d'Etat qui avaient eu souvent à intervenir en la matière, que la juridiction administrative seule était compétente à l'exclusion des tribunaux civils et commerciaux.

Un arrêt du Conseil d'Etat du 20 février 1891 ayant décidé que le litige ne pourrait être porté devant le conseil de préfecture, qui est un tribunal d'exception et ne peut connaître que des affaires qui lui sont confiées expressément, la réclamation était adressée au ministre du Commerce

(1) 11 février 1884.

des Postes et des Télégraphes qui statuait. Sa décision pouvait être, s'il y avait lieu, déférée au Conseil d'Etat par la voie contentieuse.

Cette manière de procéder n'avait cessé de soulever les protestations les plus légitimes auxquelles la loi de 1905 est venue donner satisfaction.

Désormais, ces différends seront tranchés par le magistrat cantonal. « Il a paru à votre commission, dit « M. Cruppi dans son rapport, qu'à raison du poids et de « la valeur limitée des colis postaux, il était rationnel de « donner compétence aux juges de paix pour statuer sur les « contestations auxquelles leur envoi pourrait donner nais-
« sance ».

Lorsque fut voté à la Chambre, dans la séance du 18 juin 1903, l'article 7 du projet qui contenait la disposition qui nous occupe, le Sous-Secrétaire d'Etat des Postes et Télégraphes fit remarquer que le régime des colis postaux ne pouvait résulter que d'un accord à intervenir entre les compagnies de chemins de fer et l'Etat.

Aussi cette question fut-elle renvoyée à la commission. Mais celle-ci estima que les conventions qui avaient été faites entre ces compagnies et l'Etat ne pouvaient préjudicier aux prérogatives du Parlement et d'accord avec le gouvernement, le texte relatif aux colis postaux fut maintenu et adopté. Les compagnies de chemin de fer n'ont d'ailleurs nullement protesté.

Mais pour que le juge de paix soit compétent, il faut qu'il

s'agisse de contestations relatives au service continental intérieur. La loi le dit en termes formels : sont considérées comme telles celles qui s'élèvent au sujet du transport des colis postaux en France, et entre la France continentale, la Corse, la Tunisie et l'Algérie (art. 5-5° § 2).

Les nouvelles dispositions de la loi de 1905 ne seront donc pas applicables au service international. La raison en est facile à comprendre. Nous avons en effet à ce sujet de nombreux traités avec les nations étrangères, et le législateur n'a voulu y apporter aucune dérogation, de crainte de donner naissance à des difficultés considérables.

Le transport des colis postaux est généralement effectué par les compagnies de chemin de fer. La loi de 1905 nous parle en outre des « autres transporteurs ». C'est qu'en effet, l'administration des Postes a pu conclure des traités spéciaux avec d'autres entreprises. Tel est notamment le service des colis postaux à l'intérieur de Paris (décret du 1^{er} septembre 1892).

La nouvelle loi vise donc tous les concessionnaires y compris les compagnies maritimes qui opèrent entre Marseille et la Corse, entre la France et l'Algérie ou la Tunisie (amendement de M. Colin, séance du 28 janvier 1904).

La loi de 1905 a réalisé un réel progrès en soumettant aux juges de paix les contestations qui peuvent s'élever au sujet des colis postaux. La juridiction administrative est en effet assez longue, et nos législateurs ont donné satisfaction à un vœu unanime en accordant une justice prompte à ces

questions, qui d'ordinaire ne présentent que des difficultés de fait très faciles à apprécier.

§ 2. *Des actions pour vices rédhibitoires*

C'est encore ici une innovation de la loi nouvelle. Aux termes de l'article 5-4°, le juge de paix connaît en premier ressort jusqu'à 300 francs et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever : « De toutes les
« demandes relatives aux vices rédhibitoires dans les cas
« prévus par la loi du 2 août 1884, soit que les ani-
« maux qui en sont l'objet aient été vendus, soient qu'ils
« aient été acquis par tout autre mode de transmission. »

L'article 1641 du code civil, nous donne la définition du vice rédhibitoire en général. Ce sont les « défauts cachés de
« la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel
« on la destine ou qui diminuent tellement cet usage que
« l'acheteur ne l'aurait pas acquise ou n'en aurait donné
« qu'un moindre prix s'il les avait connus ». Et ce même article 1341 nous dit que le vendeur est tenu de la garantie à cet égard.

C'est principalement en matière de vente d'animaux qu'est invoquée la responsabilité pour vices rédhibitoires. C'est d'ailleurs le seul point de vue qu'envisage la loi nouvelle.

La loi du 20 mai 1838 qui a précédé de quelques jours

la loi générale sur les justices de paix, réglementa la première la matière qui nous occupe. Elle fut abrogée par celle du 2 août 1884 qui elle-même fut modifiée par deux autres lois du 3 juillet 1895 et du 23 février 1905.

Ces dispositions législatives nous donnent une énumération aussi bien des défauts qui constituent des vices rédhibitoires que des animaux auxquels ils s'appliquent. Et la jurisprudence est unanime pour décider que cette énumération est limitative.

Est-ce à dire que lorsqu'un animal ne rentrant pas dans une des catégories visées par ces lois est atteint d'un vice autre que ceux prévus, l'acheteur n'ait aucun recours contre son vendeur. Nullement : la garantie dans ce cas rentrera dans le droit commun, et sera régie par l'article 1641 du code civil. Mais les dispositions spéciales aux vices rédhibitoires proprement dits ne leur seront pas applicables.

De même si l'action est exercée en vertu d'une stipulation spéciale du contrat de vente. Dans ce cas, ce sera l'article 1134 du code civil, aux termes duquel les conventions tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites, qui recevra son application.

Aux termes de la loi de 1884, l'acheteur qui voulait intenter l'action en garantie pour vice rédhibitoire devait, dans le laps de temps déterminé par l'article 5, adresser au juge de paix du lieu où se trouvait l'animal, une requête afin de nomination d'experts. Ce magistrat devait y faire droit immédiatement. Lorsque les experts avaient déposé leur

rapport, le différend était porté devant le tribunal compétent suivant les règles ordinaires du droit, donc devant le juge de paix, si la demande n'excédait pas 200 francs (nous sommes sous l'empire de la loi de 1838), sinon devant le tribunal de première instance.

Déjà en 1884, le projet Martin-Feuillée donnait pouvoir au magistrat cantonal pour statuer au fond, mais toujours à charge d'appel sur les actions exercées pour vices rédhibitoires, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever.

« Nous pensons, dit M. Dreyfus dans son rapport, que
« la compétence doit embrasser toutes les actions pouvant
« se présenter à l'occasion des vices rédhibitoires, qu'il
« s'agisse de demandes en résiliation, en réduction du prix
« ou en indemnité, ou que l'animal ait été transmis de toute
« autre manière que par une vente. »

La proposition Labussière en 1889, reproduisait cette disposition. M. Royer s'y opposa vivement. « Dans ces affaires, dit-il, il y a des questions délicates, il ne s'agit pas
« seulement de savoir si l'animal est atteint de vice rédhibitoire (c'est le rôle de l'expert), mais d'autres questions
« se posent : l'animal a-t-il été vendu avec ou sans garantie
« de vice ; l'acquéreur a-t-il connu ce vice autrement que
« par le vendeur ; quel sera, dans le prix global de plusieurs
« animaux, la part afférente à l'animal atteint de vice ; le
« marché est-il résolu pour le tout. »

Cependant la Chambre vota la disposition qui fut de nouveau proposée en 1894, sur le rapport de M. Vallé et

adoptée par le Sénat en 1896. Elle fut reproduite dans la loi de 1905. L'innovation en cette matière est très heureuse.

D'une part, ces sortes de contestations demandent célérité, car elles peuvent entraîner des frais de fourrière assez élevés.

D'autre part, la question qui se posera et que le juge de paix aura à trancher ne sera jamais qu'une difficulté de fait et pour les motifs que nous avons exposés maintes fois déjà, ce magistrat était, plus que tout autre, désigné pour en connaître. Se trouvant sur les lieux, à proximité des témoins, à l'endroit même où se trouve l'animal cause du litige, il sera mieux à même de le trancher en faveur du bon droit. D'ailleurs, c'est le juge de paix qui nomme les experts et leur rapport l'aidera beaucoup dans sa décision.

Dans la séance du 18 juin 1903, M. Harriague Saint-Martin avait proposé un amendement tendant à étendre la compétence à toute demande relative à la vente ou à l'échange d'animaux dans les foires et marchés. Mais sur l'observation de M. le rapporteur qu'il valait mieux ne pas improviser ce texte en séance, l'amendement a été retiré. Nous ne pourrions donc soumettre ces contestations à notre règle.

Mais pour que le juge de paix soit compétent dans les limites de notre nouvel article, il faut que l'action soit intentée en vertu de la loi du 2 août 1884. Notons simplement que cette loi n'est pas applicable aux animaux domestiques destinés à la boucherie.

La disposition qui nous occupe concerne aussi bien le cas de vente ou d'échange que tout autre mode de transmission. Les lois de 1884, 1895 et 1905 ne prévoyaient que la vente et l'échange. Et l'on discutait le point de savoir si ces contrats étaient les seuls où l'on pouvait se prévaloir de la garantie des vices rédhibitoires. La jurisprudence s'était prononcée en ce sens, que les lois précitées avaient parlé *de eo quod plerumque fit*, mais n'avaient nullement entendu exclure les autres modes de transmission. Ces décisions sont actuellement confirmées par la loi nouvelle.

L'article 6-5° de la loi de 1905 a-t-il dessaisi la juridiction consulaire ? En 1891, M. Haussmann s'était élevé contre cette disposition, prétendant que les quatre cinquièmes des actions pour vices rédhibitoires étaient commerciales, et que par suite il n'y avait pas lieu de les enlever aux tribunaux de commerce où les frais, disait-il, sont insignifiants et où elles sont rapidement jugées.

M. le Rapporteur lui répondit qu'il ne s'agissait que des contestations entre propriétaires, éleveurs et marchands de bestiaux, et que lorsque la difficulté se présenterait entre commerçants, les tribunaux consulaires seraient compétents.

Aussi ne comprenons-nous pas pourquoi M. Cruppi est encore d'une opinion contraire (1).

(1) De la compétence civile des juges de paix, page 108.

§ 3. *Des actions pour diffamation, injures, rixes et voies de fait.*

Aux termes de l'article 6-3^o le juge de paix connaît à quelque chiffre que la demande puisse s'élever « des actions « civiles pour diffamation ou pour injures, publiques ou « non publiques, qu'elles soient verbales ou par écrit, autrement que par la voie de la presse; des mêmes actions « pour rixes et voies de fait, le tout lorsque les parties ne se « sont pas pourvues par la voie criminelle ».

Ce texte a été calqué sur celui de l'article 5-4^o de la loi de 1838. Cependant sa rédaction a mis fin à diverses controverses qui s'étaient élevées parmi les auteurs et les arrêts de jurisprudence, mais ne les a pas fait cesser toutes.

D'après la loi du 29 juillet 1881, la diffamation est « l'al- « légation ou l'imputation d'un fait de nature à porter « atteinte à l'honneur et à la considération de la personne « ou du corps auquel il est imputé »; l'injure « est toute « expression outrageante, terme de mépris ou invectives « qui ne renferme l'imputation d'aucun fait déterminé ».

La loi de 1838 ne parlait que de la diffamation verbale, sans distinguer si elle avait été publique ou non. Or la loi de 1881 sur la presse ne punit la diffamation que lorsqu'elle est publique; lorsqu'elle n'est pas publique, elle est assimilée en droit pénal à l'injure non publique et punie de peines de simple police.

On en a tiré cette conclusion qu'il n'y a légalement de diffamation que si elle est publique. De sorte qu'en cas de

diffamation non publique assimilable à l'injure, le juge de paix resterait compétent dans les termes de l'article 5 de la loi de 1838, alors même que l'action serait basée sur une diffamation écrite, pourvu qu'elle ne fût pas publique. C'était l'opinion soutenue par Curasson et qui avait été confirmée par un arrêt du tribunal de paix de Lille du 12 décembre 1892.

Mais ce n'était pas l'avis de la majorité des auteurs et de la jurisprudence qui décidaient que l'assimilation entre la diffamation non publique et l'injure n'était exact qu'en droit pénal. Au point de vue de la définition légale, nous avons vu plus haut que l'injure se distingue nettement de la diffamation.

Il est donc inexact de soutenir qu'il ne peut y avoir de diffamation sans publicité, et par suite, il est contraire au texte de l'article 5 de la loi de 1838 de soutenir que la diffamation écrite, lorsqu'elle ne sera pas publique, sera de la compétence du juge de paix à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

L'article 6-3^o de la loi de 1905, en supprimant le qualificatif : verbal, que le législateur de 1838 avait donné au mot diffamation, a fait cesser toute controverse. La publicité ou la non publicité s'appliquera désormais aussi bien aux injures qu'aux diffamations.

Mais que devons-nous entendre par rixes et voies de fait.

D'une manière générale, la rixe est une querelle, un débat

arrivé entre plusieurs personnes et suivi d'excès et de violences. La voie de fait, dans le sens le plus étendu, embrasse toutes les actions qui blessent une personne dans son corps, dans son bien, dans son honneur et qui sont accompagnées de mauvais traitements, de dégradations, de spoliations, de troubles à la jouissance.

Est-ce dans ce sens large qu'il faut prendre les expressions de notre disposition. La compétence dont parle l'article 6 comprend-elle toutes les violences et voies de fait graves ou légères sans exception. La nouvelle loi ne s'est pas expliquée sur ce point.

La commission chargée d'examiner le projet Martin Feuillée en 1883 proposait cette rédaction : des actions pour rixes, voies de fait « qui n'ont occasionné aucune incapacité de travail » et faisait ainsi cesser toute difficulté. Aucune suite n'ayant été donnée à ce projet, trois opinions se sont formées.

La première admet que l'article 5 de la loi de 1838 et par suite l'article 6 de la loi de 1905 visent toutes les actions pour rixes et voies de fait, soit que les actes incriminés constituent des crimes ou délits, ou de simples contraventions, soit qu'il s'agisse de voies de fait si légères qu'elles échappent à l'action pénale.

Il n'y a en effet, dit-on, aucune distinction dans la loi. Et Carré ajoute : « Nous ne comprendrions pas que la loi « eut proclamé la compétence du juge à quelque valeur que « la demande puisse s'élever, pour ne l'autoriser à statuer

« que sur des faits très peu graves encourant une amende
« de la valeur de trois journées de travail ou un empri-
« sonnement de trois jours au plus. » Plusieurs arrêts
récents de la Cour de Cassation (27 avril 1898, 24 avril
1893) sont venus confirmer cette opinion.

Dans un autre système, on distingue entre les rixes et les
voies de fait. Le juge de paix sera compétent s'il s'agit de
coups et blessures quelque graves qu'ils soient, survenus au
cours d'une rixe. Mais si les coups et blessures ont été portés
en dehors d'une rixe, le juge de paix ne peut connaître que
dans les limites de sa compétence de droit commun.

Enfin, un troisième système décide que les faits visés par
l'article 5 § 5 de la loi de 1838 et par suite par l'article 6 § 4
de la loi de 1905 sont ceux prévus par l'article 605 du code
pénal et punis de simple police, c'est-à-dire les voies de fait
et violences légères, pourvu que leurs auteurs n'aient blessé
ni frappé personne.

Nous écarterons tout d'abord et sans discussion possible,
la seconde solution : ce n'est pas la rixe que poursuit la
loi, dans le cas qui nous occupe, ce sont ses conséquences.

Cela étant, nous accorderons notre préférence à la pre-
mière opinion. « Notre article, en effet, dit M. Cruppi (1),
« serait dans ce système (celui que nous avons exposé en
« troisième lieu), serait totalement dépourvu de sens, car il
« est bien évident que les actions pour violences légères

(1) La compétence civile des juges de paix, p. 103.

« n'ayant laissé aucune trace ne dépasseront jamais 600 francs,
« qu'elles resteront toujours dans les limites de l'article 1^{er}
« et qu'il aurait été bien inutile de faire un article spécial
« disant que le juge de paix sera compétent pour connaître
« de ces affaires quel que soit le montant de la demande.

« Nos adversaires croient triompher aisément en s'écriant :
« si vous acceptez que les juges de paix puissent connaître
« de voies de fait autres que celles prévues par le code de
« brumaire an IV, vous ne pourrez plus apporter aucune
« limitation : la mutilation d'un membre, l'homicide, seront
« encore des voies de fait.

« Notre système n'aboutit nullement à cette exagération.
« Qu'on ouvre le code pénal au titre des crimes et délits
« contre les personnes, on verra que dans les nombreux
« articles qui répriment les coups et blessures portés à
« autrui, l'expression voie de fait n'est employée que dans
« l'article 311 et dans le paragraphe 1^{er} de l'article 309.

« La loi considère que les coups portés à autrui consti-
« tuent une voie de fait s'ils n'ont fait qu'occasionner une
« incapacité de travail fût-elle même supérieure à 20 jours
« (article 309). Mais si les conséquences ont été plus gra-
« ves, si les coups ont occasionné une infirmité permanente,
« la loi ne les qualifie plus de voie de fait. »

Nous nous rangeons pleinement à l'avis de M. Cruppi.
C'est d'ailleurs le sens dans lequel s'est prononcé la juris-
prudence dans ces dernières années.

Remarquons en terminant que, pour que le juge de paix

soit compétent, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, il faut, ajoute notre article, que les parties ne soient pas pourvues par la voie criminelle, et qu'il ne s'agisse pas d'une diffamation ou d'une injure commise par la voie de la presse.

§ 4 — *Des actions relatives aux dommages aux champs,
au curage et l'élagage*

Elles sont visées par l'article 6-1° et 2° qui n'est que la reproduction de l'article 5-1° de la loi de 1838. Le législateur de 1905 a cru devoir spécifier que les actions pour dommages causés aux champs, fruits et récoltes visés par notre article étaient celles basées sur les articles 1382 à 1385 du Code civil.

C'est qu'en effet, sous l'empire de la loi de 1838, on se demandait si cette disposition qui concernait certainement les dommages, résultant d'une faute ou d'un quasi-délit, était également applicable lorsqu'il s'agissait d'un préjudice résultant d'une convention, ou de la réparation d'un dommage prévue dans un contrat. La Cour de Cassation s'était prononcée pour la négative, c'est cette solution qu'a confirmée la loi de 1905, en spécifiant que seuls étaient visés les dommages prévus dans le chapitre du Code civil intitulé « Des délits et des quasi-délits ».

Le juge de paix sera donc compétent que le dommage, c'est-à-dire le dégât, ait été causé par l'homme ou les ani-

maux. On a prétendu, parce que le gibier est en principe *res nullius*, qu'il ne se trouvait pas visé par le mot animaux. Mais la jurisprudence n'a pas admis cette manière de voir, et est aujourd'hui fixée en ce sens que ceux dans la propriété desquels il se trouve pouvaient être responsables des dégâts s'ils avaient tenté de retenir le gibier, ou n'avaient pas pris les mesures nécessaires pour en empêcher la multiplication.

Les paragraphes relatifs au curage et à l'élagage ne présentent également aucune difficulté, nous n'insisterons donc pas davantage.

Remarquons simplement que ce sont là des questions qui demandent à être tranchées sur les lieux et sans délai, et que le législateur a eu raison de les confier au juge de paix, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, d'autant que l'intérêt en litige sera souvent très minime.

SECTION IV

Des actions dont le juge de paix ne peut connaître qu'à charge d'appel

Enfin, il est d'autres contestations qui, de même que celles que nous venons d'étudier, présentent souvent une solution simple ou demandent, afin d'éviter le scandale, à n'être pas ébruitées, mais que, en raison de la répercussion que pourrait avoir la décision du juge de paix, la loi ne lui permet

de ne trancher qu'à charge d'appel, sans qu'il puisse jamais en connaître qu'en dernier ressort, quelque minime que soit l'intérêt engagé.

Telles sont les demandes de pensions alimentaires, les actions possessoires dans lesquelles on peut ranger les entreprises sur les cours d'eau, telles sont encore les actions dérivant des rapports de voisinage, actions en bornage, actions relatives aux constructions faites le long d'un mur mitoyen et engagées en vertu de l'article 1674 du Code civil. Ce sont enfin les demandes en paiement des droits de place perçus par les communes.

§ 1^{er}. *Demandes en pensions alimentaires*

Déjà l'article 6 de la loi de 1838 permettait au juge de paix de connaître toujours à charge d'appel, des demandes en pension alimentaire qui seraient intentées en vertu des articles 205, 206 et 207 du Code civil et n'excéderaient pas 150 francs par an.

L'article 205 établit l'obligation alimentaire des enfants à l'égard de leurs ascendants et de la succession de l'époux prédécédé à l'égard de l'époux survivant.

L'article 206 prévoit l'obligation alimentaire des gendres et belles-filles à l'égard de leurs beau-père et belle-mère.

Et l'article 207 établit la réciprocité.

Lorsque la loi de 1838 fut votée, l'article 205 ne visait que l'obligation des enfants envers leurs ascendants. Celle

entre époux fut ajoutée par la loi du 9 mars 1891. On s'était demandé si cette nouvelle disposition était visée par l'article 6 de la loi de 1838 et on avait unanimement admis que si le législateur avait voulu excepter de cette compétence l'obligation incombant à la charge de l'époux prédécédé, il l'aurait dit expressément. La rédaction de la loi de 1905 a confirmé cette opinion.

Dans le projet qui fut transmis au Sénat en 1904, la Chambre des députés avait supprimé la mention des articles 205, 206 et 207. Mais le Sénat ne fut pas partisan de l'extension de pouvoirs que l'on accordait ainsi au juge de paix. « Les autres pensions alimentaires, dit M. Godin, dans « son rapport, ne proviendront principalement que de do- « nation, ou testament, ou de jugement, et dans ce cas, il « s'agirait de questions délicates, il y aurait à interpréter « une donation ou un testament ou à assurer l'exécution « d'une décision judiciaire, et l'attribution plus étendue du « juge de paix ne s'expliquerait plus. »

Ce magistrat ne sera donc compétent que pour connaître des aliments que les père et mère et autres ascendants ont le droit d'exiger de leurs enfants, petits-enfants, gendres et belles-filles et réciproquement et de ceux que la succession de l'époux prédécédé doit à l'époux survivant, en vertu de la loi. Dans tous les autres cas, il devra se dessaisir.

D'après la loi de 1838, le juge de paix ne pouvait trancher les demandes en pension alimentaire qu'autant qu'elles n'excéderaient pas 150 francs par an. Ce maximum

avait soulevé depuis de nombreuses récriminations.

« Ce taux est évidemment trop faible, disait M. Poir-
« son (1). Quelles personnes réclament maintenant une
« pension alimentaire. Ce sont presque toujours de pauvres
« journaliers des communes rurales qui, tant qu'ils l'ont
« pu, ont travaillé vaillamment pour élever leurs enfants et
« qui en sont réduits à mendier ou à faire appel à la pitié
« filiale de leurs enfants. Rarement cet appel est entendu.
« Il faut alors recourir à la justice. Mais 0 fr. 40 par jour
« suffisent-ils pour nourrir, entretenir et loger deux vieil-
« lards souvent infirmes. Ces 0 fr. 40 sont loin de valoir
« aujourd'hui ce qu'ils valaient en 1838; n'oublions pas
« que les communes ont aliéné la plus grande partie de
« leurs propriétés et perdu presque tous leurs droits d'af-
« fouage et de vaine pâture, et que les conditions matériel-
« les de la vie se sont considérablement modifiées. »

La loi de 1905 fixa à 600 francs le maximum de la pension alimentaire qui pourrait être réclamée devant le juge de paix, et en même temps, par sa rédaction plus explicite, elle mit fin à une controverse qui s'était élevée sur l'interprétation de la loi de 1838.

Celle-ci disposait simplement que le juge de paix serait compétent « pour les demandes en pension alimentaire n'excédant pas 150 francs par an, et seulement etc... » On s'était demandé si ce maximum s'appliquait à la pension

(1) Pétition à la Chambre des députés, 1881.

entière à laquelle avait droit celui qui la réclamait, ou à la part due par chacun des débiteurs.

La jurisprudence s'était fixée en ce sens que le juge de paix restait compétent pour statuer sur une demande dirigée contre plusieurs personnes alors que la totalité de cette demande était supérieure à 150 francs par an et que la somme réclamée à chaque débiteur n'excédait pas ce chiffre.

En effet, l'obligation alimentaire n'est ni solidaire ni indivisible : elle n'est pas solidaire, puisque d'après l'article 1202 du code civil la solidarité ne peut résulter que de la loi ou de la convention et ici nous n'avons aucun texte ; elle n'est pas indivisible, puisque le montant de la pension est susceptible de division entre les débiteurs.

Carré était d'un avis contraire à celui adopté par la jurisprudence et décidait qu'il fallait avoir égard au chiffre de la demande et non à la part pour laquelle chacun des défendeurs devait contribuer à la pension. Cette solution nous semble plus conforme à l'esprit et au texte de la loi de 1838 qui nous parle des *demandes* en pensions alimentaires n'excédant pas 150 francs.

C'est d'ailleurs à cette opinion que s'est ralliée la loi de 1905 qui, dans son article 7-1^o dispose : le juge de paix connaît « des *demandes* en pensions alimentaires n'excédant pas 600 francs ». Désormais ce sera le montant total de la pension réclamée à ceux qui la doivent qu'il faudra considérer lorsqu'il s'agira de savoir si le différend sera

tranché par le tribunal d'arrondissement ou le juge de paix.

La loi nouvelle aura donc augmenté la compétence de ce magistrat dans certains cas, mais elle l'aura diminuée dans d'autres. En cela elle fut logique avec elle-même : ce qu'elle prend en considération, c'est la somme nécessaire à celui à qui la pension est due et non pas la somme qui doit être fournie par chacun de ceux à qui incombe cette obligation.

Mais alors une autre difficulté va se présenter : supposons un ascendant à qui un de ses fils sert déjà une pension de 400 francs par an. Il veut obtenir de son autre fils une pareille somme. A qui devra-t-il s'adresser ? Devra-t-il, ne tenant compte que de la somme réclamée, saisir le juge de paix, ou bien la totalité de la pension devant s'élever à 800 francs, porter sa demande devant le tribunal d'arrondissement ?

Nous estimons que, dans ce cas, ce sera le tribunal et non le juge unique, qui devra en connaître, les termes de l'article 7-1° ne permettant aucun doute.

§ 2. — *Des actions en bornage et de celles relatives à la distance prescrite par la loi*

Aux termes de l'article 7-3° les juges de paix connaissent, toujours à charge d'appel, « des actions en bornage et de « celles relatives à la distance prescrite par la loi, les règle-

« ments particuliers et l'usage des lieux pour les plantations
« d'arbres ou de haies, lorsque la propriété ou les titres qui
« l'établissent ne sont pas contestés. »

C'est la reproduction textuelle de l'article 6-2° de la loi du 25 mai 1838. La seule partie de cette disposition qui a donné lieu à quelques difficultés dans la pratique est le dernier membre de phrase : Que faut-il entendre par cette expression : « lorsque la propriété ou les titres qui l'établissent ne sont pas contestés ? »

La Commission de 1894 avait présenté sur ce point un texte formel et précis : « Les juges de paix demeurent compétents, proposait-elle, pour déterminer les lignes communes des héritages même au cas où la ligne divisoire ne serait pas conforme à la possession plus qu'annale des parties et ils sont autorisés dans ce but à s'entourer de tous renseignements, à interpréter et à appliquer tous titres non contestés ainsi que tous autres documents, tels que papiers terriers, livres d'arpentement ou cadastre produits par les parties. »

Mais la Commission du Sénat en 1896 n'a pas voulu entrer dans le détail des difficultés réelles que soulève la distinction entre l'action en bornage proprement dite et l'action en revendication de propriété, dans la crainte que l'adoption du nouveau texte ne donnât lieu à des interprétations contradictoires et à de nouveaux procès.

La nouvelle Commission de la Chambre n'a pas reproduit la proposition de la commission de 1894; nous ne

pouvons mieux faire pour résoudre la question que de citer le remarquable rapport de M. Vallé.

« En matière de bornage, on s'est autorisé pendant longtemps du laconisme de la loi de 1838 pour soutenir que cette loi ne visait que les cas suivants :

« 1° Les parties sont d'accord sur les points où doivent être placées les bornes, mais elles ne veulent pas faire elles-mêmes l'opération ;

« 2° Deux voisins, sans être d'accord sur leurs limites respectives, s'en remettent au juge de paix.

« Interrogé en 1838, M. Amilhau avait dit : « Lorsque le titre n'est pas contesté ou que les parties ne sont pas d'accord sur le lieu du bornage, chacun remet ses titres au juge de paix qui fait une visite des lieux et qui ordonne que la borne sera plantée à un endroit déterminé par un expert ; si l'on conteste ce titre, alors c'est une question de propriété et il faut aller devant les tribunaux. »

« Cette réponse n'était pas faite pour donner une interprétation décisive de la loi.

« Supposons que le demandeur ou le défendeur prétende à la propriété d'une portion déterminée de terrain en vertu de son titre ou par l'effet de la prescription, le débat va s'engager sur la propriété d'une portion certaine et déterminée de l'immeuble. Il prend, de la part de celui qui se dit propriétaire, le caractère d'une action en revendication de propriété, et suppose chez l'adversaire une possession contraire.

« L'opération du bornage dépend alors de la question
« préalable de savoir quelle est celle des parties qui est
« propriétaire de telle portion de terrain déterminée; il y a
« là un procès en revendication à juger avec un deman-
« deur et un défendeur, et un corps certain qui est l'enjeu
« du litige. C'est un véritable débat sur la propriété: le juge
« de paix est incompétent.

« Supposons, maintenant, que les parties, toutes divisées
« qu'elles soient sur le lieu du bornage, ne se disputent pas
« une étendue fixe de terrain, un corps certain ayant une
« assiette rigoureusement délimitée, mais une partie varia-
« ble, inconnue encore, dont il faut rechercher l'existence
« qui est en excédent chez l'un des voisins, en défaut pour
« l'autre; supposons encore que les titres à appliquer soient
« obscurs relativement aux contenances et aux limites de
« propriété à borner, que celui qui a la possession l'invoque,
« sans soutenir pour cela qu'elle est acquisitive de pro-
« priété.

« On voit tout d'abord, dans ces différents cas, que les
« parties ne sont pas d'accord sur l'emplacement de la ligne
« divisoire; on voit ensuite que les titres ne concordent
« pas.

« Mais on n'est plus en présence d'une partie qui réclame
« l'application exclusive de son titre; on est au contraire en
« face de parties qui réclament, dans la mesure où elle
« peut se faire, l'application de leurs titres respectifs; cha-
« cune d'elles devient à la fois demanderesse et défenderesse.

« La question qui se pose n'est plus qu'une question
« d'abornement ; le juge peut dès lors la résoudre, au vu
« des titres produits par les parties, bien qu'ils n'aient pas
« une origine commune ; il peut interroger l'état des lieux,
« avoir égard à la configuration du sol, consulter les papiers
« terriers, les livres d'arpentement, le cadastre et détermi-
« ner ainsi l'excédent sujet à restitution. Dans ce second
« cas le juge de paix est compétent ».

La jurisprudence est d'ailleurs maintenant fixée en ce sens, et de nombreux arrêts ont confirmé la façon dont M. Vallé interprétait le texte de la loi de 1838.

§ 3. *Des actions possessoires et des entreprises sur les cours d'eau*

Le texte adopté par la loi de 1905 est exactement la reproduction de l'article 6 - 1^o de la loi de 1838. Aux termes de l'article 7 - 2^o nouveau, les juges de paix connaissent, toujours à charge d'appel, « des entreprises commises
« dans l'année sur les cours d'eau servant à l'irrigation des
« propriétés et au mouvement des usines et moulins, sans
« préjudice des attributions de l'autorité administrative
« dans les cas déterminés par les lois et règlements : dénon-
« ciations de nouvel œuvre, plaintes, actions en réinté-
« grande, et autres actions possessoires fondées sur des
« faits également commis dans l'année. »

Nous n'entreprendrons pas ici de faire la théorie des

actions possessoires. D'abord la loi de 1905 n'a apporté aucune modification au régime antérieur, les termes dont elle s'est servi sont exactement ceux de 1838. Et d'ailleurs il nous faudrait examiner la théorie toute entière de la possession ce qui nous entraînerait beaucoup trop loin, hors des limites que nous nous sommes tracées.

§ 4. — *Des demandes en paiement de droits de place*

Enfin nous terminerons l'étude que nous avons entreprise par une innovation de la loi de 1905.

Celle-ci dans son article 7-5^o accorde compétence au juge de paix, mais toujours à charge d'appel, pour statuer sur « les demandes en paiement de droits de place perçus
« par les communes ou leurs concessionnaires, à moins
« qu'il n'y ait contestation sur l'interprétation de l'article ou
« des articles servant de base à la poursuite. »

Les droits de place et de stationnement ont été autorisés par la loi du 11 frimaire au VII. « Les recettes communales dit l'article 7, se composent du produit de la location
« des places dans les halles, marchés et chantiers, sur les
« rivières, les ports et les promenades publiques, lorsque
« les administrateurs auront reconnu que cette location peut avoir lieu sans gêner la voie publique, la
« navigation, la circulation et la liberté du commerce. »
L'article 113 de la loi municipale du 5 avril 1884 a reproduit le sens de cette disposition.

Ces droits sont établis en vertu de tarifs arrêtés par le conseil municipal et approuvés par le préfet. Leur perception repose sur diverses considérations : c'est à la fois un prix de location, une indemnité dont profitent ceux qui se trouvent gênés dans le droit de circuler librement, c'est enfin la part contributive du locataire dans l'augmentation des frais d'entretien de la voie publique qu'entraîne un séjour plus prolongé.

A quelle juridiction étaient soumises avant 1905 les contestations qui pouvaient s'élever relativement à la perception des droits de place.

De nombreux arrêts de la Cour de Cassation, une décision même du tribunal des conflits avaient décidé que ces droits étaient assimilés aux taxes indirectes et que les tribunaux judiciaires étaient seuls compétents.

Mais devait-on appliquer les règles générales en matière de taxes indirectes, ou au contraire les règles spéciales en matière d'octroi. Nous avons vu dans un des chapitres qui précèdent que la loi du 27 frimaire an VIII avait déferé ces dernières contestations au juge de paix, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, tandis que les différends relatifs aux contributions indirectes sont portés devant le tribunal civil qui les juge en premier et dernier ressort.

Le Conseil d'Etat (1), se basant sur l'analogie qui existe entre l'une et l'autre, avait décidé que la perception des

(1) 3 avril 1872 (S. 1873-2-311).

droits de place devait être soumise aux mêmes règles que les perceptions des droits d'octroi ; ces deux impôts sont en effet des taxes municipales.

Mais la jurisprudence était en ces derniers temps fixée en sens contraire et décidait que, s'il y avait de nombreux points communs entre les taxes de stationnement et les droits d'octroi, cela ne suffisait pas pour qu'on les déférât aux mêmes juges. En effet, les lois qui ont accordé aux tribunaux civils la compétence en premier et en dernier ressort des contestations relatives aux impôts indirects sont générales et ne font aucune distinction, que ces contributions soient perçues au profit de l'Etat ou au compte des communes.

Au contraire, la disposition concernant les octrois est une mesure d'exception et ne saurait être étendue à des cas qu'elle n'a pas prévus.

Le Conseil de Préfecture était donc compétent par application du décret du 17 mai 1809.

Cette solution était regrettable évidemment, mais la rigueur des principes ne permettait pas d'en décider autrement. Et c'est pour donner satisfaction aux intérêts de tous qu'est intervenue la disposition de l'article 7-5° qui soumet à la même règle les contestations en matière d'octroi et en matière des droits de place.

Mais le juge de paix n'est compétent pour statuer que sur le paiement de ces droits et devrait se dessaisir si le titre qui lui sert de base était contesté. C'est toujours la même

raison : on a pensé qu'il y avait là des questions trop délicates pour permettre au juge unique de les trancher.

La loi de 1905 a donc augmenté considérablement la compétence des juges de paix. Nous verrons dans le chapitre qui va suivre que cependant elle ne leur a pas fait perdre le caractère que leur avait donné l'Assemblée Constituante et qu'elle n'a fait en somme que rendre à la législation déjà existante la portée que les législateurs précédents avaient entendu lui donner, importance qu'elle avait perdue par suite du changement survenu depuis 1838 dans la situation économique de notre pays.

CHAPITRE III

Critique de la loi de 1905

Nous avons étudié dans le chapitre qui précède l'étendue de la compétence que la loi de 1905 a accordée aux juges de paix. Nous allons voir maintenant ce que nous devons en penser.

Nous rechercherons d'abord si, véritablement, dans l'état actuel des choses, il convenait d'augmenter le taux fixé successivement par le décret de 1790 et par la loi de 1838.

Nous verrons que, réellement, les limites adoptées sous la Révolution et, à plus forte raison, sous la seconde monarchie, étaient devenues insuffisantes. Cela nous amènera à rechercher jusqu'où il fallait aller dans la voie de la réforme. Devait-on ne donner aux juges qu'une compétence en premier ressort ou devait-on soumettre ses jugements dans tous les cas à la faculté de l'appel.

Notre raisonnement nous conduira à dire que la véritable solution est celle adoptée par les lois précédentes et que le juge de paix doit connaître, tantôt en premier tantôt en dernier ressort, des contestations qui lui sont soumises,

selon leur importance et les difficultés qu'elles présentent.

Ces données étant admises, nous aurons à nous demander quelles limites nous devons adopter et si nos législateurs ont eu raison de voter celles fixées dans la loi de 1905.

Enfin, il nous restera à voir si, en admettant qu'une loi générale de procédure vienne réformer toute notre organisation judiciaire, le texte de 1905 devrait subsister, ou si, au contraire, il n'y aurait pas quelques réformes à y apporter.

SECTION I

Devait-on augmenter la compétence des juges de paix ?

Lorsque la Constituante, avons-nous dit dans un des chapitres qui précèdent, institua les juges de paix, elle avait eu en vue, certes, de faire de ces magistrats des conciliateurs, mais elle avait eu aussi l'intention d'en faire de véritables juges. Elle avait estimé que s'il était des litiges qui devaient être jugés avec certaines formalités et une instruction complète, il en était d'autres qui, tout en étant dignes d'intérêt, devaient être tranchés rapidement et sans frais, et, dans un but essentiellement louable, elle avait voulu tenir compte, dans la plus large mesure possible, de l'intérêt des justiciables à obtenir pour ces contestations minimales et journalières une solution presque immédiate et peu coûteuse.

Aussi, avons-nous vu qu'elle avait confié à ces magistrats

nouveaux le soin de juger les actions personnelles mobilières jusqu'à 50 livres en dernier ressort et jusqu'à 100 livres en premier ressort et que, même, il était certaines contestations dont elle leur avait permis de connaître à quelque chiffre que la demande puisse s'élever.

Plus tard, la loi de 1838 avait doublé le chiffre de cette compétence personnelle mobilière et augmenté considérablement le nombre des litiges que les juges de paix pourraient trancher au delà de ces limites.

Nous avons également vu que depuis près d'un demi-siècle on n'avait cessé de demander une nouvelle augmentation de compétence et que tous ces efforts avaient abouti à la loi de 1905.

Etait-il nécessaire de modifier la loi de 1838 ?

Lorsque le décret de 1790 fixa les limites de la compétence des juges de paix, les contestations dont elle lui permettait de connaître représentaient des intérêts assez considérables. « La somme de 50 livres qui n'est rien pour la capitale, disait Thouret, est beaucoup plus pour les campagnes. » « 50 livres, ajoutait M. Sentetz, sont la valeur de la chaudière du pauvre, le prix de plusieurs années de travaux et de sueurs. »

Mais depuis, la valeur du numéraire a été constamment en décroissant.

Déjà, en 1838, M. Gaillard de Kerbelin pouvait dire au Sénat : « Quant à la diminution de la valeur du signe monétaire, j'ai fait quelques recherches et voici ce que j'ai

« trouvé. Depuis 1786 jusqu'en 1843, le tableau des mercu-
« riales nous apprend que la valeur des grains (et je crois
« que c'est la meilleure base que nous puissions prendre)
« a augmenté de 31 0/0. Ainsi la valeur du numéraire
« aurait diminué de $\frac{1}{3}$. »

En 1878, M. Colin, dans le rapport sommaire qu'il fit à la Chambre des Députés sur la proposition Floquet et Parent s'exprimait en ces termes : « La valeur monétaire a telle-
« ment diminué pour un grand nombre de causes parmi
« lesquelles se trouve l'accroissement considérable de l'or
« à la suite de découvertes de mines dans la Californie et
« d'autres régions du nouveau Monde, qu'on peut affirmer,
« comme le disait déjà en 1838 le législateur, qu'à raison de
« cette dépréciation, l'extension de la compétence de la
« justice de paix ne fait pas autre chose que la rétablir en
« réalité dans ses limites primitives. »

Et d'ailleurs, quel meilleur criterium pourrions-nous prendre que la Dette publique ? Jusqu'en 1883, l'Etat français payait 5 0/0 d'intérêts à ses rentiers. A cette époque, la loi du 27 avril l'autorisa à ne plus payer que 4 fr. 50 pour cent francs de capital. Avec la loi du 17 janvier 1894, la même somme ne rapporta plus que $3\frac{1}{2}$ 0/0 et le 9 juillet 1902, la rente $3\frac{1}{2}$ 0/0 fut elle-même convertie en 3 0/0.

Et remarquons que les conversions de 1894 et de 1902 furent faites aussitôt que cela fut possible. La loi de 1883 avait fixé un délai de 10 ans, et celle de 1894, un délai de 8 ans pendant lesquels la nouvelle rente ne pourrait être

remboursée. Dès que ce délai fut expiré et, par suite, dès que l'Etat put offrir un intérêt moindre, il le fit.

Cela prouve bien que l'argent ne représente plus actuellement la même valeur qu'autrefois. Alors qu'il suffisait d'un capital de 100 fr., il faut actuellement 166 fr. pour obtenir le même revenu. Depuis 20 ans, le signe monétaire a donc diminué de près d'un tiers de sa valeur.

En même temps, les affaires se multiplièrent, les découvertes, le développement du commerce et de l'industrie rendirent les transactions plus actives; les communications devenant de plus en plus nombreuses, les relations sociales s'accrurent. L'instruction étant plus largement répandue, les esprits s'affinèrent et on rechercha davantage le confort; on se logea mieux, on vécut mieux aussi, et bien des choses qui, en 1790, étaient considérées comme des objets de luxe, furent considérées comme des objets de première nécessité. « Il est certain, disait en 1878 M. Colin à la Chambre des « Députés, qu'aujourd'hui une somme à peu près double de « celle nécessaire en 1838 est indispensable pour se procurer « les principales choses nécessaires à la vie » (1).

Et M. Charmeil, dans son ouvrage sur la réorganisation des justices de paix, en tire cette conclusion. « Il s'ensuit « naturellement que les transactions ont lieu sur de plus « grandes valeurs nominales, que les contestations ont pour « objet des sommes plus considérables et que l'importance

(1) Rapport sur la proposition Floquet et Parent.

« des affaires fixée au maximum de 100 et 200 fr. ne répond
« plus aujourd'hui à celle que ces mêmes affaires avaient il y
« a 40 ans. Il est donc rationnel de replacer les choses au
« point de vue du législateur de 1790 et de celui de 1838. »

D'un autre côté, la fortune augmentait; la comparaison des salaires de nos jours avec ceux d'autrefois suffit à elle seule pour en fournir la preuve et la mesure. Si nous consultons les enquêtes qui ont été faites, nous voyons que le salaire moyen des ouvriers qui était pour la période 1840-1845 de 3 fr. 50, s'élève pour la période 1860-1865 à 4 fr., et pour la période 1891-1893, à 6 fr. 15. L'ouvrier gagne donc actuellement près du double de ce qu'il gagnait il y a 50 ans.

A cette augmentation de salaire, correspond, il est vrai, ainsi que nous le disions, un accroissement du prix des choses nécessaires à la vie, mais qui ne se produit cependant pas dans les mêmes proportions. D'une enquête faite par l'Office du Travail, il résulte que, pour les mêmes périodes, là où il suffisait à l'ouvrier de 1.051 fr. en 1844-1853 il lui fallait 1.222 fr. en 1854, 1.295 fr. en 1873, 1.313 fr. en 1883 et 1.353 fr. en 1893. La dépense aurait donc au total augmenté d'un peu plus de 25 0/0 et l'Office du Travail en tire cette conclusion que le coût de la vie aurait crû beaucoup moins vite que le salaire (25 0/0 au lieu de 50 0/0), mais que les habitudes de vie auraient crû exactement comme le salaire.

« La nécessité de la réforme, ajoute M. Dreyfus, n'est

donc plus à démontrer. Tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'en présence du morcellement de la propriété et la division de la fortune mobilière, il importe de développer cette magistrature familière et vraiment démocratique. Du reste, la réforme a été appliquée dans les colonies avant d'être adoptée dans la métropole. En Algérie, depuis 1851, certains juges de paix statuent en dernier ressort jusqu'à 500 francs et en premier ressort jusqu'à 1.000 francs. »

En laissant de côté ce qui se passe dans nos colonies où les besoins et la situation économique ne sont plus les mêmes qu'en France, il est évident, et nous venons de le voir, qu'actuellement, les causes que la loi de 1838 avait soumises à la connaissance des juges de paix ne représentent plus l'importance de celles que le législateur avait entendu leur confier. Il importait donc de remanier cette loi et de rendre à ces magistrats la compétence que le législateur précédent avait voulu leur donner.

Mais quelles réformes devait-on apporter ?

Devait-on supprimer les causes dont le juge de paix connaissait à charge d'appel et augmenter celles dont il pourrait être juge souverain ? Ou, au contraire, devait-on laisser aux plaideurs la faculté de soumettre toujours leurs litiges à un tribunal supérieur ? Ne valait-il pas mieux adopter un moyen terme, marcher sur les traces des législateurs antérieurs et augmenter à la fois la compétence en dernier ressort et la compétence à charge d'appel ? Quelle était la solu-

tion la plus conforme au caractère du juge de paix ? C'est ce que nous allons étudier :

SECTION II

De la compétence du juge de paix en dernier ressort

Lorsqu'en 1790, il s'agit de déterminer les limites de la compétence des juges de paix, plusieurs membres de l'Assemblée Constituante demandèrent que ces magistrats ne pussent jamais connaître qu'en dernier ressort des causes qui leur seraient soumises et s'opposèrent à ce que les plaideurs pussent porter leurs jugements au tribunal de district. Ce ne fut qu'après une discussion assez longue que l'on admit cette dernière compétence.

C'est qu'en effet, l'idée que les décisions d'un magistrat ne puissent jamais être soumises à l'appel est assez séduisante au premier abord et répond assez bien à l'idée à laquelle la Constituante s'était attachée en créant les justices de paix.

Elle avait voulu en faire une juridiction démocratique, prompt à juger les différends dont la connaissance lui serait confiée sans entraîner les plaideurs à de trop grands frais, et seule la compétence en dernier ressort répond bien à ces desiderata.

Il est évident que, si vous permettez aux parties de faire

renaître devant le tribunal d'arrondissement un différend qui a été déjà tranché par le juge de paix, les choses traîneront en longueur et ce ne sera qu'au bout d'un temps assez long que vous arriverez à une solution définitive, d'autant plus que le second jugement demandera pour le moins autant de temps que le premier.

Le juge de paix siégeant le plus souvent dans l'endroit où est né le différend, se trouvant près des plaideurs, est plus à même de trancher rapidement leurs litiges. Au besoin, s'il est nécessaire, il se transportera lui-même sur les lieux, ce qui ne lui demandera pas grand temps. Tandis que le tribunal auquel vous déférerez la décision qu'il a rendue se trouvera bien plus éloigné : il lui faudra désigner un de ses membres pour aller examiner l'objet du litige. Et si vous donner au plaideur malheureux un temps assez long pour attaquer le jugement en premier ressort, il faudra attendre des mois et des mois le jugement définitif.

Seule également une procédure en dernier ressort répond exactement à l'idée d'une justice peu coûteuse. Lorsque les plaideurs devront aller devant une deuxième juridiction, ils auront doubles frais à supporter. Ceux qui auront été exposés devant le juge de paix seront relativement minimes, mais ceux qu'ils auront à faire devant le tribunal d'appel seront beaucoup plus élevés.

Ce seront d'abord des frais de déplacement et des pertes de temps. « On ne verra plus les chemins qui conduisent des villages aux villes couverts de plaideurs », disait Thouret

lorsqu'il exposait à l'Assemblée Constituante les avantages d'une justice rapprochée du plaideur. Cependant, avec la facilité des communications à l'heure actuelle, ces frais seront assez minces, mais surtout devant le Tribunal d'arrondissement, les parties ne pourront se présenter elles-mêmes; elles devront avoir recours au ministère des avoués. Et ce n'est pas tout. Devant le tribunal, les dépens augmenteront d'autant plus que la procédure sera plus lente et plus compliquée.

Seule la compétence en dernier ressort répond donc exactement aux vues de Thouret lorsqu'il voulait « une justice dégagée des frais qui absorbent les sommes qui font « l'objet des contestations. »

La paix sociale elle-même réclame une compétence en dernier ressort. « Il me semble disait Garat l'ainé à l'Assemblée Constituante, que dans le plus grand intérêt de la tranquillité publique, les plaideurs ne doivent avoir qu'un degré de juridiction. On a prétendu qu'un premier jugement motivé serait une leçon pour le plaideur. Je ne sais si je me trompe, mais je crois qu'un premier échec ne le rend pas plus sage. L'amour-propre se trouve blessé et on n'en est que plus acharné à poursuivre la cause. »

Et, en effet, la juridiction toute paternelle du juge de paix mettra fin plus rapidement aux passions. Son jugement rendu, pour ainsi dire, en même temps que l'apparition du différend, calmera immédiatement les plaideurs. Au contraire, si ceux-ci vont au tribunal d'appel, si l'affaire traîne

assez longtemps avant de recevoir une solution, les parties s'exciteront l'une contre l'autre et c'est généralement lorsqu'un différend dure trop longtemps que l'on en vient aux pires extrémités. Enlevez aux plaideurs la faculté d'aller en appel et ce sera le meilleur moyen d'empêcher la naissance de ces haines qui existent assez souvent entre nos habitants des campagnes à la suite de chicanes sans importance.

Les adversaires de la compétence en dernier ressort ont opposé à cela un argument, et M. Royer a traduit leur pensée à la Chambre lorsque combattant l'extension de compétence, il s'est exprimé ainsi : « Il faut arracher, pour ainsi
« dire, aux gens de la campagne, leurs déclarations, les pro-
« voquer ; ils n'en connaissent pas eux-mêmes l'importance et
« ils n'osent pas ou ne savent pas s'expliquer dans nos cabi-
« nets. Qu'est-ce donc quand il s'agit pour eux de s'expliquer
« en audience publique devant un juge dont ils se font une
« idée exagérée ? (1) »

Ce raisonnement, à notre sens, est erroné. Croit-on que les paysans s'expliqueront beaucoup plus clairement devant des avocats ou des avoués qu'ils ne connaissent pas que devant un homme qui vit toute l'année au milieu d'eux, qui sait leur manière de vivre et qui, par cette fréquentation même, est habitué à leur façon de s'exprimer ?

Nous estimons qu'au contraire, les plaideurs seront bien

(1) Séance du 16 février 1891.

mieux compris par un homme qui les connaît et qu'ils connaissent et que c'est plutôt de leurs interprètes auprès des tribunaux de première instance qu'ils se feront une idée exagérée, pour employer l'expression de M. Royer. J'ai vu trop souvent, même dans les grandes villes où l'éducation est plus développée, des plaideurs répondre, comme le ferait un inculpé au juge d'instruction, aux questions que leur posait leur avoué, alors qu'ils savaient que ce dernier, chargé de défendre leurs intérêts, était pour eux un confident et que pas une de leurs réponses ne pourrait leur porter préjudice ?

Mais il ne faut pas s'exagérer les avantages que retireraient les justiciables si les contestations soumises aux juges de paix étaient toujours tranchées en dernier ressort.

Une solution prompte et peu coûteuse des litiges n'est pas le seul avantage que doit présenter une bonne justice ; il faut aussi que les plaideurs soient certains d'avoir une justice équitable.

Autrefois, le juge de paix était élu par ses pairs et il ne pouvait siéger qu'assisté de deux assesseurs. Mais maintenant, il est nommé par le Gouvernement qui peut le déplacer quand bon lui semble et il siège seul.

« Il juge donc à l'improviste, sans discussion, sans contrôle, d'après les seules explications des justiciables. Il est
« donc livré entièrement à ses seules forces. Il n'a personne
« autour de lui pour l'éclairer ou le contredire. Il peut céder
« d'une façon consciente ou non à ses idées personnelles plus
« ou moins exclusives, dans tous les cas non discutées, non

« contrôlées, peut-être même à ses préjugés sociaux, à ses passions politiques ou religieuses, à ses rancunes locales. (1) »

Il est vrai que dans les tribunaux composés de plusieurs magistrats, les juges se partagent souvent la besogne et que les affaires ne sont souvent étudiées sérieusement que par un seul ; mais lorsqu'une difficulté se présente, la question est discutée entre eux tous, et, à l'audience, tous sont là pour entendre les explications des parties et de leurs conseils.

En outre, avant de leur être soumises, les questions sont toujours exposées par les avoués ou les avocats qui font valoir leurs raisons de la façon la plus explicite.

Tandis que le juge de paix est toujours seul. Il n'a pas seulement à examiner la valeur des arguments que peuvent faire valoir les avocats plus versés que les parties dans la procédure, il doit les trouver lui-même et, si une question un peu plus délicate se présente devant lui, la résoudre seul.

Et si nous songeons que le juge de paix est amovible, que le Gouvernement peut le déplacer à son gré et même le révoquer, que, par suite, son indépendance est assez précaire, nous comprendrons que ce magistrat n'offre pas pour le plaideur la même garantie que le tribunal d'arrondissement.

Il est vrai que le juge de paix, siégeant seul, fera plus

(1) Baron Desazars : La réforme judiciaire par l'extension de la compétence des juges de paix.

attention à ses décisions et que le sentiment de sa responsabilité lui fera davantage étudier ses jugements. « Avec un
« seul juge, la responsabilité serait lourde et tel qui n'hési-
« terait pas aujourd'hui à prendre place dans un siège de
« juge ou de conseiller reculerait devant les difficultés
« d'une tâche éminemment propre à faire ressortir son
« insuffisance. Alors, en effet, pas d'effacement, pas de
« dissimulation possible. (1) »

Aussi, si nous admettions qu'il ne doit avoir qu'une compétence en dernier ressort, nous serions forcément amenés à ne lui confier que des litiges d'un intérêt très minime. Et alors les avantages qu'en retireraient les justiciables ne seraient pas compensés par les inconvénients qui en résulteraient pour eux.

Il importe en effet de soumettre au juge de paix le plus grand nombre de contestations possible, parce que, même si nous réservons aux plaideurs la faculté d'appel, la justice devant ce magistrat est prompte, facile et, pour ainsi dire, domestique, n'exigeant pas l'appareil d'une procédure ruineuse, pour employer les expressions dont se servit Thouret pour indiquer aux membres de l'Assemblée Constituante, le caractère qu'il entendait donner à cette juridiction.

Je dis d'abord que la justice rendue par le magistrat cantonal est prompte. En effet, la procédure est très simple.

Devant le tribunal d'arrondissement, le plaideur qui

(1) J. Coumoul. Du juge unique.

veut engager une instance est soumis d'abord à un préliminaire de conciliation devant le juge de paix. Les parties sont amenées devant lui par une cédula. Vient ensuite un procès-verbal de non-conciliation. Les frais sont donc à peu près les mêmes jusqu'ici qu'en cas de jugement.

La procédure s'engage alors devant le tribunal de droit commun. Le demandeur doit d'abord aller trouver un avoué. Celui-ci rédige une assignation, laquelle est signifiée par huissier. Le défendeur a 8 jours francs pour désigner à son tour son avoué qui, dans les 15 jours, doit signifier ses conclusions à son adversaire, lequel, de son côté, a 8 jours pour répondre. Mais ces délais n'ont aucun caractère de rigueur, du moins en pratique, et les requêtes peuvent être signifiées jusqu'au jugement. L'avoué du demandeur appelle alors son confrère devant le tribunal par un avenir pour plaider. Au jour fixé, l'avoué du défendeur doit présenter des conclusions sur le fond, mais souvent, sur sa demande, le tribunal lui accorde un délai.

Dès que les conclusions sont déposées, l'affaire est mise au rôle du tribunal. Elle va séjourner au greffe en attendant son tour d'être plaidée.

Au jour fixé par le greffier, jour qui peut être très éloigné car le rôle des tribunaux de première instance est souvent très chargé et les avocats demandent souvent des remises, l'affaire est appelée à l'audience. Les avocats font leur plaidoirie et, après délibéré, le jugement intervient.

Et je ne parle ici que des affaires ordinaires. S'il se greffe

un incident sur la procédure rendant nécessaire soit une enquête, soit une descente sur lieux, voyez combien le délai sera encore augmenté.

Il est vrai que pour les affaires dites sommaires qui n'offrent qu'un intérêt modique ou qui requièrent célérité, la tentative de conciliation est supprimée, les écritures diminuées et les délais abrégés; mais combien plus rapide encore est la procédure devant le juge de paix.

Elle se réduit à un avertissement d'abord devant le juge qui aboutit souvent à une conciliation. Sinon un permis de citer est délivré. Le délai donné au défendeur pour comparaître n'est plus que d'un jour franc. Le juge de paix peut même par une cédule permettre au demandeur d'assigner de jour à jour ou même d'heure à heure dans les cas urgents. A la plus prochaine audience, les parties comparaissent en personne et non plus par l'intermédiaire d'avoués. Le plus souvent, la cause est jugée sur-le-champ.

Et même la loi permet aux parties qui se mettent d'accord tout au moins sur ce point, de supprimer la citation avec ses formes et ses délais et de se présenter spontanément devant le juge de paix.

Si quelques incidents viennent se greffer sur la procédure, combien rapide est la manière d'agir! « L'enquête se
« fait à la première audience, les témoins habitent sur les
« lieux, on les fait venir sans frais, le juge les écoute et
« rend son jugement sans désemparer.

« Y a-t-il lieu à une expertise ou à une visite des lieux?

« c'est le juge de paix qui s'y transporte lui-même en se
« faisant accompagner d'un expert; l'expert procède devant
« lui et sur son rapport qui peut, dans certains cas, être ver-
« bal, la sentence intervient. (1) »

C'est ainsi que Thouret pouvait dire que la justice serait
« dégagée des frais qui absorbent les capitaux qui font l'ob-
« jet des contestations, des formes qui obscurcissent telle-
« ment les procès que le juge le plus expérimenté ne sait
« plus qui a tort ou qui a raison » et que, plus tard, en 1838,
M. le Garde des Sceaux avait raison de prétendre que l'ins-
titution des justices de paix avait réalisé ce grand principe
que la justice était gratuite en France.

Certaines personnes ont vu un danger dans cette justice
prompte, facile et peu coûteuse, mais leur objection s'ap-
plique aussi bien au premier qu'au dernier ressort et atta-
que l'institution des justices de paix elles-mêmes.

« Si vous rapprochez ainsi la justice du justiciable,
« ont-elles dit, vous augmenterez les procès dans une pro-
« portion assez sensible. Les plaideurs céderont au premier
« mouvement d'emballement et n'ayant que peu de frais à
« exposer, ils porteront souvent devant le juge un procès
« qu'un moment de réflexion eût évité. »

Nous n'entreprendrons pas ici de défendre les justices
de paix. Tout le monde a intérêt à obtenir justice, si mi-

(1) Paroles prononcées par M. Labussière, rapporteur de sa propo-
sition, dans la séance du 14 février 1891.

nime que soit l'objet du litige et d'ailleurs l'expérience de plus d'un siècle prouve amplement que les justices de paix ont été l'un des plus grands bienfaits de la Révolution.

Les justiciables trouveront donc un intérêt pécuniaire et moral considérable à ce que le plus grand nombre possible de causes soient de la compétence du juge de paix. La paix sociale s'en trouvera aussi beaucoup mieux, car ce magistrat, dans son rôle de médiateur, aura beaucoup plus de chance d'aboutir à une entente.

En effet, lorsque la tentative de conciliation est préliminaire d'un procès devant les tribunaux d'arrondissement, d'ordinaire les parties ne se présentent pas devant le juge de paix, ou, si elles comparaissent, elles ne veulent pas s'entendre. Tandis que la petite conciliation donne des résultats beaucoup plus positifs.

« C'est que dans ce cas, dit M. Lamy, le magistrat qui
« conseille, qui s'efforce de concilier les parties aujourd'hui,
« est celui qui les jugera demain; la cause lui appartient, les
« parties le savent; elles comparaissent en personne; dans ses
« efforts conciliateurs, le juge de paix fait la lumière sur la
« question qui lui est soumise; il l'examine avec une très
« grande impartialité et une parfaite connaissance de cause;
« les parties en pressentent le dénouement; ce dénouement
« transpire, bon gré mal gré, des conseils, des louables ef-
« forts du magistrat populaire: point de paroles amères, irri-
« tantes; les parties cèdent, transigent, se concilient (1). »

(1) Lamy. La magistrature cantonale.

Nous ne devons donc pas admettre une compétence du juge de paix exclusivement en dernier ressort. Le taux forcément peu élevé que nécessiterait un pareil système ne permettrait pas à l'institution de rendre tous les services que l'on attend d'elle et il y aurait une foule de petits intérêts tous dignes d'être protégés qui seraient laissés en souffrance.

SECTION III

De la compétence en premier ressort

Dveons-nous adopter un système tout à fait opposé et ne permettre au juge de paix de ne statuer jamais qu'en premier ressort ? C'est ce que proposait M. Poirson, juge de paix du canton de Rambervilliers, dans une pétition qu'il adressait au Sénat et à la Chambre des Députés en 1880. C'était aussi l'opinion que soutenait M. Bourrut-Duvivier, juge de paix de Villebois-Lavalette (Charente), dans une brochure qu'il fit paraître en 1881, intitulée : « Observations d'un vieux juge de paix sur le projet de loi relatif à la compétence des juges de paix. »

Un tel système aurait évidemment des avantages. Le pouvoir de juger en dernier ressort est en effet un pouvoir exorbitant. La conscience du juge sera d'autant plus tranquille s'il sait que son jugement peut être réformé en appel et que l'erreur qu'il a pu commettre n'est pas irréparable. « C'est une chose grave, dit M. Poirson, de décerner ainsi

« un brevet d'infailibilité à un juge ou à un tribunal et de
« livrer ainsi à sa merci, sans appel possible, les intérêts,
« quelquefois l'honneur des citoyens. En vain invoquera-t-
« on la nécessité de mettre un terme aux différends de
« peu d'importance. »

Et d'ailleurs, si vous permettez dans tous les cas de porter la décision du juge de paix devant un tribunal supérieur, vous serez plus certain d'obtenir une bonne justice.

Le plaideur qui ne sera pas satisfait de la sentence rendue par le juge de paix aura la faculté d'interjeter appel et de faire juger à nouveau son différend, non plus par un juge unique mais par un tribunal composé de plusieurs magistrats. Il pourra donc faire examiner deux fois son affaire et lorsque la décision du second juge sera rendue, il pourra être certain que celle-ci est véritablement l'expression de la justice.

En effet, si la sentence du juge de paix est confirmée, deux jugements successifs dans le même sens ne lui laisseront plus aucun doute raisonnable. Au contraire, si les juges d'appel sont d'un avis opposé à celui du magistrat cantonal, ils ne se décideront à infirmer son jugement qu'après un examen très approfondi, et comme généralement, les juges du second degré sont tout à la fois plus nombreux et choisis avec un soin plus sévère, toutes les présomptions militent en faveur du second jugement.

« Partout, mais surtout dans un gouvernement démocra-

« tique, disait encore M. Poirson, le contrôle est une garantie d'ordre, d'impartialité, de justice et de bonne gestion. »

En effet, dans ce cas, le juge de paix étudierait davantage ses jugements, les motiverait plus fortement. On aurait vite fait de savoir dans son canton que ses décisions sont presque toujours infirmées en appel; il perdrait tout son prestige moral, n'aurait plus aucune influence sur ses concitoyens; ses avis ne seraient plus écoutés, et le gouvernement, pour éviter un tel résultat si contraire à l'institution le révoquerait sans tarder.

« Je crois, disait M. Pataille, que le droit d'appel sera
« comme un avertissement salutaire au juge, comme un pré-
« servatif de toute passion humaine, de la précipitation, de
« la légèreté avec laquelle l'habitude pourrait lui faire envi-
« sager les fonctions saintes dont il est revêtu. »

Accorder aux plaideurs la faculté d'interjeter appel dans tous les cas, de la décision du juge de paix, constitue encore pour eux une autre garantie. Nous avons vu, dans le chapitre qui précède, que, devant le magistrat cantonal, les parties comparaissent en personne, tandis que devant le tribunal d'arrondissement, elles sont représentées par des avoués et des avocats. Cette différence, qui est une supériorité des justices de paix sur les tribunaux de première instance au point de vue des frais et de la rapidité du jugement, pourrait se transformer en un désavantage si vous n'accordiez pas au plaideur malheureux, la faculté de soumettre ce jugement à la censure d'un tribunal supérieur.

Celui qui aura reçu une instruction plus avancée, qui aura davantage la pratique des affaires ou même celui qui sera le plus rusé et qui aura le plus de mauvaise foi, celui, en somme, qui connaîtra le mieux la chicane, aura plus de chance pour obtenir un jugement à son profit que celui qui ne saura quels arguments invoquer à l'appui de son bon droit.

Il se fera, en effet, pour employer l'expression d'un membre de la Chambre des députés en 1838, M. Pataille, « un jeu d'envenimer ce qui est clair, de rendre douteux ce qui est certain, probable ce qui est faux. » Et si le juge de paix a rendu son jugement en dernier ressort, le plaideur le plus faible se trouvera condamné sans recours possible.

Tandis que si vous lui permettez d'aller en appel, il n'en sera plus de même. Les avoués ont tous une égale habitude des affaires et connaissent à fond tous les détours de la procédure. Ils feront valoir les arguments que leurs clients n'avaient pas su trouver et le triomphe de la justice sera plus certain.

Enfin, confier au juge de paix une compétence à charge d'appel, permettra d'augmenter le nombre des causes dont il aura la connaissance. La justice de paix étant une juridiction d'exception, plus les magistrats cantonaux auront une compétence étendue, plus vous diminuerez le nombre des contestations qui sont soumises au tribunal d'arrondissement, juridiction de droit commun.

Et ici encore, le justiciable y trouvera un avantage. Nous

avons vu que les lenteurs de la procédure ordinaire proviennent en grande partie de ce que le rôle du tribunal de première instance est souvent trop chargé. L'affaire est donc obligée d'attendre un certain temps avant de pouvoir être appelée à l'audience, les causes devant être plaidées d'après leur rang d'ancienneté.

Si vous débarrassez les tribunaux d'une foule d'affaires qui les encombrent, vous leur permettez de mener plus rapidement à bien les affaires que leur importance empêche de confier au juge de paix. Les plaideurs s'en trouveront tous mieux, ceux dont vous aurez soumis les contestations au magistrat cantonal, parce qu'ils bénéficieront d'une procédure plus expéditive, et ceux qui seront justiciables des tribunaux d'arrondissement parce que la solution de leur différend n'étant pas retardée par l'examen des causes de moindre importance, sera également plus rapide.

Mais le système qui ne permet au juge de paix de ne trancher les contestations qu'à charge d'appel présente aussi des inconvénients assez sérieux et pourrait entraîner, si l'on n'y prenait garde, des atermoiements et des augmentations de frais considérables, puisqu'au lieu d'une seule juridiction, il y en aurait deux.

Si au lieu de permettre au plaideur de saisir directement le tribunal d'arrondissement vous l'obligez à saisir d'abord le magistrat cantonal, il est évident que vous irez à l'encontre du résultat désiré. Les deux procédures retarderont inévitablement la solution du procès et entraîneront des

frais plus grands. On ne dira pas que l'examen de l'affaire déjà fait par le juge de paix hatera celui du tribunal d'arrondissement : tout sera à recommencer.

Il y a des petites affaires dont l'importance est réellement très minime et pour lesquelles, si vous permettez au plaideur condamné d'interjeter appel, les dépenses occasionnées absorberont l'objet même du litige. « Il ne doit être permis
« de courir cette seconde chance, disait Thouret, qu'à ceux
« dont l'enjeu peut supporter la perte. »

Soumettre à deux degrés de juridiction les différends de très peu d'importance, c'est vraiment donner aux plaideurs plus de garantie que la valeur absolue de l'intérêt qui les divise n'en comporte ; c'est, sous prétexte de leur assurer une justice plus parfaite, absorber tout en frais et ne leur laisser que les écailles. Il faut donc les protéger contre eux-mêmes, contre leur emballement et ne leur permettre d'aller exposer des frais nouveaux et entamer une seconde procédure que lorsqu'il y aura intérêt absolu à le faire.

Nous savons bien que l'on a prétendu qu'il fallait laisser les plaideurs faire ce que bon leur semblerait. Dans ses observations sur le projet Cazot, M. Bourrut-Duvivier s'exprime ainsi : « Quel danger y aurait-il à accorder cette
« faculté d'appel dans toutes les affaires, quelque minime
« qu'en soit l'importance ?

« Pour quelle raison l'interdire dans les actions dont la
« valeur ne dépasse pas 200 francs ? Si c'est dans l'intérêt
« des justiciables, pourquoi ne pas les laisser juges de cet

« intérêt. Si c'est une garantie, pourquoi l'accorder aux uns
« et la refuser aux autres ?

« Dira-t-on qu'il est utile de mettre un frein à l'entraîne-
« ment des plaideurs, lorsque l'intérêt en jeu ne dépasse
« pas la minime valeur de 200 francs. Mais cette valeur
« minime, en effet, pour les favorisés de la fortune peut être
« une ruine pour le pauvre.

« Enfin, ces intérêts minimes peuvent en s'accumulant
« former de gros intérêts. Supposons, par exemple, qu'il
« s'agisse d'un médecin qui veut se retirer. Combien n'aura-
« t-il pas à réclamer de sommes inférieures à 200 francs.
« Et si dans le jugement des demandes qui seront portées
« devant lui, le juge de paix commet des erreurs, il
« pourra en résulter une ruine pour ce médecin sans qu'il
« lui soit possible de faire vérifier ses droits par un tribunal
« quelconque. Celui d'appel lui serait interdit à cause du
« dernier ressort, et la Cour de Cassation parce qu'elle est
« inabordable pour lui, en raison de la masse de frais et de
« faux frais qu'il faut faire pour y être admis.

« Supprimons donc de notre loi le dernier ressort ; disons
« au contraire que les affaires ne seront jugées par les juges
« de paix qu'à charge d'appel. Si l'on veut garantir le plaideur
« contre les conseils de son amour-propre blessé par la perte
« de son procès, contentons-nous de lui interdire cet appel
« pendant le temps nécessaire pour que, cette blessure
« d'amour-propre étant cicatrisée, il lui soit possible de rai-
« sonner froidement sur ces intérêts ; mais ce temps passé,

« laissons lui toute liberté pour que, s'il accepte la décision
« du premier juge, ce soit librement et non comme forcé
« et contraint. »

Nous estimons, au contraire, que si nous permettions deux degrés de juridiction pour les affaires d'une importance minime, nous aboutirions, en dépit des affirmations de M. Bourrut-Duvivier, à l'écrasement du pauvre par le riche. Ce dernier n'hésitera pas à interjeter appel, les frais qui pourraient en résulter étant pour lui insignifiants. Le pauvre, pour lequel ces frais représentent une somme considérable, ne le suivra peut-être pas. Il fera peut-être défaut devant le juge du second degré et sera condamné parce qu'il n'aura pu défendre son bon droit.

Et même les gens dont la fortune est très modeste hésiteront souvent à intenter, devant le juge de paix, un procès d'un intérêt modique mais cependant assez intéressant pour eux, s'ils ont à plaider contre une personne fortunée. Ils craindront que, dans le cas où ils obtiendraient gain de cause, leur adversaire ne les appelle à son tour devant le tribunal supérieur et que cela ne les entraîne à des frais trop importants pour eux. Or, tous, les riches comme les pauvres, doivent obtenir justice lorsqu'ils pensent avoir raison.

Et si l'intimé suit l'appelant devant le tribunal supérieur, n'y a-t-il pas à craindre que le jugement rendu en premier ressort n'influe sur les décisions des juges d'appel ? Et si les raisons invoquées de part et d'autre sont à peu près de

même valeur, ceux-ci ne seront-ils pas portés à le confirmer ?

Il est vrai que les parties, dans la crainte que le jugement du juge de paix ne soit, sinon une raison de décider, du moins une présomption grave pour le juge plus élevé, se présenteront presque toujours devant la première juridiction. Mais alors, les magistrats du second degré se trouveront souvent en présence de déclarations verbales, de faits inexactement rapportés par le premier juge, et il leur sera plus difficile de discerner la vérité, de rendre une justice saine et impartiale, que si la cause avait été évoquée devant eux pour la première fois et que s'ils l'avaient instruite eux-mêmes.

Nous n'admettons donc pas la compétence des juges de paix exclusivement à charge d'appel. Il y a en effet des petits litiges pour lesquels il serait imprudent d'accorder aux plaideurs cette voie de recours et nous devons n'admettre les deux degrés de juridiction avec les augmentations de frais et les lenteurs qu'ils entraînent que lorsque, réellement, l'intérêt du litige en vaudra la peine.

SECTION IV

De la compétence à accorder aux juges de paix

Nous avons exposé dans les paragraphes qui précèdent les avantages et les inconvénients qu'il y aurait à accorder aux juges de paix une compétence exclusivement en dernier ressort ou exclusivement à charge d'appel.

Nous avons vu qu'aucun de ces systèmes ne pouvait être adopté. Il nous reste une combinaison intermédiaire, celle du décret de 1790 et de la loi de 1838, celle qui a été préconisée dans tous les projets ou propositions qui se sont succédés depuis, celle d'ailleurs à laquelle se sont ralliés les législateurs de 1905, qui est de permettre aux juges de paix de statuer en dernier ressort jusqu'à un certain chiffre et de laisser aux plaideurs la faculté d'interjeter appel au delà de cette limite.

Ainsi, en effet, nous rencontrons tous les avantages et nous évitons un grand nombre des inconvénients que présentent les deux autres systèmes pris isolément.

D'une part, par la compétence en dernier ressort, nous évitons l'appel pour les procès dont l'importance ne vaut pas un second jugement ; la paix sociale est satisfaite, nous obtenons une justice prompte et à peu de frais.

D'autre part, par la compétence en premier ressort nous pouvons faire bénéficier un plus grand nombre de procès de cette même justice prompte et pour ainsi dire gratuite ; nous débarrassons d'autant les tribunaux d'arrondissement, ce qui leur permet de donner une solution plus étudiée et rapide aux affaires qui leur sont soumises ; surtout, nous assurons aux plaideurs plus de garanties.

Mais quelles limites devons-nous adopter pour chacune de ces compétences ? C'est ce que nous allons examiner maintenant.

Et d'abord quelles seront les affaires dont nous devons

accorder la connaissance aux juges de paix à charge d'appel ? Etant donné les avantages que présente la procédure devant eux, nous devons aller évidemment aussi loin que possible, mais certaines considérations devront nous arrêter. Nous ne devons pas leur permettre de juger en premier ressort des litiges trop importants, car nous retomberions dans les inconvénients que nous avons voulu éviter.

Plus nous accorderons aux juges de paix une compétence étendue, plus nous augmenterons le nombre d'appels. En effet, nous avons vu que les parties se présentaient presque toujours devant eux dans la crainte que leurs décisions n'aient une certaine répercussion sur la sentence rendue par le juge d'appel.

Or, lorsque ces juges de paix, qui sont avant tout des conciliateurs, verront arriver devant eux des plaideurs de leur canton, des plaideurs qu'ils connaissent, avec quelques bonnes paroles, ils leur feront, dans une certaine mesure, voir de quel côté est le bon droit, de quel côté le mauvais ; ils arriveront ainsi à terminer un grand nombre d'affaires et lorsque les parties auront été à même de constater quels ont été les efforts faits par ce magistrat pour mettre fin à leur différend, il ne faut pas dire qu'elles se déclareront toujours invariablement mécontentes des décisions qui auront été rendues et que tout plaideur malheureux voudra aller porter ses griefs devant le Tribunal de première instance.

Et si l'intérêt du litige n'est pas trop élevé, les justiciables reculeront devant les frais qu'ils seraient obligés de faire, devant les déplacements auxquels ils seraient astreints, devant les lenteurs de la procédure.

Si donc nous savons rester dans de justes limites, le nombre des appels ne sera pas trop élevé. Pour les procès qui seront déférés à une seconde juridiction, nous n'aurons pas, il est vrai, atteint notre but ; mais si l'appel est l'exception, comme le souhaitait M. Goblet, nous aurons déjà obtenu un résultat appréciable.

Un des grands reproches que l'on a fait à tous les projets ayant pour but l'extension de la compétence des juges de paix, était que si ceux-ci étaient amenés à connaître de litiges d'une certaine importance, il s'installerait inévitablement autour d'eux ce qu'on a appelé des barreaux secondaires.

Nous avons vu que la procédure en justice de paix présentait ce grand avantage que les parties comparaissaient elles-mêmes et n'avaient pas besoin d'avoués pour les représenter. Cependant, la loi permet de se faire représenter par mandataire.

Lorsque les magistrats cantonaux auront à se prononcer sur des affaires représentant un intérêt assez considérable, a-t-on dit, la nécessité de se faire assister d'un conseil s'imposera. Le besoin s'en fera sentir surtout aux petits, aux pauvres, à ceux qui, ayant une instruction moins complète, se trouveraient dans un état d'infériorité manifeste s'ils

étaient obligés de plaider eux-mêmes leur cause contre un adversaire mieux préparé par ses habitudes ou par ses études antérieures. Et alors tout le bienfait sur lequel comptait la loi en permettant aux parties de se présenter en personne se trouvera supprimé.

Bien mieux, a-t-on ajouté, les avoués et les avocats se trouvant occupés par les tribunaux d'arrondissement et la réception de leurs clients ne pourront suffire. On verra donc s'établir des agents d'affaires autour des justices de paix les plus chargées. Et ces barreaux secondaires qui serviraient de refuges aux hommes tarés et dans lesquels les plaideurs pourraient avoir plus ou moins confiance, n'auraient pas d'existence reconnue, pas de tarif légal et leur intermédiaire coûterait au moins aussi cher que celui des officiers ministériels, car bien souvent ils ne se contenteraient pas des honoraires relativement minimes que la loi accorde à ces derniers.

Ce serait là un résultat déplorable. Mais pour que ces barreaux secondaires, ces agents d'affaires puissent s'établir, comme le faisait remarquer, en 1889, M. Fallières, alors garde des sceaux, il leur faudra de quoi vivre et si nous n'accordons pas aux juges de paix une compétence trop étendue, ce ne sont pas les quelques affaires pour lesquelles ils serviront de mandataires qui pourront leur permettre de subsister.

Une autre raison nous conduit également à ne pas trop élever le chiffre des contestations sur lesquelles le juge de

paix sera appelé à statuer en premier ressort. La procédure devant ce magistrat est expéditive, avons-nous dit, et cela tient à ce que les affaires qui lui sont soumises sont appelées à l'audience aussitôt qu'il en est saisi.

Mais si nous augmentons leur compétence dans une proportion assez sensible, évidemment nous procurerons aux nouvelles affaires que nous leur confierons le bénéfice d'une solution prompte, évidemment nous débarrasserons les tribunaux d'arrondissement et diminuerons d'autant les lenteurs des causes soumises à la juridiction de droit commun ; mais nous augmenterons dans les mêmes proportions le nombre des litiges soumis au magistrat cantonal, et alors celui-ci sera obligé d'avoir aussi un rôle et les affaires attendront leur solution plus longtemps.

Nous devons donc faire attention à ne pas trop surcharger les juges de paix, d'autant plus que, si nous leur confions un trop grand nombre de causes, ils seront obligés forcément de négliger la mission sur laquelle la Constituante avait fondé les plus grands espoirs : celle de conciliateur. Nous obtiendrons ainsi un résultat absolument inverse de celui que nous visions.

Et, d'ailleurs, dans les conditions où ont été votées les lois de 1838 et 1905, nous devons veiller à ne pas retirer trop de causes aux tribunaux d'arrondissement. Etant donné que ces lois ont réformé, non pas toute notre organisation judiciaire, mais seulement une des branches de cette organisation, il faut que la nouvelle institution puisse encore

s'harmoniser avec les anciennes. Si nous confions une compétence trop étendue aux juges de paix, nous risquerions d'avoir une organisation judiciaire bancale tant qu'une réforme des tribunaux d'arrondissement ne serait pas intervenue.

Nous serions ainsi amenés à modifier toutes nos institutions les unes après les autres et n'obtiendrions rien de bien. Seule, une loi générale sur la procédure pourrait donner un résultat satisfaisant.

Quel chiffre devons-nous donc adopter comme limite de la compétence en premier ressort des juges de paix en matière de droit commun, c'est-à-dire en matière personnelle et mobilière ?

Les opinions ont beaucoup varié sur ce point comme nous l'avons expliqué dans l'exposé historique qui précède. Beaucoup de projets proposaient le chiffre de 1.500 francs (1).

Le principal motif qu'invoquent les partisans de ce système est que tout autre laisserait subsister une anomalie que, d'après eux, il importe de faire disparaître.

« Aujourd'hui, disent-ils, en matière personnelle et mobilière les demandes de la valeur de 100 à 200 francs peuvent être soumises à deux degrés de juridiction, tandis que les demandes de 200 à 1.500 francs sont tranchées définitivement sans appel possible par le tribunal de pre-

(1) Proposition Floquet (1881), projet Cazot (1881), proposition Martin Feuillée (1882), projets Humbert (1882), Martin Feuillée (1883), propositions Labussière (1889), Million (1893 et 1898).

« mière instance et que celles supérieures à 1.500 fr. jouis-
« sent comme les premiers du double degré de juridiction.

« Pourquoi, ajoutent-ils, ces distinctions ou plutôt ces
« inconséquences ? N'est-il pas plus juste et plus naturel
« d'accorder dans tous les cas la possibilité d'un recours en
« appel pour les procès qui dépassent un certain chiffre ?

« Quel doit être en effet le but d'un gouvernement républi-
« cain en matière de réforme judiciaire ? C'est, suivant les
« expressions de l'exposé des motifs, d'ouvrir à tous les
« citoyens l'accès d'une justice économique, prompt et rap-
« prochée. Le moyen, c'est de réorganiser les justices de paix
« en en faisant de petits tribunaux pour le jugement des
« litiges de peu d'importance. Au delà de 200 francs, somme
« minime pour laquelle le juge de paix statuerait définitive-
« ment, tous les procès pourraient être soumis au double
« degré de juridiction. Ainsi se trouverait établie l'harmonie
« nécessaire dans nos divers ordres de juridiction et dans
« les garanties dues aux justiciables, en même temps que
« ceux-ci, pour les litiges peu importants, trouveraient auprès
« d'eux une justice plus expéditive et occasionnant moins de
« frais.

« Vainement les adversaires du projet ont-ils objecté qu'en
« accordant pour les procès au-dessous de 1.500 francs la
« possibilité de l'appel, loin de diminuer les frais, on les
« augmenterait. On a répondu que l'appel en pareil cas serait
« tout à fait exceptionnel et que dans la plupart des circons-
« tances, les parties, au lieu d'aller soutenir devant le tribu-

« nal d'arrondissement une procédure coûteuse, seraient
« conciliées ou départagées par le magistrat placé sur les lieux.

« En définitive, la conception nouvelle de la justice de
« paix, telle qu'elle résulte du projet du Gouvernement,
« aurait pour effet de décentraliser et démocratiser la jus-
« tice en la mettant plus à portée du justiciable » (1).

Un tel argument repose sur une confusion. Sans doute, un procès de 600 francs et même de 1.500 francs est aujourd'hui jugé en dernier ressort tandis qu'il n'est statué qu'en premier ressort sur un intérêt de 150 francs. Mais le juge qui prononce sur le dernier ressort est un juge unique, tandis que c'est un tribunal composé de 3 membres qui statue sur le premier. La raison de différence s'explique donc par le degré de confiance que chaque juridiction doit inspirer.

Et d'ailleurs une telle réforme conduirait à confier aux juges de paix une grande partie des causes dont connaissent actuellement les tribunaux d'arrondissement, à faire d'eux les véritables juges de droit commun, tandis que les tribunaux d'arrondissement deviendraient la juridiction d'exception.

En effet, dans les campagnes, les populations tout en étant beaucoup moins pauvres qu'autrefois, ne sont pas riches et, depuis la Révolution, la propriété immobilière a subi de nombreux morcellements.

C'est alors que nous verrions s'installer au chef-lieu de canton ces gens d'affaires dont nous parlions il y a un ins-

(1) Rapport de M. Goblet sur projet Cazot.

tant, qui seraient la plaie de nos malheureux paysans, obligés de se faire représenter à tout prix.

On a ajouté que, reconnaître le magistrat cantonal capable de prononcer dans certains cas sur une demande s'élevant à 1.500 francs, n'était-ce pas le déclarer capable de trancher tous les différends de cette importance? Mais il y a des contestations plus simples que d'autres et ce raisonnement poussé jusqu'au bout nous conduirait à décider que le juge de paix devra connaître dans ces limites des actions immobilières. Or, plusieurs projets l'ont proposé : mais jamais nos législateurs, dans les quelques votes qu'ils ont eu à émettre à ce sujet, ne l'ont adopté.

La prorogation de juridiction permise pour des contestations spéciales tient à la nature propre de ces contestations, à la nécessité de les soumettre d'abord à un premier ressort, à un juge plus rapproché des lieux, souvent établi là où les faits litigieux se sont accomplis, où les témoins habitent, où les renseignements se rencontrent.

Enfin, il y a lieu de tenir compte de la situation des officiers ministériels. Si vous retirez un assez grand nombre de causes aux tribunaux d'arrondissement, vous priverez les officiers ministériels d'une partie de leurs affaires. La valeur des études diminuera d'autant et vous ne pouvez, en équité, les priver ainsi d'une partie de leurs produits sans leur donner une indemnité en compensation.

On dira bien que les droits des parties seront toujours sauvegardés, puisqu'elles pourront dans tous les cas en appeler.

Mais alors les appels deviendront trop nombreux et le plus souvent au lieu d'une procédure, il y en aura deux.

Aussi ne sommes-nous pas d'avis de conférer au juge de paix une compétence aussi étendue. Même si la réforme devait avoir lieu au cours d'une révision de notre organisation judiciaire, nous estimons que le taux de 1.500 francs est trop élevé, que le juge de droit commun doit être un tribunal et non un magistrat unique. Songeons que le juge de paix siège seul, qu'il n'a personne pour discuter les points embarrassants, à qui demander conseil.

Et si vous lui soumettez des litiges roulant sur un chiffre aussi élevé, les questions qui lui seront posées seront beaucoup plus délicates, il risquera davantage de se tromper. Par suite une plus grande proportion de ses jugements seront réformés, ce qui pourra entraîner la déconsidération de l'institution.

N'est-il pas imprudent d'ailleurs de confier aux juges de paix des affaires de cette importance? Le plaideur mécontent aura certes la faculté de l'appel, mais nous avons dit que généralement les parties comparaissaient elles-mêmes sans l'assistance d'avoués ni d'avocats. La négligence, l'absence de conseils instruits, la mauvaise volonté parfois, ne feront-elles pas perdre souvent ce recours par nullité ou fins de non-recevoir?

D'autres projets étaient plus modestes. M. Godin en 1896 proposait 600 francs. Ce fut d'ailleurs le chiffre qui fut repris en 1902 par M. Cruppi et fut adopté en 1905.

Nous estimons que ce faisant, le législateur a agi sagement. Il a redonné à la compétence en premier ressort du juge de paix, la valeur que lui avait attribuée la loi de 1838. Il l'a peut-être un peu augmentée, mais il est resté dans de justes limites. La proposition Brousse en 1886 et la Chambre des avoués d'Albi en 1881 proposaient 500 francs. Etant donné l'avilissement du numéraire, ce chiffre correspond à peu près à celui adopté en 1905.

C'est, à notre avis, dans l'état actuel des choses, le maximum de compétence que l'on pouvait attribuer au juge de paix. Cette somme n'étant pas trop élevée et étant donné le caractère du juge de paix, je crois qu'elle n'entraînera pas des appels trop fréquents. D'autre part, l'extension n'étant pas trop grande, le nombre des causes enlevées aux tribunaux d'arrondissement et soumis au juge unique n'aura pas pour effet de surcharger celui-ci et d'apporter la perturbation dans la juridiction du droit commun.

Si notre organisation judiciaire tout entière était réformée, nous serions même d'avis de conserver ce chiffre de 600 francs qui représente une valeur, somme toute assez considérable ; et nous estimons qu'il serait imprudent de dépasser cette limite si l'on veut conserver au juge de paix le caractère que lui a donné la Constituante.

Il nous reste maintenant à déterminer la compétence en dernier ressort qui doit être attribuée aux juges de paix. Ici encore les projets qui se sont succédé ont proposé des limites différentes. La réforme la plus modeste, le projet

Brisson, proposait 150 francs, mais la commission chargée d'examiner ce projet avait trouvé ce chiffre insuffisant et avait fixé celui de 300 francs. D'autres propositions étaient un peu plus hardies et proposaient au juge de paix de connaître jusqu'à 200 francs en dernier ressort (1).

La première proposition de réforme, celle de MM. Floquet et Parent (1877) adoptait 400 francs. Mais les projets les plus récents se sont ralliés au chiffre de 300 francs (2) qui a été adopté dans la loi de 1905.

Un seul principe devra nous conduire pour fixer la compétence en dernier ressort. Aller le plus loin possible, mais cependant offrir une justice équitable. Nous avons vu, en effet, que le juge de paix par le fait même qu'il siège seul offre moins de garantie pour les justiciables qu'un tribunal composé de plusieurs membres.

Il vaut mieux exposer les parties à des frais plus élevés à des lenteurs plus grandes que de les exposer à avoir une justice qui ne serait pas véritablement juste. Car alors, nous aboutirions à des résultats déplorables et nous verrions les plaideurs en arriver à se faire justice eux-mêmes. La paix serait troublée parce que les institutions seraient impuissantes pour dire le droit.

Et puisque le chiffre adopté par la loi de 1838 a

(1) Projet Cazot (1881), proposition Martin-Feuillée (1882), projet Humbert (1882), proposition Martin-Feuillée (1883), Brousse (1886).

(2) Propositions Labussière (1889), Million (1893), Godin (1896), Million (1898), Cruppi (1902).

donné d'excellents résultats, pourquoi ne pas se borner à moderniser cette loi, à la mettre au niveau de la situation économique de l'époque et, marchant peu à peu dans la voie du progrès, reculer légèrement cette limite. Aussi je pense que le législateur de 1905 a eu raison de se prononcer pour le chiffre de 300 francs qui se retrouve dans toutes les propositions depuis plus de 15 ans sans avoir soulevé d'objections.

Ce qui prouve bien que les chiffres adoptés par la loi de 1905 sont les meilleurs, c'est que tous les auteurs de projets sur l'extension de la compétence des juges de paix, quelque limite qu'ils aient proposée, se sont défendus de vouloir innover et ont prétendu au contraire qu'ils s'étaient bornés à rendre aux juges de paix la compétence que la loi de 1838 leur avait donnée, en tenant compte de la diminution de valeur du numéraire.

L'exposé des motifs de M. Cazot présente les innovations projetées comme « un développement progressif de l'heureuse institution dont la Constituante a doté la France. » D'après M. Martin Feuillée, l'extension de la compétence des juges de paix ne serait que la continuation de l'œuvre de 1790. Mais qui donc osera soutenir qu'en proposant d'élever de 200 à 1.500 francs les limites de la compétence des juges de paix, on ait simplement voulu suivre la dépréciation qu'a éprouvée le signe monétaire ?

On a dit que la loi de 1905 avait dénaturé l'institution des justices de paix et avait fait surtout un juge du magistrat cantonal. Nous ne le pensons pas et ne croyons que la loi

nouvelle ait enlevé au juge de paix son caractère de conciliateur que lui avait imprimé la loi de 1790. Elle le lui conserve, au contraire, pour toutes les affaires à l'exception de quelques-unes pour lesquelles, conformément au système adopté par la Constituante, il devient juge.

N'ayant pas à connaître de causes trop importantes, le juge de paix subsiste tel que l'a conçu le législateur révolutionnaire et reste l'homme des champs dont nous parlait Thouret, celui sur lequel, pour peu qu'il ait « les lumières de l'expérience et d'un bon jugement et l'habitude des contestations » la Constituante avait compté pour trancher rapidement et à peu de frais les petits procès.

On a fait un autre reproche à la loi de 1905 en l'accusant d'inconstitutionnalité en ce qu'elle soumet à la compétence de juges amovibles des affaires qui, jusque-là, avaient été jugées par des juges inamovibles. Il faut repousser, a-t-on dit, toute atteinte qu'on voudrait porter à cette inamovibilité, parce qu'on pourrait être entraîné tôt ou tard à franchir entièrement une barrière qui est la sauvegarde des plaideurs.

Si l'on avait accordé au juge de paix une compétence jusqu'à 1.500 francs, peut-être ce reproche pourrait-il porter ; mais le chiffre adopté ne représentant guère que l'importance des affaires que les lois de 1790 et 1838 lui avaient confiées, nous ne voyons pas que cette objection soit bien fondée.

En résumé, la loi de 1905 a étendu le plus possible la compétence du juge de paix pour ne pas dénaturer le carac-

tère de ce magistrat qui est sa raison d'être et son véritable rôle et pour ne pas priver les plaideurs d'une bonne justice. Une plus grande extension ne diminuerait ni les frais ni les lenteurs de la procédure civile; mais en revanche, elle diminuerait considérablement les garanties que l'organisation actuelle de la justice offre aux plaideurs, et cela, dans les petits litiges, dans les procès où est engagée souvent une grande partie de l'avoir des citoyens les plus pauvres et par tant les plus intéressants.

Sans doute, il y a encore beaucoup à faire. La procédure devant les tribunaux d'arrondissement est trop chère et trop lente, mais ce n'est qu'en attaquant le mal dans sa source qu'on arrivera à le faire disparaître. Une réforme de notre code de procédure s'impose. Si les frais de justice sont exagérés en France, cela vient principalement du taux exorbitant des droits de timbre et d'enregistrement.

CHAPITRE IV

Législation comparée

Du juge des petits procès dans les législations étrangères

L'idée d'une juridiction spéciale pour les litiges de peu d'importance, apportant une solution rapide et sans entraîner de grands frais est une idée tellement naturelle qu'elle a pris naissance dans tous les pays. Mais elle n'a pas été résolue partout de la même manière.

Beaucoup de nations se sont fortement inspirées des réformes que l'Assemblée constituante avait apportées en France en 1790, et ont créé des magistrats ressemblant plus ou moins à nos juges de paix et auxquels elles ont donné une compétence généralement plus étendue.

D'autres pays, surtout ceux où l'institution existait déjà au moment de notre Révolution, en diffèrent totalement.

Ce sont ces diverses organisations que nous allons étudier dans ce chapitre. Il sera bien difficile d'en tirer une conclusion réellement profitable pour notre législation, la situation économique, le régime politique n'étant pas le même chez tous les peuples. Et tel système qui donne des

résultats excellents dans un pays ne rendrait aucun service dans un autre.

§ 1. — *Belgique*

La Belgique est peut être la nation dont l'organisation judiciaire se rapproche le plus de la nôtre. Ces deux pays si voisins, ont en effet, pour tout ce qui concerne le droit, de nombreux rapprochements, et un grand nombre de lois votées en France ont été adoptées en Belgique sans changement pour ainsi dire.

L'organisation judiciaire qui y est actuellement en vigueur date de la loi du 18 juin 1869 qui a créé deux degrés de juridiction et un pourvoi en cassation.

De même qu'en France, dans chaque canton se trouve un juge de paix. Comme le nôtre, il est nommé par le gouvernement — par le roi. Mais ce qui, à notre avis, est un inconvénient et pourrait conduire à l'arbitraire, il est inamovible.

Ses fonctions sont, à peu de chose près, les mêmes que celles de notre juge cantonal : c'est lui qui s'occupe des appositions et des levées de scellés, qui préside les conseils de famille. C'est encore lui qui est chargé de concilier les plaideurs.

Sa compétence, en matière civile, qui a été modifiée par la loi du 25 mars 1876 lui permet de juger toutes les affaires personnelles et mobilières jusqu'à 100 francs en

dernier ressort et jusqu'à 300 francs à charge d'appel. Il peut en outre connaître en premier ressort à quelque valeur que la demande puisse s'élever de beaucoup d'autres contestations : actions en paiement de loyers quand le prix annuel n'excède pas 300 francs ; réparations locatives ; actions en bornage, pour dommages aux champs, pour vices rédhibitoires.

De même qu'en France, il ne connaît pas des actions commerciales. Mais les actions immobilières rentrent dans sa compétence, de même que les actions mobilières, lorsqu'elles ne dépassent pas 100 francs en dernier ressort et 300 francs à charge d'appel.

C'est peut-être le juge de paix belge qui ressemble le plus au nôtre.

§ 2. *Hollande*

La Hollande, ainsi que la Belgique, s'est énormément inspirée de l'influence française et son organisation judiciaire ressemble aussi beaucoup à la nôtre. L'institution des juges de paix y date de la loi du 18 avril 1827.

A côté de fonctions extrajudiciaires telles que l'apposition et la levée des scellés, le juge de paix hollandais connaît en dernier ressort des affaires civiles jusqu'à 50 florins (105 francs) et à charge d'appel jusqu'à 200 florins (418 fr.).

Il est inamovible et nommé par le gouvernement.

§ 3. *Luxembourg*

L'institution des justices de paix dans le Grand Duché de Luxembourg est d'origine assez récente et est absolument la reproduction de notre loi de 1838.

Ces magistrats créés par la loi du 28 février 1885 connaissent en dernier ressort jusqu'à 150 francs et en premier ressort jusqu'à 300 francs de toutes les affaires civiles personnelles et mobilières. Ce sont absolument les chiffres adoptés en France en 1838, eu égard à l'avilissement du signe monétaire.

De même que chez nous, ils ont une compétence plus étendue pour les contestations entre maîtres et domestiques, pour les demandes en pensions alimentaires, etc.

L'analogie entre la France et le Luxembourg est complète sur ce point, et si nous tenons compte des époques différentes auxquelles ont été votées les lois relatives à ces matières dans les deux pays, nous pouvons dire qu'avant 1905, les deux nations étaient soumises à la même règle.

§ 4. *Italie*

L'organisation judiciaire de l'Italie date de la loi du 13 novembre 1859 et a été modifiée par plusieurs lois postérieures, notamment celles des 6 décembre 1865, 16 juillet et 29 décembre 1892.

La juridiction qui est chargée de statuer sur les petites

affaires ressemble beaucoup à la nôtre. Mais il y a un échelon de plus qu'en France. Là où notre juge de paix remplit à la fois les fonctions de médiateur et de juge, il y a en Italie, dans chaque commune, un magistrat plus spécialement chargé de la conciliation, c'est le juge conciliateur (*giudice conciliatore*) et un préteur (*pretore*) dont la mission est de solutionner les procès de peu d'importance.

Les premiers n'appartiennent pas, à proprement parler, à l'ordre judiciaire. Ils remplissent des fonctions essentiellement gratuites et honorifiques. Ils sont nommés par le premier président de la Cour d'appel pour trois ans sur une liste de candidats présentés par le Conseil municipal. Ils essaient de concilier les parties si elles se présentent devant eux, mais, à la différence de ce qui se passe en France, en Italie la conciliation n'est pas obligatoire.

En même temps, les juges conciliateurs ont une compétence civile mais très restreinte. Ils ne peuvent connaître que des affaires personnelles et mobilières dont l'importance n'excède pas 30 liras (la lire vaut un franc) et des baux de biens immobiliers, mais seulement si le loyer annuel ne dépasse pas la même somme, et toujours à charge d'appel.

La procédure devant eux est très simple, et l'on peut dire que les procès qui leur sont soumis sont jugés sans que les plaideurs aient aucun frais à exposer.

Au dessus des juges conciliateurs qui existent dans chaque commune (et il y a lieu de remarquer que la commune

italienne est beaucoup plus étendue que la commune française), il y a dans chaque arrondissement un prêteur nommé par le roi et inamovible. Mais sa compétence est plus étendue que celle de notre juge de paix. Elle s'étend de 30 à 1.500 livres pour les affaires civiles et même pour les affaires commerciales, là où il n'y a pas de tribunal de commerce.

Le prêteur connaît en outre des demandes d'aliments ou de pensions alimentaires si la prestation contestée n'atteint pas une valeur annuelle de plus de 200 francs, de toutes les actions en dégâts ou dommages aux fonds urbains ou ruraux, des actions possessoires, de celles en bornage et en dénonciation de nouvel œuvre, quelqu'en soit la valeur.

Ses décisions ne sont jamais rendues qu'en premier ressort sauf lorsqu'il statue sur les appels de sentences rendues par les juges conciliateurs.

Si la loi avait confié à ces derniers des pouvoirs plus étendus, ils correspondraient parfaitement à notre juge de paix. Le fond de l'institution est le même : en faire à la fois un médiateur et un juge, mais la réalisation de l'idée diffère. Tandis qu'en France ces deux fonctions ont une égale importance, le magistrat italien est, ainsi que son nom l'indique, plutôt un conciliateur qu'un juge.

Quant au prêteur, c'est le véritable tribunal de droit commun ; il a plus de rapport dans ses attributions avec notre tribunal d'arrondissement qu'avec notre juge cantonal.

§ 5. — *Allemagne*

Avant 1871, les divers Etats qui composent aujourd'hui l'empire allemand avaient chacun leur organisation judiciaire. De grands efforts ont été faits pour créer une unité de législation, et depuis 1879, c'est le même code de procédure qui est suivi dans toute l'Allemagne ; depuis le 1^{er} janvier 1900, c'est le même code civil qui est en vigueur.

L'institution qui correspond à notre justice de paix est le tribunal de bailliage (*amtsgericht*) composé d'un juge unique qui a une compétence exclusivement civile, la compétence pénale étant réservée au tribunal des échevins (*schöffen-gericht*) composé d'un juge de bailliage et de deux assesseurs ou échevins choisis chaque année parmi les citoyens.

Le juge cantonal allemand (*amtsgericht*) qui a généralement une circonscription plus étendue que notre juge de de paix, ne juge jamais qu'en premier ressort. Il connaît de toute demande civile ou commerciale, mobilière ou immobilière jusqu'à 300 marks (375 francs).

Il est même compétent, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, mais toujours à charge d'appel, pour les contestations entre propriétaires et locataires, concernant la délivrance, la jouissance et l'expulsion des lieux loués ainsi que le droit de rétention des objets garnissant ces lieux, pour les contestations entre voyageurs et aubergistes, pour les différends entre maîtres et domestiques, patrons

et ouvriers, qui ne sont pas soumis à la juridiction des prud'hommes, pour les vices rédhibitoires.

En dehors de ses attributions contentieuses, ce magistrat est en outre chargé de la tentative de conciliation entre époux qui demandent le divorce ou la séparation de corps.

Le juge de bailliage est nommé par le gouvernement, mais de même qu'en Belgique il est inamovible.

La procédure devant lui est assez simple : les écritures sont supprimées ainsi que le ministère des avoués.

Remarquons que l'intention du législateur allemand n'a pas été de faire du juge de bailliage un juge d'exception comme notre juge de paix, mais bien un premier degré de l'ordre judiciaire, véritable tribunal de droit commun.

§ 6. — *Espagne*

Il y a, en Espagne, d'après la loi d'organisation judiciaire du 15 septembre 1870, dans chaque ville ou municipio, un ou plusieurs juges municipaux qui se rapprochent assez de nos juges de paix. De même qu'en France, ils ont pour mission de concilier les parties. Mais leurs décisions comme juges sont soumises dans tous les cas à la faculté de l'appel devant les tribunaux d'arrondissement ou de partido.

Ils connaissent en matière civile de toute demande, quelle qu'en soit la nature, n'excédant pas 250 pesetas et, si le municipio n'est pas le siège d'un tribunal de première instance,

de certaines affaires qui chez nous seraient de la compétence du juge des référés.

Ces juges municipaux sont nommés pour deux ans par le président de la cour d'appel (audiencia) sur une liste de trois candidats désignés par le président du tribunal d'arrondissement.

De même que notre juge de paix, ils posent les scellés et président les conseils de famille.

§ 7. — Roumanie

La Roumanie, aussi, dans sa législation, a emprunté beaucoup de choses à la France, notamment son organisation judiciaire et ses justices de paix.

Le juge de paix roumain (judecatore de pace) est nommé par le roi, il est amovible et siège seul. Autant de ressemblances avec le nôtre.

Mais sa compétence est plus étendue, quant à la valeur des litiges qui lui sont soumis, et quant au ressort de sa juridiction. En outre il est chargé des actions immobilières.

Il connaît sans appel des affaires civiles jusqu'à 200 francs, et jusqu'à 1.500 francs à charge appel. Il est également compétent pour les causes commerciales dans les mêmes limites, et pour les actions immobilières, les demandes en partage, et celles relatives aux successions quand leur valeur ne dépasse pas 5.000 francs.

Ces chiffres élevés enlèvent au juge de paix roumain le caractère de conciliateur auquel nous tenons tant chez nous.

§ 8. — *Autriche*

Encore une nation où l'influence française s'est beaucoup fait sentir, et qui a fait de nombreux emprunts sur la matière à notre législation.

Le juge de district (*bezirksrichter*) qui correspond au juge de paix français a été institué par la loi du 20 novembre 1852 et la procédure devant lui a été simplifiée dans quelques cas par une autre disposition législative du 27 avril 1873.

Avant cette dernière loi, le juge de paix autrichien ne statuait jamais qu'en premier ressort. Rentraient dans sa compétence : les affaires purement personnelles et mobilières jusqu'à 500 florins (1.250 francs) les contestations entre propriétaires, locataires et fermiers, quel que soit le chiffre de la location, les différends entre patrons et ouvriers là où il n'y a pas de conseils de prud'hommes, entre maîtres et serviteurs, entre hôteliers et voituriers et leurs voyageurs.

Mais ici la procédure est assez longue et compliquée.

Aussi, se rapprochant davantage de ce qui existait en France, la loi de 1873 permit à ce même magistrat de simplifier cette procédure pour les petites affaires (*bagatellverfahren*). Lorsque l'intérêt du litige ne dépasse pas 25 florins (75 francs) le juge de district doit se prononcer autant

que possible séance tenante et avec le minimum de formalités. Et son jugement dans ce cas est rendu en dernier ressort et ne peut être attaqué que par le pourvoi en cassation et dans certains cas déterminés seulement.

§ 9. — *Russie*

Lorsqu'en 1864 un ukase d'Alexandre II promulgua le code d'organisation judiciaire de la Russie, il s'inspira beaucoup de ce qui existait en France. Comme l'avait fait l'Assemblée constituante, il installa, tout à fait au bas de l'échelle judiciaire, dans chaque volost ou canton, un magistrat qui ressemblait beaucoup à notre juge de paix (*miravoi soudia*).

Cependant il lui donna une compétence un peu plus grande, ce qui s'explique si l'on considère que la Russie est un pays très étendu et qui était encore à demi-barbare il y a presque cinquante ans.

Le juge de paix russe était compétent pour toutes actions personnelles et mobilières et sur les demandes reconventionnelles, en dernier ressort jusqu'à 30 roubles (120 francs) et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 500 roubles (2.000 francs). En outre il connaissait de toutes contestations en matière civile sans égard à la valeur, quand les parties le priaient de rendre un jugement selon sa conscience et sa conviction. Dans ce cas la sentence rendue était définitive, et il ne pouvait en être interjeté appel.

Le juge de paix russe connaissait aussi des actions fondées sur une offense ou une injure personnelle, des actions possessoires, à condition que le trouble ne se soit pas produit depuis plus de 6 mois, des actions concernant le droit d'usage sur la propriété d'autrui, s'il ne s'était pas écoulé plus d'un an depuis l'atteinte portée à ces droits.

Il était élu pour 3 ans tantôt par la douma (conseil municipal des villes), tantôt par l'assemblée provinciale (zemskoe goubernskoe sobranie) et inamovible.

La procédure y était très simple : la plainte par laquelle le demandeur ou son fondé de pouvoir commençait l'action pouvait être écrite ou verbale. Dans ce dernier cas, elle était inscrite par le juge de paix sur un registre spécial.

Quand les parties comparaissaient en personne, la cause était jugée sur-le-champ. Au début de l'audience le magistrat invitait le demandeur à s'expliquer, ensuite il entendait le défendeur et les témoins, et adressait aux parties les questions qu'il croyait utiles ; enfin, après les avoir entendues contradictoirement, il clôturait les débats (1).

L'appel était porté devant les assemblées de juges de paix (siezd).

Mais à la suite des troubles qui se produirent en 1881, un ukase d'Alexandre III du 12 juillet 1889 supprima les juges de paix et ne les laissa subsister que dans certaines villes

(1) Bull. de la Soc. de lég. comp., 1876 p. 506.

notamment à Saint-Pétersbourg et à Moscou. Ils furent remplacés presque partout par des chefs cantonaux et des tribunaux de paysans qui n'avaient plus du tout le même caractère.

Les chefs cantonaux (*zemskie natchalniki*) sont à la fois des juges et des agents du gouvernement qui les nomme. Il est vrai qu'ils ont à peu près la même compétence que nos juges de paix, mais à ces fonctions judiciaires, ils joignent des attributions administratives qui dénaturent complètement l'institution.

A côté d'eux d'eux sont les tribunaux de *volost* qui jugent seulement les paysans, composés de trois magistrats au moins et dont la compétence s'étend à toutes les contestations ne dépassant pas 300 roubles.

Comme nos juges de paix, ces tribunaux de paysans doivent d'abord chercher à concilier les parties, et c'est seulement s'ils ne peuvent y parvenir qu'ils siègent comme juges. Ils offrent donc une assez grande analogie avec notre institution.

Il est question aujourd'hui de réformer l'organisation judiciaire de 1889 et de rétablir les *miravoi soudia* de 1864.

§ 10. — *Angleterre*

Nous allons terminer cette étude par l'examen des tribunaux inférieurs en Angleterre.

Les *judges of the peace* anglais qui ont donné leur nom à nos juges de paix français en diffèrent considérablement. Ils sont appelés ainsi, non pas parce qu'ils jouent le rôle de conciliateurs, mais parce qu'ils ont pour principale mission le maintien de la paix du roi, c'est-à-dire l'ordre public par la répression des faits qui tendent à la troubler. Ils ont surtout des attributions d'ordre administratif.

Ils délivrent les licences pour le trafic des boissons spiritueuses, et pour les prêts sur gages, ils s'occupent des maisons d'aliénés et des infractions aux lois concernant la salubrité publique, la police des mœurs, le vagabondage ; ils sont chargés de l'instruction préparatoire des affaires criminelles.

A côté de ces fonctions essentielles, les *judges of the peace* ont reçu de plusieurs édits une certaine compétence civile : ils connaissent notamment des difficultés entre patrons et ouvriers relativement au contrat de louage d'ouvrage, lorsque l'intérêt en litige ne dépasse pas 10 livres sterling (250 francs), des actions en recherche de paternité.

Ils statuent également sur les contestations entre propriétaires et locataires, sur les demandes d'expulsion, sur l'indemnité due en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique si le dommage est inférieur à 50 livres sterling, et sur les différends concernant les salaires des artisans et des ouvriers de fabrique jusqu'à 5 livres sterling.

En somme, ce sont surtout de grands propriétaires fonciers exerçant gratuitement des fonctions peu étendues en

matière civile, et qui se réfèrent surtout à la police judiciaire. Le rôle de médiateur leur est totalement inconnu.

L'institution qui se rapproche le plus en Angleterre de la justice de paix française, c'est la Cour du comté « county court » dont la compétence est beaucoup plus étendue.

Les membres de la county court sont nommés par le lord chancelier parmi les deux catégories supérieures d'avocats, les sergents (sergeants at law) et les conseils du Roi (King's counsels) ou parmi les simples *barristers at law* ayant au moins sept ans d'exercice. Ils sont nommés à vie et tiennent des audiences foraines. Il n'y a pour chaque cour qu'un seul juge.

Le taux de leur compétence va en général jusqu'à 50 livres (1.250 fr.), mais il s'étend dans certaines matières à des chiffres beaucoup plus élevés, par exemple quand il s'agit d'actions relatives à l'administration des successions ou tendant à obtenir la réalisation d'un gage hypothécaire.

Il y a des cas où le défendeur assigné même pour moins de 50 livres devant une Cour de comté peut demander que l'affaire soit renvoyée devant la Haute-Cour de justice, qui est la juridiction de droit commun, et, par contre, il en est d'autres où sur la demande de l'une des parties, la Haute-Cour peut se dessaisir en faveur d'une Cour de comté, même lorsque l'intérêt du litige est supérieur à 50 livres.

Les décisions de la county court sont susceptibles d'appel devant la Haute-Cour de justice, mais seulement pour erreur de droit.

Quelque analogie que présentent ces cours de comté avec nos justices de paix, il n'y a aucun enseignement à en tirer. La constitution politique et l'organisation sociale de l'Angleterre différant essentiellement de la nôtre, les institutions qui y existent ne pourraient donner chez nous aucun bon résultat.

Nous voyons donc que bien peu de législations étrangères ont conservé au juge des petits procès le caractère de médiateur et de juge que l'Assemblée constituante avait donné à nos magistrats cantonaux. Elles en ont fait ou des juges chargés par exception de concilier les plaideurs, la conciliation n'étant pas obligatoire le plus souvent, ou des médiateurs n'ayant le pouvoir que de solutionner des différends réellement trop peu importants.

Nous préférons nous en tenir à notre système, persuadés que c'est celui qui répond le mieux au but proposé : empêcher les procès de naître, et donner une solution rapide et peu coûteuse à ceux qui n'auront pu être évités.

Vu

par le Président de la Thèse :

R. PIÉDELIÈVRE.

Vu

et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur

de l'Académie de Paris :

L. LIARD.

Vu,

le Doyen :

LYON-CAEN.

BIBLIOGRAPHIE

BARD-GUYON. — Notes sur les matières civiles et de la police de la compétence des juges de paix.

BENECH. — Traité des justices de paix d'après la loi du 25 mai 1838.

BENEDICT. — Jurisdiction, powers and duties of justice of the peace.

BIOCHE. — Dictionnaire des juges de paix et de police.

BURN. — Justice of the peace and parish officer.

CARRÉ. — Compétence judiciaire des juges de paix en matière civile et pénale.

CARRÉ G. L. — Le droit français dans ses rapports avec la juridiction des justices de paix.

CAROU ET BIOCHE. — De la juridiction civile des juges de paix.

CHARMEIL. — De la réorganisation des justices de paix.

CRUPPI. — Loi du 13 juillet 1905 sur la compétence et l'organisation des justices de paix.

CURASSON. — Traité de la compétence des juges de paix.

DAMOTTE. — Traité de la compétence judiciaire et de la procédure des justices de paix en matière civile.

DESRUÉS. — Traité des justices de paix.

DESAZARS. — La réforme judiciaire par l'extension de la compétence des juges de paix.

GISLAIN. — Code de justice de paix.

FAURE. — De l'extension de la compétence des juges de paix.

GLASSON. — Histoire du droit et des institutions de l'Angleterre.

GREFFIER. — Révision du code de procédure civile.

HYS. — Organisation judiciaire ; du projet de loi sur les justices de paix.

HENRION DE PANSEY. — De la compétence des juges de paix.

JAMBOIS. — De la réforme judiciaire dans les justices de paix.

JAY. — Dictionnaire général et raisonné des justices de paix.

JAY. — Traité de la compétence générale des juges de paix et de leurs diverses attributions en matière civile et de procédure.

LAMY. — La magistrature cantonale. Sa véritable mission.

LANCIEN. — Etude et projet sur l'extension de la compétence des juges de paix.

LEVASSEUR. — Manuel des justices de paix.

LOMBA. — Justicia de paz.

MARTIN. — Les justices de paix en France.

MOLINIER. — De l'étendue de la compétence des juges de paix par rapport à l'action civile en matière de diffamation, d'injures, de rixes et voies de fait.

PABON. — Traité théorique et pratique des justices de paix.

PAYENNEVILLE. — Essai sur la réforme des justices de paix en France.

POIRSON. — Projet de loi sur les justices de paix.

ROUSSEAU. — Examen critique du projet de loi sur la compétence des juges de paix, présenté à la Chambre le 18 janvier 1878.

SCOHYERS. — Code des juges de paix.

Observations de quelques juges de paix sur le projet de loi relatif à la compétence des juges de paix.

Lettre à M. le garde des sceaux sur le projet de loi tendant à augmenter la compétence des juges de paix.

Observations d'un vieux juge de paix sur le projet de loi relatif à la compétence des juges de paix.

Un dernier mot sur les juges de paix.

Annales et journal spécial des justices de paix.

Bulletin spécial des décisions des juges de paix et des tribunaux de simple police.

Journal des justices de paix et des tribunaux de simple police.

Moniteur des juges de paix, de leurs suppléants et des greffiers.

Annuaire de législation étrangère.

Bulletin de la Société de législation comparée.

THÈSES

AUGÉ. — Etude critique des justices de paix, 1900.

TRANCHAND. — De la compétence des juges de paix, d'après les lois postérieures à 1838, 1897.

MONTRICHARD. — Etude critique de l'organisation des justices de paix, 1898.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — Exposé historique de la législation concernant les justices de paix	7
<i>Section I.</i> — Causes qui ont retardé le vote de la loi de 1905	8
<i>Section II.</i> — Décret-loi du 16-24 août 1790	12
<i>Section III.</i> — Loi du 25 mai 1838	20
<i>Section IV.</i> — Loi du 13 juillet 1905 et projets qui l'ont précédée	28
§ 1. Proposition Parent (1872)	29
§ 2. Proposition Floquet et Parent (1877-1878)	30
§ 3. Projet Cazot (1881)	31
§ 4. Proposition Martin Feuillée (1882)	32
§ 5. Projet Humbert (1882)	33
§ 6. Projet Martin Feuillée (1883)	33
§ 7. Projet Brisson (1885). Proposition Brousse (1886).	34
§ 8. Proposition Labussière (1889).	35
§ 9. Propositions Million et Dupuy-Dutemps (1893).	36
§ 10. Proposition Godin (1896)	38
§ 11. Proposition Million (1898). — Proposition Guillemet (1898)	40
§ 12. Proposition adoptée par le Sénat en 1896. — Proposition Cruppi (1902)	41
<i>Section V.</i> — Lois spéciales concernant la compétence civile des juges de paix	43

CHAPITRE II. — Étude sur la compétence civile des juges de paix, d'après la loi du 13 juillet 1905.	49
Section I. — Actions dont les juges de paix connaissent en dernier ressort jusqu'à 300 francs, et en premier ressort jusqu'à 600 francs	50
Section II. — Actions dont le juge de paix connaît en dernier ressort jusqu'à 300 francs, et à charge d'appel jusqu'au taux de la compétence des tribunaux de 1 ^{re} instance	56
§ 1. Contestations entre voyageurs et aubergistes.	60
§ 2. Contestations entre voyageurs et voituriers.	65
§ 3. Contestations entre voyageurs et carrossiers et autres ouvriers	71
§ 4. Contestations relatives aux correspondances et envois recommandés	73
Section III. — Actions dont les juges de paix connaissent en dernier ressort jusqu'à 300 francs, et à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever	82
§ 1. Contestations dérivant du contrat de louage.	
A. Du louage de choses	83
a) Actions en paiement des loyers et fermages et demandes en résiliation de baux.	83
Actions en paiement des loyers et fermages	89
Demandes en résiliation de baux	93
b) Congés	94
c) Réparations locatives et actions pour dégradations	96
d) Indemnités pour non jouissance	101
B. Du louage de services.	106
C. Du louage d'ouvrage	109
§ 2. Actions pour vices rédhibitoires	114

§ 3. Actions pour diffamations, injures, rixes et voies de fait.	119
§ 4. Actions relatives aux dommages aux champs, au curage et à l'élagage	124
<i>Section IV.</i> — Des actions dont le juge de paix ne peut connaître qu'à charge d'appel.	125
§ 1. Demandes en pensions alimentaires	126
§ 2. Actions en bornage et relatives à la distance prescrite par la loi.	130
§ 3. Actions possessoires et entreprises sur les cours d'eau	134
§ 4. Demandes en paiement de droits de place	135
CHAPITRE III. — Critique de la loi de 1905	139
<i>Section I.</i> — Devait-on augmenter la compétence des juges de paix?	140
<i>Section II.</i> — De la compétence des juges de paix en dernier ressort	146
<i>Section III.</i> — De la compétence en premier ressort	157
<i>Section IV.</i> — De la compétence à accorder aux juges de paix. — Critique	165
CHAPITRE IV. — Législation comparée. — Du juge des petits procès dans les législations étrangères	181
§ 1. Belgique.	182
§ 2. Hollande	183
§ 3. Luxembourg	184
§ 4. Italie.	184
§ 5. Allemagne	187
§ 6. Espagne.	188
§ 7. Roumanie	189
§ 8. Autriche	190
§ 9. Russie	191
§ 10. Angleterre	193
BIBLIOGRAPHIE	197

AUXERRE-PARIS. — IMPRIMERIE A. LANIER
